

Enquête réalisée auprès des jeunes et des entreprises sur mandat du  
Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI  
Résultats détaillés



# Baromètre des transitions

2<sup>e</sup> vague / août 2024

### Équipe de projet

**Lukas Golder:** politologue et spécialiste en médias, co-directeur gfs.bern

**Martina Mousson:** politologue, responsable de projet

**Adriana Pepe:** politologue, responsable de projet

**Alessandro Pagani:** politologue, collaborateur scientifique

**Roland Rey:** collaborateur de projet / administration

### Consultant externe

**Prof. Stefan C. Wolter :** professeur d'économie de l'éducation, Université de Berne

### Publications

Aperçu des principaux résultats en ligne sous la forme d'un tableau de bord :

<https://cockpit.gfsbern.ch/fr/cockpit/barotransitions-2024-aout/>

Rapports des années précédentes, disponibles dans les archives baromètre des transitions du SEFRI :

<https://www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/formation/formation-professionnelle-initiale/barometre-des-transitions/nahtstellenbarometer.html>

# Inhaltsverzeichnis

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
1.1	Contexte et objectifs de l'étude	4
1.2	Paramètres méthodologiques	5
1.3	Analyse des données	6
1.3.1	Pondération des données et extrapolation pour les jeunes	6
1.3.2	Pondération des données pour les entreprises	7
<b>2</b>	<b>RÉSULTATS</b>	<b>8</b>
2.1	Spotlight : numérisation	8
2.1.1	Le point de vue des jeunes	8
2.2	Les jeunes au moment de la transition I	10
2.2.1	Extrapolation sur le choix de la formation lors de la transition I	10
2.2.2	Déclarations générales sur le choix de la formation	14
2.2.3	Soutien lors du choix de la formation	17
2.3	Jeunes en formation professionnelle initiale	19
2.3.1	Formation professionnelle initiale	19
2.3.2	Candidatures, stages d'observation et stages pratiques	24
2.3.3	Préparation de la maturité professionnelle	29
2.3.4	Formation professionnelle initiale en école	31
2.3.5	Les jeunes dans les voies de formation générale	33
2.3.6	Jeunes optant pour une offre de formation transitoire	36
2.3.7	Jeunes en années intermédiaires	39
2.4	Places d'apprentissage dans les entreprises	42
2.4.1	Offre de places d'apprentissage	42
2.4.2	Attribution des places d'apprentissage	49
2.4.3	Explications pour les places d'apprentissage non pourvues	51
2.4.4	Profil des apprentis	53
2.4.5	Entreprises qui ne proposent pas de formation professionnelle initiale	59
2.4.6	Apprentis ayant terminé leur apprentissage	61
<b>3</b>	<b>SYNTHÈSE</b>	<b>66</b>
3.1	Vue d'ensemble de la transition I et du marché des places d'apprentissage en 2024	66
3.2	Thèses de gfs.bern	69
<b>4</b>	<b>ANNEXE</b>	<b>71</b>
4.1	Équipe gfs.bern	71

# 1 Introduction

Voici, à titre d'introduction, un aperçu du contexte, des objectifs de l'étude et de la méthodologie employée. Pour de plus amples informations, veuillez vous référer au rapport méthodologique séparé.

## 1.1 Contexte et objectifs de l'étude



Le Baromètre des transitions analyse deux fois par an, au printemps et en été, la situation des jeunes au moment de la première transition entre l'école obligatoire et le degré secondaire II et celle des prestataires de places d'apprentissage. Il indique ensuite si des défis spécifiques doivent être relevés par la Confédération, les cantons et les entreprises

L'objectif du Baromètre des transitions est de recenser les choix des jeunes en matière de formation à la fin de leur scolarité obligatoire et d'évaluer la situation sur le marché des places d'apprentissage en Suisse. À cette fin, une enquête en ligne (disponible en trois langues) est menée chaque année en deux vagues auprès des jeunes de 14 à 17 ans et des entreprises comptant au minimum deux employés.

La première enquête en avril (au jour de référence du 15 avril) fournit une première série d'informations sur les choix des jeunes en matière de formation à la fin de leur scolarité obligatoire et donne un aperçu de la situation sur le marché des places d'apprentissage ainsi que des évolutions prévisibles jusqu'à l'été. La deuxième enquête en août (au jour de référence du 31 août) fournit les résultats finaux et les perspectives pour l'année à venir.



La mission de l'institut de recherche gfs.bern consiste à concevoir et à préparer des enquêtes en coordination avec le SEFRI, à réaliser le travail de terrain ainsi qu'à évaluer des données et à analyser des résultats.

## 1.2 Paramètres méthodologiques

Le tableau ci-après fournit des informations sur les paramètres techniques de l'enquête du mois d'août.

Il est à noter que les échantillons des deux groupes cibles ont été optimisés en 2023 : les jeunes interrogés sont désormais âgés de 15 à 17 ans et non plus de 14 à 16 ans afin d'atteindre un plus grand nombre de jeunes au cours de la dernière année de scolarité obligatoire (sauf dans le canton du Tessin, où la tranche d'âge est maintenue de 14 à 16 ans). En ce qui concerne les entreprises, on sait désormais d'emblée quelles entreprises forment et lesquelles ne forment pas. La proportion d'entreprises formatrices a été délibérément augmentée dans l'échantillon.

Tableau 1: Détails méthodologiques

	Jeunes 	Entreprises 
<b>Groupe cible</b>	Jeunes de 14 à 17 ans vivant en Suisse et qui ont participé au sondage d'avril et terminé leur scolarité obligatoire cet été	Entreprises ayant au moins deux employés et qui ont participé au sondage d'avril
<b>Base d'adresse</b>	Cadre de sondage de l'Office fédéral de la statistique	Registre des entreprises et des établissements de l'Office fédéral de la statistique
<b>Méthode d'enquête</b>	Enquête écrite (en ligne)	Enquête écrite (en ligne / papier)
<b>Période de l'enquête</b>	15.07. – 01.09.2024	15.07. – 06.09.2024
<b>Taille de l'échantillon</b>	Nombre total de participants CH N = 2123	Nombre total de participants CH N = 3856
<b>Marge d'erreur</b>	±2.1 % pour 50/50 et une probabilité de 95 %	±1.6 % pour 50/50 et une probabilité de 95 %
<b>Taux de participation</b>	70%	79%
<b>Pondération</b>	1er niveau : nombre de jeunes par canton 2e niveau : âge/sexe, regroupé par canton	1er niveau : nombre d'entreprises par région linguistique 2e niveau : entreprises reliées aux codes NOGA par région linguistique

©gfs.bern, Baromètre des transitions, août 2024

## 1.3 Analyse des données

L'analyse descriptive des données nouvellement générées est basée sur des valeurs pondérées qui sont extrapolées à la population.

### 1.3.1 Pondération des données et extrapolation pour les jeunes

En raison de la participation élevée, les distorsions de l'échantillon ont été maintenues dans les limites. Afin d'assurer la meilleure structure d'échantillonnage possible dans l'ensemble des données d'évaluation, les données ont été pondérées au niveau du total des jeunes âgés de 14 à 17 ans qui ont été sondés sur la base des données réelles correspondantes.

Concrètement, les **CRITÈRES DE PONDÉRATION** suivants ont été utilisés :

- Cantons (26 catégories)
- Âge (3 catégories – une pour chaque année)
- Sexe

**L'EXTRAPOLATION** pour les jeunes se base sur le nombre estimé de jeunes quittant l'école en 2020 selon l'Office fédéral de la statistique<sup>1</sup>.

Le facteur d'extrapolation H suivant a été calculé ::

$$H = \frac{\text{Nombre estimé de jeunes en dernière année de l'école obligatoire}}{\text{(nombre de jeunes en dernière année de l'école obligatoire selon l'enquête * taux de participation)}}$$

Ce facteur a été multiplié par le nombre de personnes ayant à choisir une formation selon l'enquête et compte tenu du taux de participation, d'où le nombre extrapolé de personnes qui doivent effectivement choisir une formation :

H : nombre pondéré de personnes ayant à choisir une formation selon l'enquête

Concrètement pour août 2024:

- Nombre estimé de jeunes en dernière année de l'école obligatoire en 2024 : 85'824
- Nombre de jeunes en dernière année de l'école obligatoire selon l'enquête : 2'918
- Taux de participation : 70 pour cent
- $H_{2024} = 85'824 / 2'918 : 0.7 = 41.8$

<sup>1</sup> Voir le site : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/personnes-formation/ecole-obligatoire.assetdetail.24130118.html>

<sup>2</sup> Propre analyse par âge et par canton. Pour plus de détails, voir le site : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/personnes-formation/ecole-obligatoire.assetdetail.4883089.html>

### 1.3.2 Pondération des données pour les entreprises

Afin d'assurer la meilleure structure d'échantillonnage possible dans l'ensemble de données d'évaluation, les données sont pondérées sur la base du comptage du Registre des entreprises et des établissements (REE). Concrètement, les **CRITÈRES DE PONDÉRATION** suivants sont utilisés dans l'ensemble des données de l'enquête auprès des entreprises :

- les régions (Suisse alémanique, Suisse romande, Suisse italienne)
- la taille de l'entreprise (2 à 9 collaborateurs, 10 à 99 collaborateurs, 100 et plus)
- la répartition NOGA (depuis 2010 selon NOGA 20081 avec 21 catégories)

Les données recueillies auprès des entreprises ont également été extrapolées. **L'EXTRAPOLATION** pour les entreprises se base sur les chiffres relatifs aux entrées dans la formation professionnelle initiale au cours de l'année précédente selon l'Office fédéral de la statistique<sup>2</sup> et sur les chiffres communiqués lors de l'enquête au sujet des places d'apprentissage attribuées l'année précédente.

Le facteur d'extrapolation H suivant a été calculé :

$$H = \frac{\text{entrées dans la formation professionnelle initiale au cours de l'année précédente selon l'OFS}}{\text{nombre de places d'apprentissage attribuées l'année précédente selon l'enquête}}$$

Ce facteur est multiplié par le nombre de places d'apprentissage proposées pour la nouvelle année selon l'enquête, ce qui donne par extrapolation le nombre de places d'apprentissage effectivement attendu pour la nouvelle année :

$$H * \text{nombre de places d'apprentissage proposées pour la nouvelle année selon l'enquête}$$

Concrètement, pour 2024 :

- Nombre de places d'apprentissage attribuées en 2023 selon l'enquête d'août 2024 : 3'222
- Entrées dans la formation professionnelle initiale en 2023 selon l'OFS : 75'788
- $H_{2024} = 75'788 / 3'222 = 23.52$

<sup>2</sup> Propre analyse par âge et par canton. Pour plus de détails, voir le site : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/personnes-formation/ecole-obligatoire.assetdetail.4883089.html>

## 2 Résultats

Le thème Spotlight, qui change chaque année, apporte aux côtés des indicateurs classiques sur les choix de la formation un éclairage ponctuel, particulièrement intéressant dans le contexte donné.

En 2024, l'accent portait sur la numérisation et l'intelligence artificielle, car les évolutions technologiques récentes peuvent avoir certaines répercussions sur les profils professionnels. Le chapitre suivant présente les réponses données par les jeunes à ce sujet.

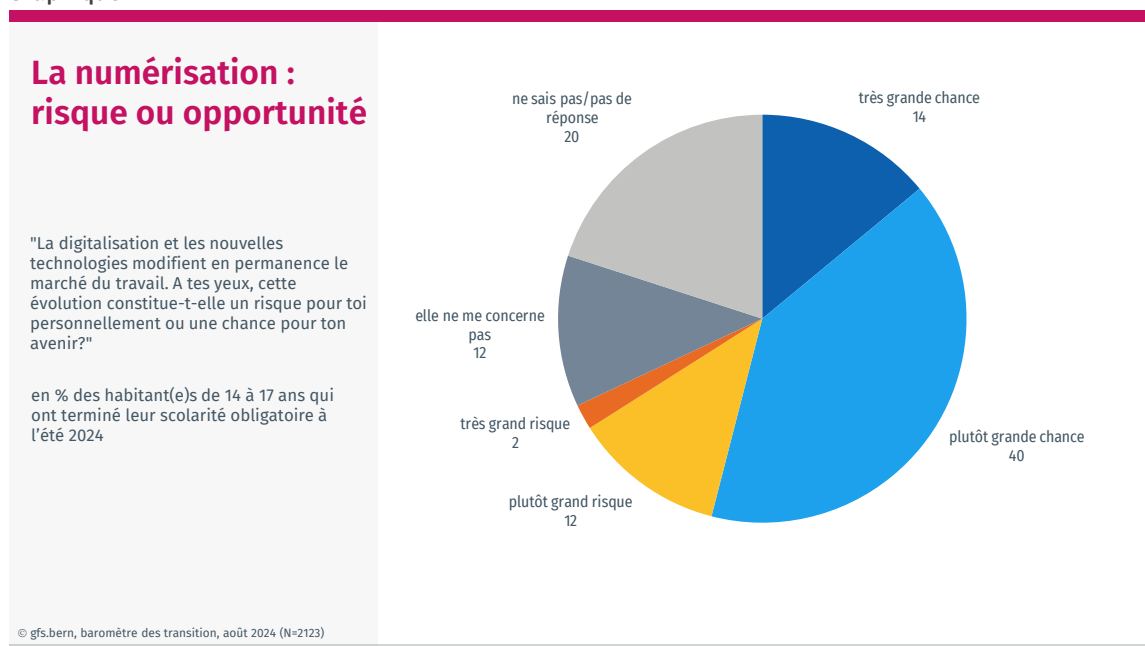
### 2.1 Spotlight : numérisation

#### 2.1.1 Le point de vue des jeunes

Les nouvelles technologies et la numérisation transforment le marché du travail, ce qui présente des opportunités et des risques. La majorité (54 %) des jeunes estiment que la numérisation est une grande chance à l'heure actuelle. Seulement 14 % d'entre eux perçoivent un risque important dans l'évolution du marché du travail.

Il est intéressant de constater que les jeunes hommes sont davantage convaincus par les opportunités offertes par la numérisation que les jeunes femmes. Ces dernières se posent plus de questions à ce sujet, ce qui se reflète dans une part élevée de réponses ne se prononçant pas (je ne sais pas / pas de réponse).

Graphique 1



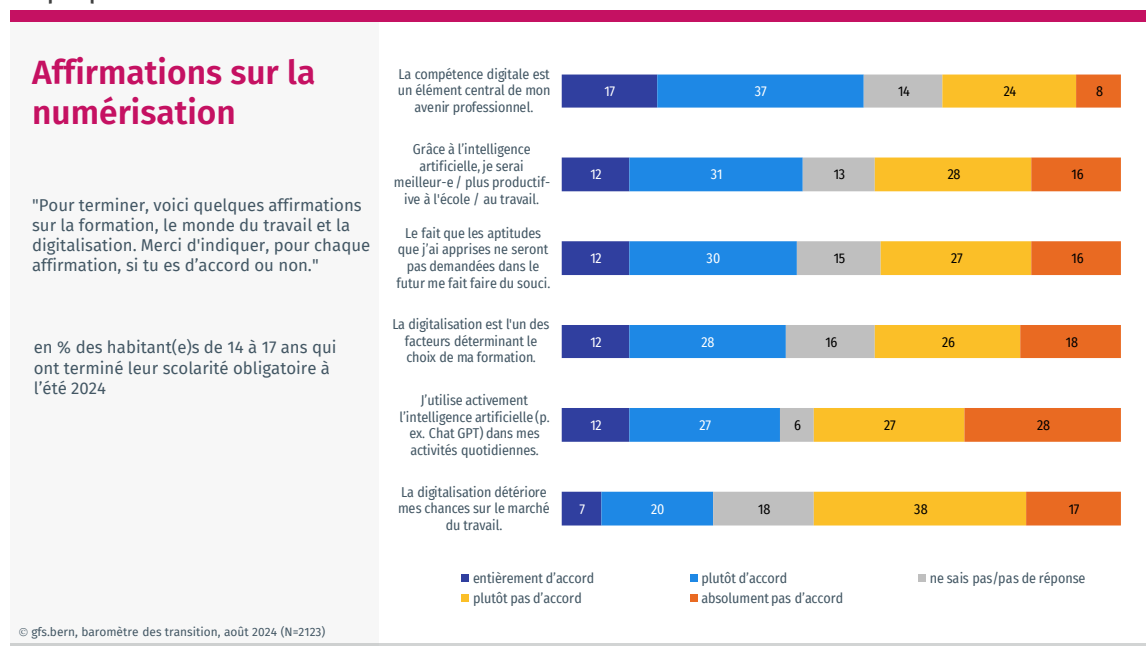
Les jeunes comprennent l'importance et l'utilité de la numérisation dans le monde du travail et dans la vie quotidienne : près de la moitié d'entre eux sont convaincus que l'IA leur permet d'être plus productifs et 39 % utilisent déjà l'IA au quotidien. L'utilisation de l'IA est corrélée au niveau de formation acquis : les personnes qui ont déjà accompli le degré secondaire I au niveau pré-gymnasial utilisent plus souvent l'IA activement que les anciens élèves du niveau « Exigences étendues » ou « Exigences élémentaires ».



Bien que la majorité pense être globalement bien préparée à l'utilisation des technologies numériques et considère que les compétences numériques constituent un élément important pour leur avenir professionnel, 42 % des jeunes s'inquiètent que les compétences acquises ne soient plus demandées en raison de la numérisation. Cependant, seulement un quart d'entre eux estiment que leurs chances sur le marché du travail s'en trouvent réduites.

Cependant, seulement un quart d'entre eux estiment que leurs chances sur le marché du travail s'en trouvent réduites.

Graphique 2



Dans leur grande majorité, les jeunes envisagent donc l'avenir avec confiance et sont sensibilisés aux aspects positifs comme négatifs de l'avancée de la numérisation.

## 2.2 Les jeunes au moment de la transition I

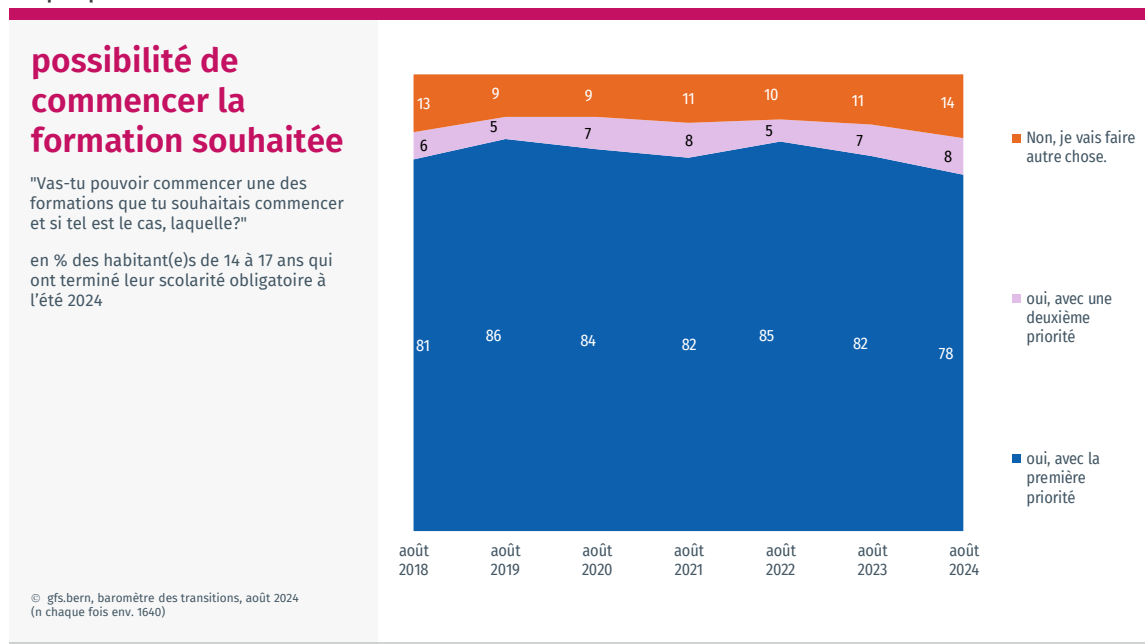
### 2.2.1 Extrapolation sur le choix de la formation lors de la transition I



À l'été 2024 88'818 jeunes de 14 à 17 ans ont terminé leur scolarité obligatoire. 77 d'entre eux ont commencé une formation au degré secondaire II (formation professionnelle initiale ou voies de formation générale). C'est à nouveau un peu moins que les années précédentes car, en 2024, les jeunes sont plus nombreux que jamais, depuis que ces enquêtes existent, à effectuer une année intermédiaire et nettement moins nombreux à opter pour la voie de formation générale.

86 % des jeunes ont pu commencer à l'été 2024 la formation de leur premier ou deuxième choix selon l'enquête d'avril. 8 % ont dû se rabattre sur leur deuxième choix, un chiffre stable. La proportion des jeunes qui font autre chose que leur premier ou deuxième choix a légèrement augmenté par rapport à l'enquête d'août 2023.

Graphique 3



78 % des jeunes ont pu commencer la formation qu'ils souhaitaient en priorité durant l'été 2024. Cette valeur marque un léger recul sur le court terme et passe, pour la première fois, sous la barre des 80 %. Elle avait oscillé entre 81 % et 86 % de 2018 à 2023. 14 %, un chiffre en légère progression, font autre chose que leur premier ou deuxième choix (2023 : 11 %).

La formation professionnelle initiale, qu'elle se présente sous la forme d'une formation professionnelle initiale duale (36 708 jeunes, soit 41 %) ou d'une formation en école (3773 jeunes, soit 4 %), reste l'option la plus fréquente au sortir de la scolarité obligatoire. Ce constat vaut surtout pour les garçons (53 % contre 37 % de filles), les filles privilégiant la formation générale (37 % contre 26 % de garçons). En 2024, l'écart entre filles et garçons est un peu moins marqué que les années précédentes pour la deuxième fois consécutive.

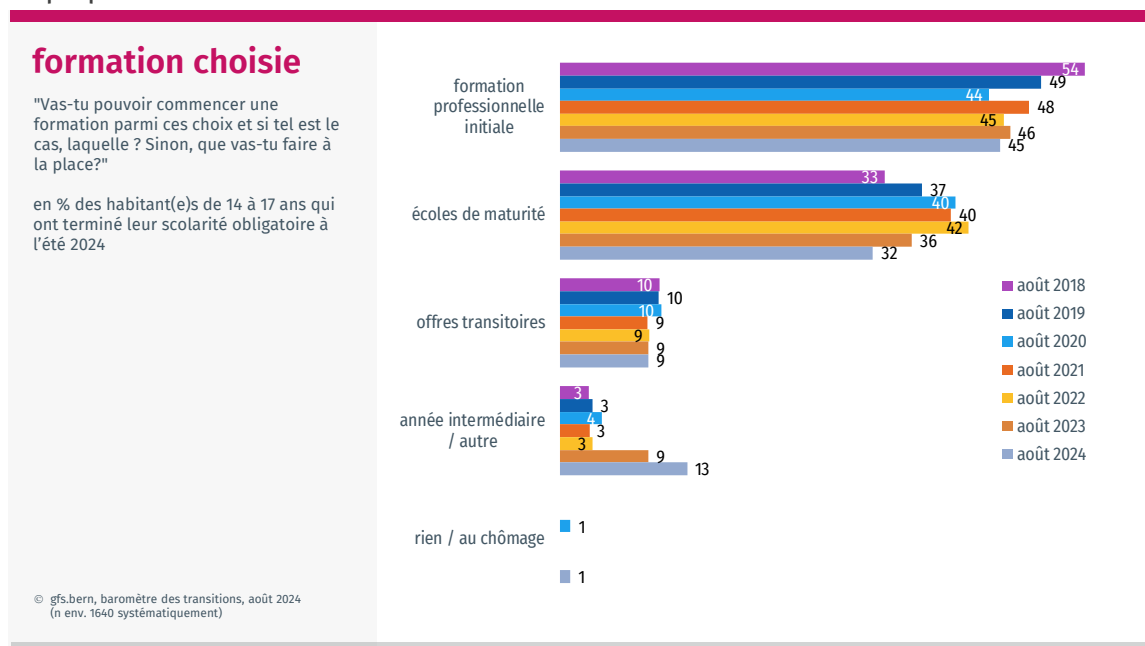
Dans l'ensemble, 32 % des jeunes entre 14 et 17 ans commencent un cursus dans une école de maturité gymnasiale ou une école de culture générale (-4 points de pourcentage).

Cette année, la voie de formation générale a été un peu moins souvent choisie que l'année précédente. Cette décision reste cependant répandue en Suisse romande et en Suisse italienne (Suisse alémanique : 21 %, Suisse romande : 51 %, Suisse italienne : 58 %).

Le nombre de jeunes optant pour une offre transitoire après la scolarité obligatoire reste similaire à celui des années précédentes (8314, soit 9 %), le rapport entre les sexes restant équilibré (garçons : 9 %, filles : 10 %). 13 % décident d'effectuer une année intermédiaire (voyage, séjour linguistique, année d'économie domestique, etc.) (+4 de pourcentage). Les filles continuent à choisir cette voie plus souvent que les garçons (garçons : 11 %, filles : 14 %).

La tendance à la formation générale constatée au cours des premières années du lancement des enquêtes ne se poursuit pas en 2024, pour la troisième fois consécutive. La proportion de jeunes quittant l'école et optant pour une formation générale est en baisse. Cette évolution s'est particulièrement accentuée chez les jeunes filles au cours des dernières années. On observe la même tendance chez les jeunes hommes, sous une forme atténuée. En 2024, un quart environ des garçons choisissent encore la formation générale (garçons : 26 %, filles : 37 %).

Graphique 4



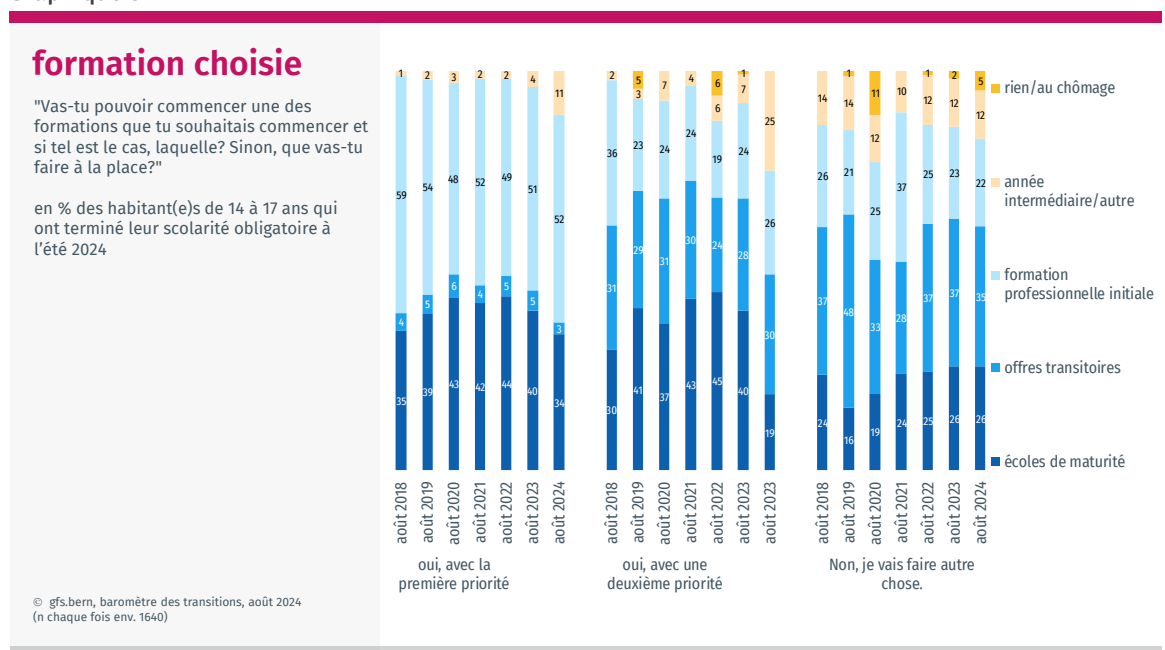
Plus de la moitié des jeunes qui entament la formation qu'ils souhaitent en première priorité suivent une formation professionnelle initiale. Depuis 2024, la part des jeunes qui optent en priorité pour la voie de formation générale est en net recul (34 %). 11 % effectuent une année intermédiaire, un pourcentage en hausse, et 3 % optent pour une offre de formation transitoire.

Une part considérable des jeunes qui ne commencent pas la formation de leur premier choix opte pour une offre de formation transitoire. Parmi les jeunes qui entreprennent la formation de leur second choix, 30 % se tournent vers une offre transitoire. Ce pourcentage est relativement stable dans le temps. 35 % n’ont pu démarrer aucune des formations de leur premier ou deuxième choix. Si près d’une personne sur cinq se dirige vers la voie de formation générale en deuxième priorité, une sur quatre opte pour une année intermédiaire. Un chiffre en hausse.

L’augmentation de la proportion de jeunes qui débutent une année intermédiaire après la scolarité obligatoire est particulièrement visible chez les jeunes qui entament la formation de leur deuxième choix. Une fois de plus, l’augmentation du nombre de jeunes qui effectuent une année intermédiaire en 2024 ne s’explique pas par le manque de places de formation. Il semble plutôt qu’il s’agisse de décisions délibérées des jeunes. En outre, presque personne n’indique ne rien faire ou être au chômage.

Concernant les jeunes qui ne peuvent commencer aucune des deux formations choisies en priorité, la situation est stable. Le plus souvent, ils optent alors pour une formation professionnelle initiale.

Graphique 5



Parmi les 15 % de jeunes qui avaient témoigné de l’intérêt pour une formation professionnelle initiale lors de l’enquête d’avril au moment de la transition I, mais qui n’ont pas encore trouvé de place d’apprentissage, 45 % indiquent poursuivre leurs recherches malgré tout.

Mais 46 % ne le font pas. La proportion de jeunes qui renoncent à chercher une place d’apprentissage est donc plus élevée que jamais. La plupart d’entre eux indiquent opter pour une année intermédiaire (65 %), une formation générale (23 %) ou une offre transitoire (10 %).

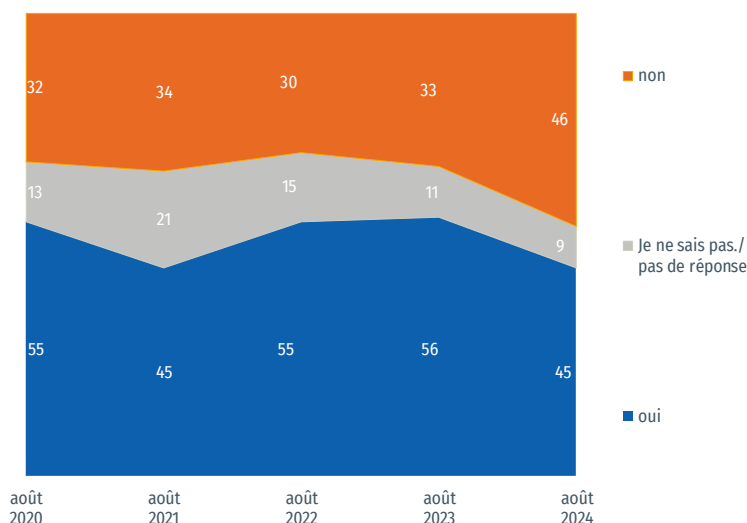
Graphique 6

### poursuivre sa recherche d'un apprentissage

"Cherches-tu malgré tout un apprentissage pour cette année ou l'année prochaine?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et qui, contrairement à leur souhait du printemps, ne font pas un apprentissage

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 130)



Tout au long de la série d'enquêtes, il apparaît qu'environ un jeune sur trois qui finit sa scolarité obligatoire n'est pas encore en mesure de préciser quelle formation il envisage de suivre après celle qu'il vient de choisir (36 %). Malgré une tendance à la baisse, étudier à l'université reste la formation souhaitée le plus souvent (32 %).

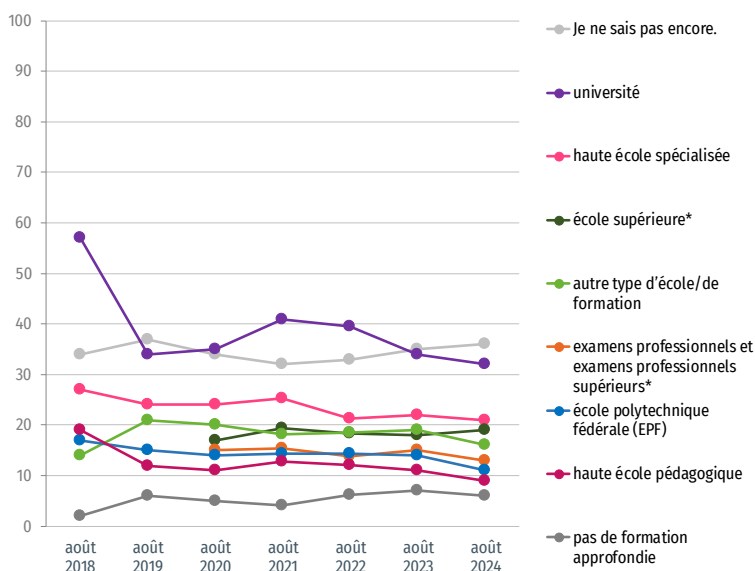
Graphique 7

### formation ultérieure

"Quelle formation approfondie penses-tu pouvoir faire après ta première formation?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024, plusieurs réponses possibles

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 1640)  
\*nouvelle catégorie en 2020

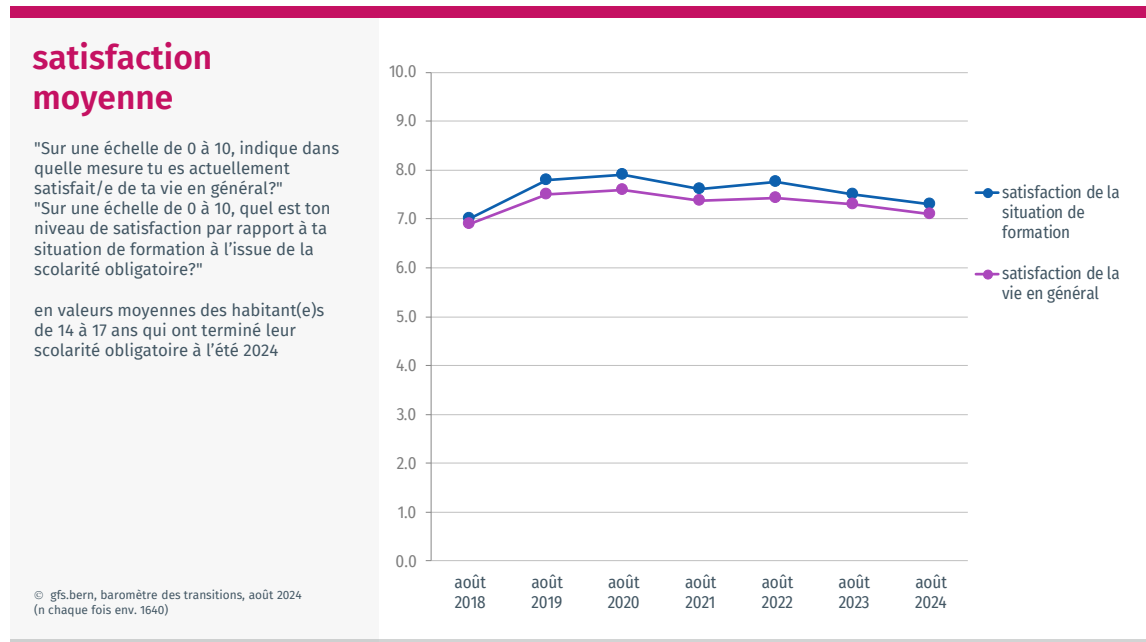


## 2.2.2 Déclarations générales sur le choix de la formation

Les jeunes en fin de scolarité continuent de juger positivement leur situation de formation en 2024. Sur le court terme, on observe néanmoins également un léger recul de la satisfaction parmi les jeunes. Les valeurs ont de nouveau légèrement baissé par rapport à l'année précédente.

Sur une échelle de 0 à 10, les valeurs moyennes mesurées sont de 7.3 pour la satisfaction quant à la formation après la scolarité obligatoire et de 7.1 pour la satisfaction générale vis-à-vis de leur propre vie. Les deux taux de satisfaction sont en baisse par rapport à l'année précédente (-0,2). Les valeurs très basses de 2018 restent toutefois inégalées (respectivement 7.0 et 6.9 en 2018).

Graphique 8



Le lien étroit (coefficient de corrélation de Pearson = 0.57) entre la satisfaction dans la vie et la satisfaction par rapport à la formation souligne l'importance de la formation dans la vie des jeunes. Ceux qui n'ont pas pu commencer la formation de leur premier choix sont non seulement moins satisfaits de leur situation de formation (6.1 contre 7.3) mais également de leur vie (6.4 contre 7.6).

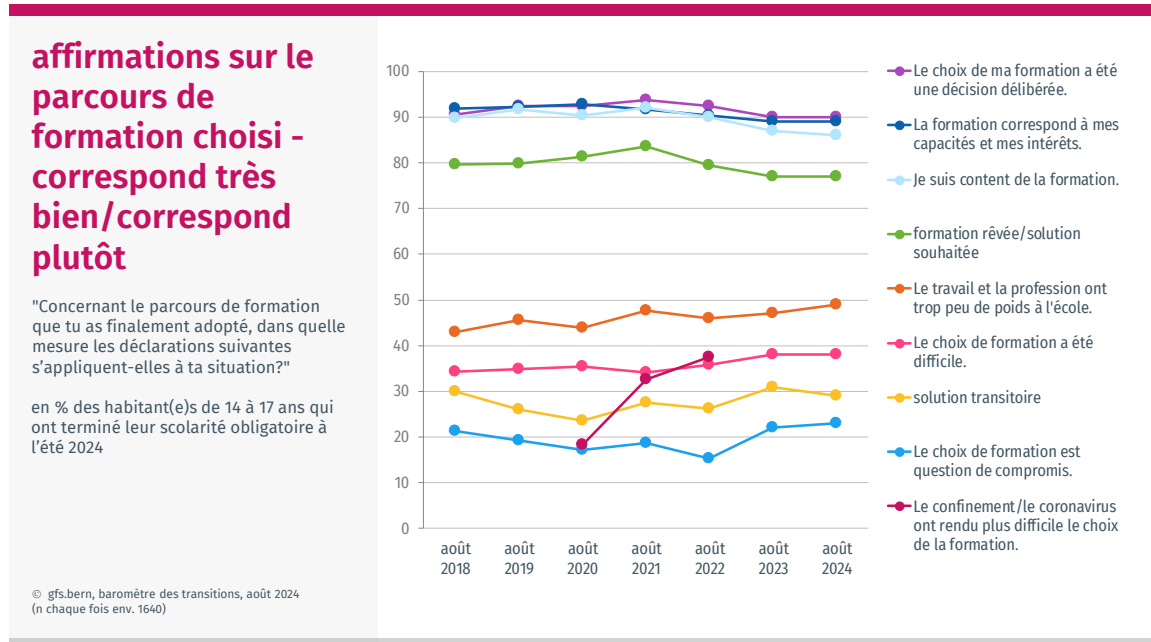
En 2024, le choix de la formation reste pour la grande majorité une décision libre (90 % plutôt / totalement d'accord). La grande majorité des jeunes sont heureux de suivre leur formation (86 %), mais ces valeurs marquent elles aussi une baisse continue depuis 2021.

Un pourcentage stable de 77 % décrit toutefois son choix comme la formation de ses rêves ou la solution idéale.

Les jeunes sont aussi nombreux qu'en 2023 à déclarer que le choix de la formation a été difficile (38 %) ou que le choix opéré est un compromis (22 %). Avec 29 %, le nombre de jeunes déclarant que le choix effectué est une solution transitoire est resté stable par rapport à l'année précédente (-2 points de pourcentage).

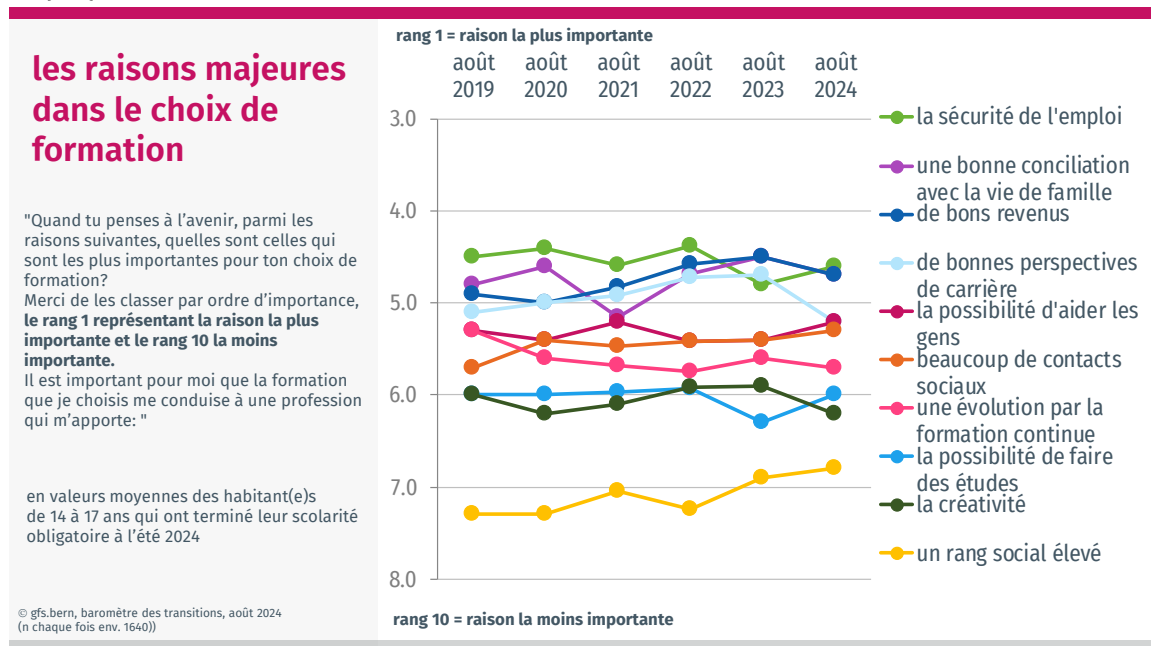
En 2024 également, la situation au moment de la transition I peut ainsi être décrite comme globalement satisfaisante du point de vue des jeunes, même si la formation choisie a plus souvent été qualifiée de compromis que les années avant 2023.

Graphique 9



En ce qui concerne les raisons majeures guidant leur choix de la formation, les jeunes citent à nouveau pour 2024 la sécurité de l'emploi en première position et de bons revenus en deuxième position. Les facteurs économiques restent certes très importants dans le choix d'une formation, mais ce ne sont pas les seuls depuis quelque temps.

Graphique 10



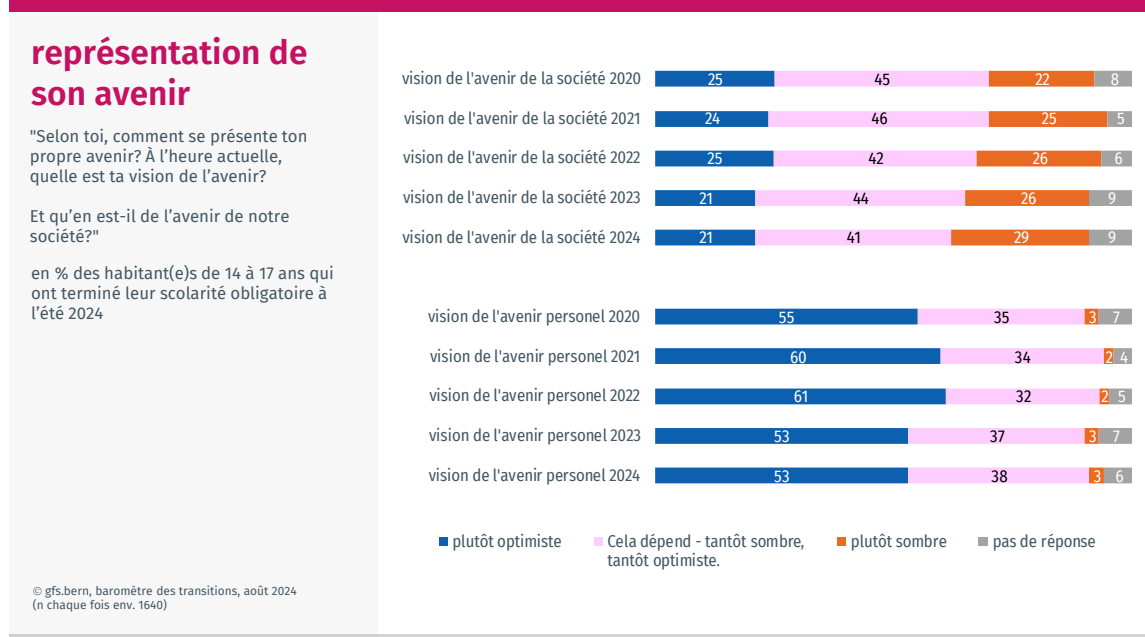
L'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, souvent associé aux jeunes générations, est tout aussi important. Les jeunes veulent avoir du temps pour la famille ou les enfants (2023 : 4.5, 2024 : 4.7). En revanche, ils sont moins sensibles aux bonnes perspectives de carrière que l'année précédente. Ce facteur se classe juste au-dessus de la moyenne actuellement.

Les aspects sociaux gagnent de l'importance. Le choix de la formation est de plus en plus motivé par les contacts sociaux, le désir d'aider les gens ou la réputation sociale.

Au bout du compte, les jeunes voient de plus en plus l'avenir avec des sentiments mitigés au moment de la transition I. Comme l'année passée, une majorité d'entre eux (53 %) restent confiants vis-à-vis de l'avenir, mais ce chiffre n'a jamais été aussi faible au cours des cinq dernières années.

Quant à l'avenir de la société dans son ensemble, ils tempèrent leur enthousiasme et, là aussi, les votes optimistes sont légèrement moins nombreux en 2024. En particulier, un plus grand nombre de jeunes pensent que l'avenir de la société sera plutôt sombre.

Graphique 11



Ainsi, en 2024 également, la plupart des jeunes ont trouvé une solution appropriée pour la suite de leur parcours, même si 14 % d'entre eux (+ 3 points de pourcentage) n'ont pas pu commencer la formation qu'ils auraient souhaitée. La situation au moment de la transition I peut donc aussi être décrite en 2024 comme globalement satisfaisante du point de vue des jeunes, même s'ils qualifient, plus souvent que les années précédentes, la formation choisie de compromis ou de solution transitoire et qu'ils sont légèrement moins satisfaits de leur situation de formation et de leur propre vie.



### 2.2.3 Soutien lors du choix de la formation

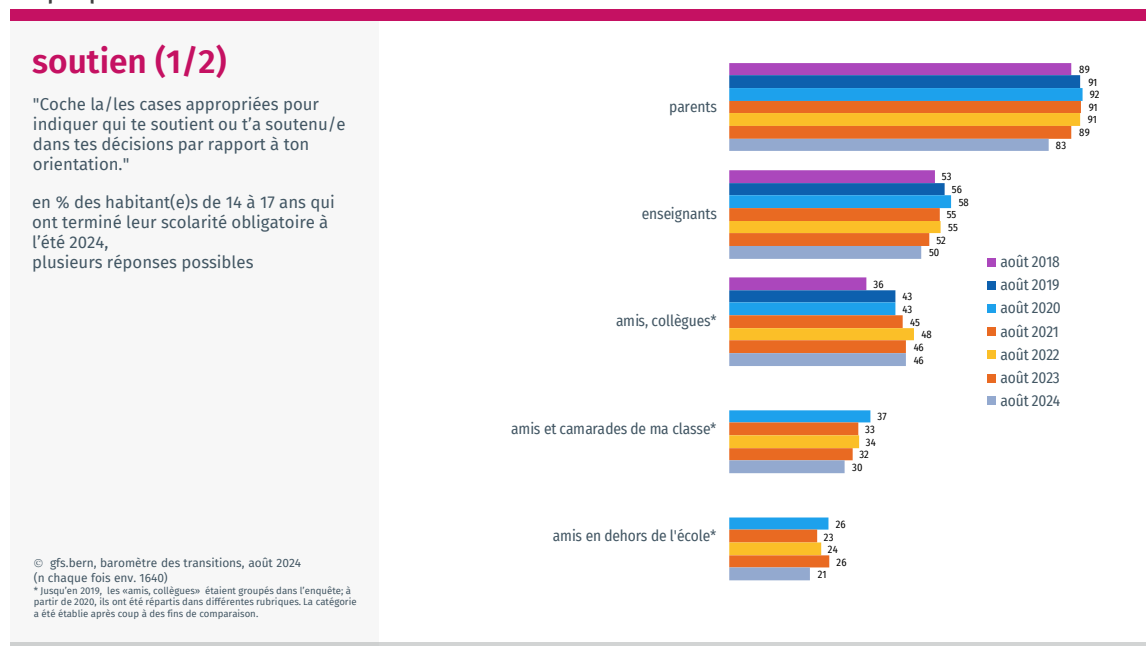
Depuis le début de la série d'enquêtes, c'est vers leurs parents que les jeunes se tournent le plus souvent pour demander conseil sur leur choix de leur formation. Jusqu'à présent, les valeurs correspondantes avoisinaient le seuil des 90 % et présentaient peu de variations. Actuellement, ce chiffre est de 83 % et donc inférieur aux années précédentes.

La moitié des jeunes font également appel à des enseignants pour prendre une décision. 46 % s'appuient sur des amis ou des collègues. Les « pairs » constituent d'ailleurs des points de repère toujours plus importants dans le processus de choix de formation, tandis que les enseignants et les parents ont perdu un peu de leur importance par rapport aux années de pandémie. Il s'agit principalement de personnes issues de la même classe.

La proportion des jeunes qui ont sollicité un service d'orientation professionnelle a légèrement augmenté à 14 %. Néanmoins, lorsque la question leur est explicitement posée, les jeunes sont bien plus nombreux à indiquer avoir fait appel à ce service (voir graphique 13) qu'à la question précédente sur le soutien obtenu.

Les jeunes qui n'ont reçu aucun soutien et ceux qui ont eu recours à un/e mentor ou à un/e coach sont l'exception.

Graphique 12



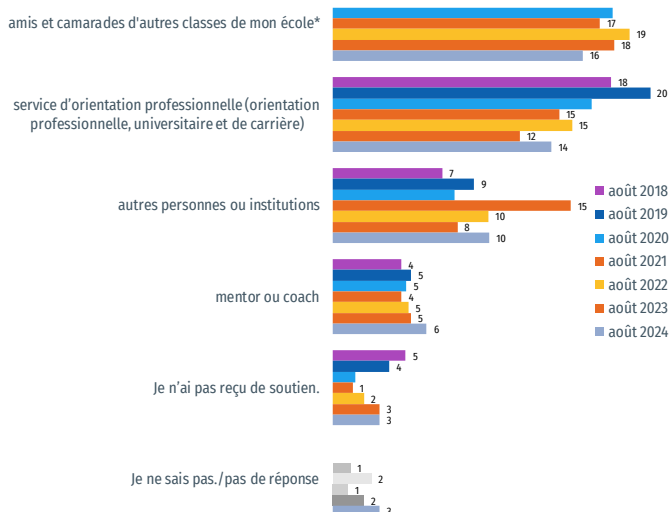
Graphique 13

### soutien (2/2)

"Coche la/les cases appropriées pour indiquer qui te soutient ou t'a soutenu/e dans tes décisions par rapport à ton orientation."

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024, plusieurs réponses possibles

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 1640)  
 \* Jusqu'en 2019, les amis, collègues\* étaient groupés dans l'enquête; à partir de 2020, ils ont été répartis dans différentes rubriques. La catégorie a été établie après coup à des fins de comparaison.



Cette différence peut s'expliquer par l'obligation faite à certaines classes de consulter un service d'orientation professionnelle. Bien que ce service ait été davantage sollicité (chiffre en hausse à 45 % en 2024), seulement 14 % des personnes interrogées se sont effectivement senties soutenues. Pendant la pandémie, les consultations des services d'orientation professionnelle avaient sensiblement diminué. Depuis, elles ont retrouvé le niveau d'avant la pandémie.

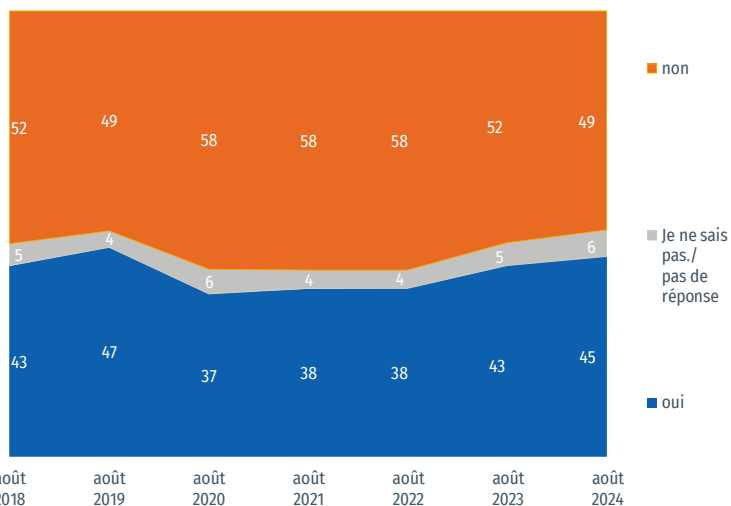
Graphique 14

### consultation du service d'orientation professionnelle

"As-tu consulté un service d'orientation professionnelle?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024

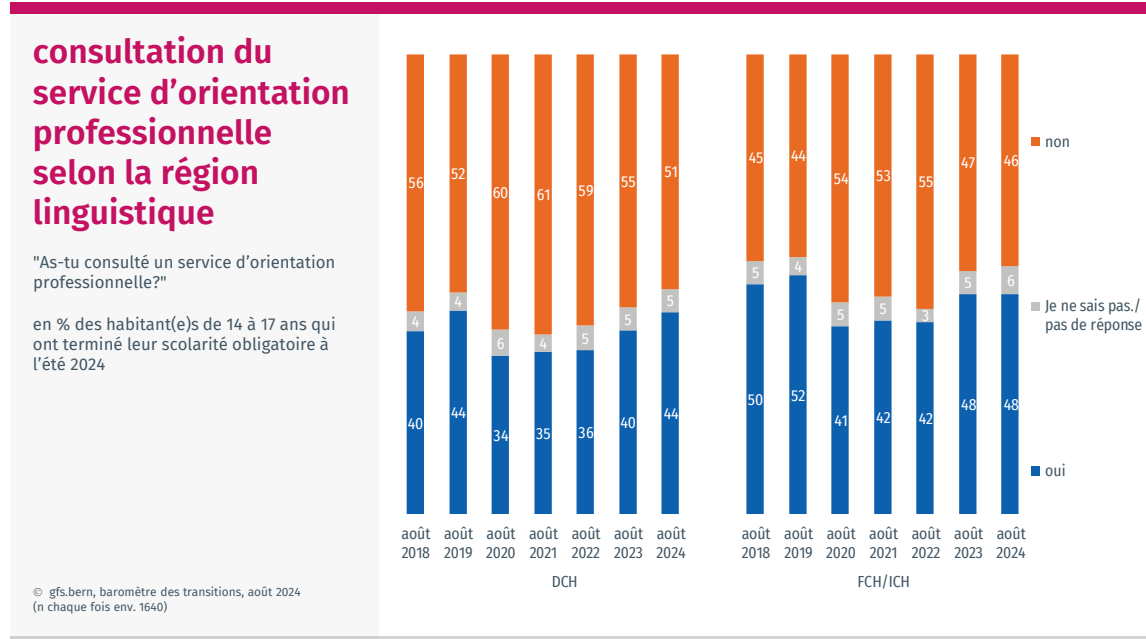
© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 1640)



On constate depuis août 2018 que la plupart des jeunes de Suisse alémanique ne consultent pas de service d'orientation professionnelle.

La situation qui prévalait à l'origine dans les deux autres grandes régions linguistiques, où la majorité des jeunes s'adressaient à un service d'orientation professionnelle, s'est inversée en 2020, première année de pandémie. Les valeurs actuellement retenues confirment toutefois le tableau des deux premières années de la série d'enquêtes. Indépendamment de l'année, les jeunes de Suisse romande ou italienne consultent plus souvent un service d'orientation professionnelle que ceux de Suisse alémanique.

Graphique 15



Il semblerait que les jeunes s'adressent à un service d'orientation professionnelle surtout à partir du moment où ils ne peuvent pas commencer la formation souhaitée : ce sont en particulier les jeunes qui n'ont pas eu accès à leur premier ou second choix de formation selon l'enquête d'avril qui sollicitent le plus souvent les services d'orientation professionnelle (57% vs. 43%).

## 2.3 Jeunes en formation professionnelle initiale

### 2.3.1 Formation professionnelle initiale



La catégorie Formation professionnelle initiale (40 481 personnes) englobe les jeunes qui commencent une formation professionnelle initiale duale (36 708/91 %) et ceux qui entreprennent une formation professionnelle initiale en école (3773/9 %). Ces derniers représentent clairement une minorité à l'échelle nationale et le rapport est resté stable en 2024.

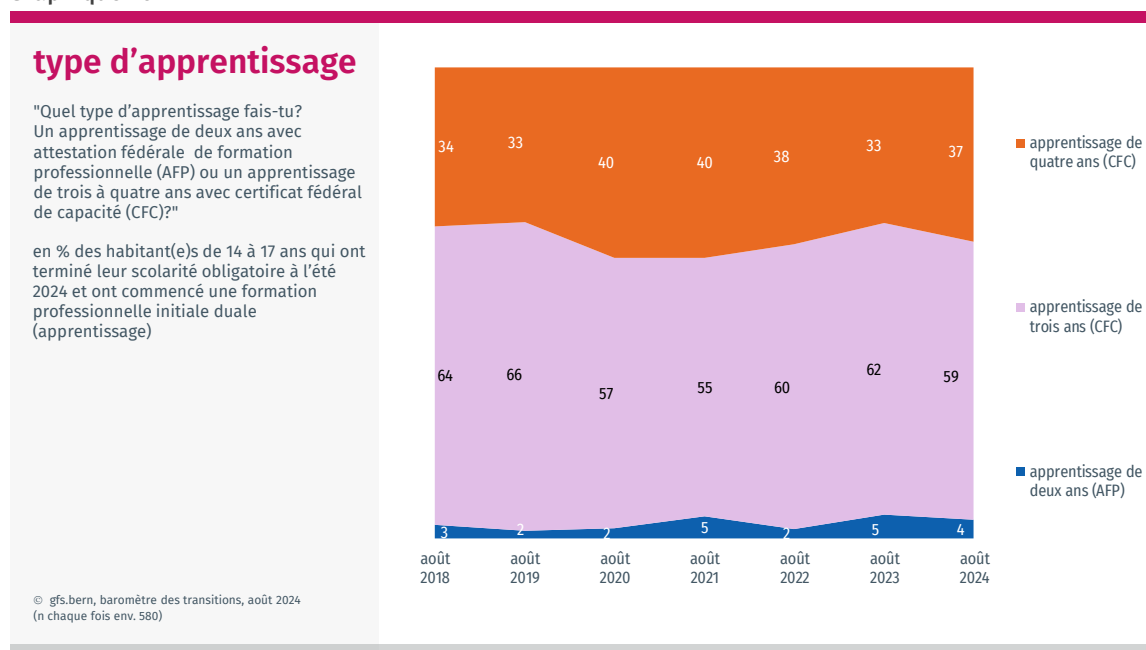
Ce choix varie toutefois selon les régions linguistiques : en Suisse romande et italienne, la proportion de jeunes qui suivent une formation professionnelle initiale en école est plus élevée qu'en Suisse alémanique.

Pour plus de la moitié des jeunes, la décision de s’orienter vers une formation professionnelle initiale en école tient le plus souvent au fait qu’ils estiment que la voie scolaire leur convient mieux. La deuxième raison la plus souvent mentionnée est le fait qu’ils n’ont pas trouvé de place d’apprentissage qui leur convenait.

La plupart des jeunes ont commencé une formation professionnelle initiale de trois ou quatre ans (respectivement 59 % et 37 %) couronnée par un certificat fédéral de capacité (CFC). Rares (4 %, chiffre stable) sont ceux qui ont opté pour une formation professionnelle initiale sanctionnée par une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP).

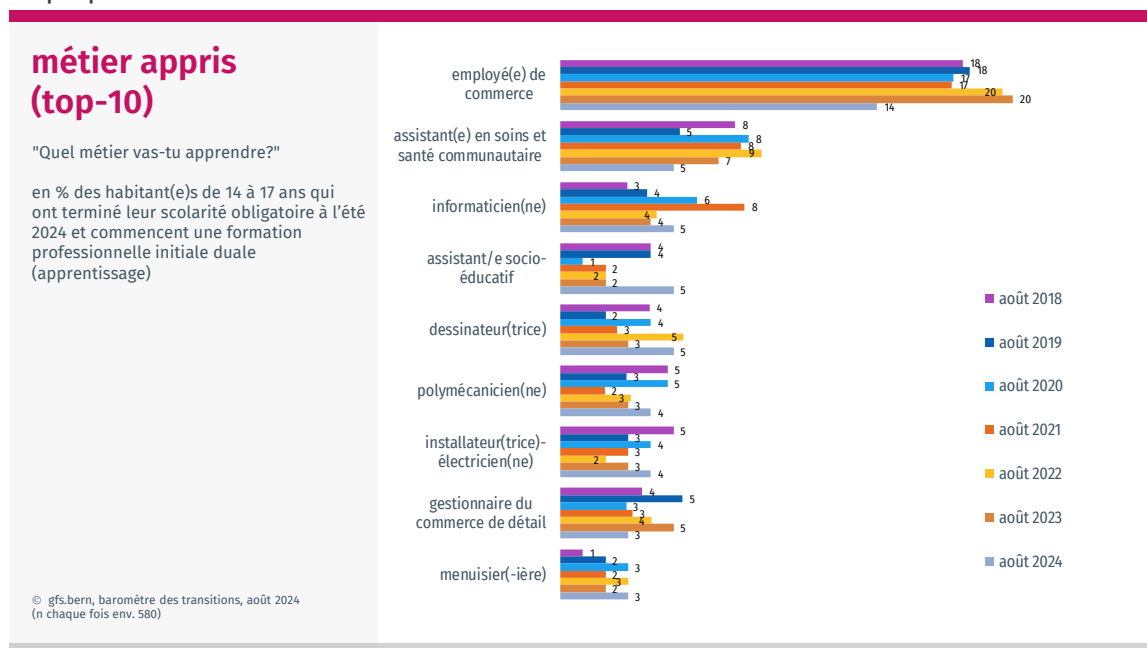
La part des formations professionnelles initiales aboutissant à une AFP est nettement inférieure à celle des nouveaux contrats d’apprentissage du même type conclus chaque année (env. 9 %). Cette différence s’explique en partie par le fait que de nombreux jeunes ne commencent une formation professionnelle initiale AFP qu’après être passés par une offre de formation transitoire, si bien qu’ils ne sont plus recensés dans le cadre de la présente enquête en raison de leur âge plus élevé.

Graphique 16



Le tableau ci-après répertorie les 10 professions les plus prisées par les jeunes en 2024. À noter que de fortes variations peuvent survenir d’une année à l’autre : la taille de l’échantillon étant relativement petite, elle présente une grande marge d’erreur.

Graphique 17



En 2024, les formations professionnelles initiales d’assistant socio-éducatif/assistante socio-éducative, d’ébéniste-ménisier/ébéniste-ménisière et d’assistant médical/assistante médicale figurent à nouveau dans le top 10. En sont donc sorties les formations professionnelles initiales de charpentier/charpentière, d’assistant/assistante en pharmacie et de logisticien/logisticienne, cette dernière n’en étant sortie que de justesse. Même si cette dernière n’est sortie que de justesse du top 10.

On notera le recul, pour la première fois, de la formation professionnelle initiale d’employé/employée de commerce, la plus plébiscitée. Seule l’enquête de l’année prochaine dira s’il s’agit là d’une véritable tendance ou d’un résultat exceptionnel. La part de jeunes qui suivent une formation professionnelle initiale d’assistant socio-éducatif/assistante socio-éducative enregistre en revanche une augmentation significative.



Parmi les jeunes qui ont commencé une formation professionnelle initiale en 2024, les garçons sont plus nombreux (22 738/62 %) que les filles (13 970/38 %). Cette répartition entre les sexes s’avère relativement stable au fil du temps.

Par ailleurs, des différences nettes se confirment en 2024 en ce qui concerne le choix de la profession en fonction du sexe. Outre la formation professionnelle initiale d’employé/employée de commerce, les professions d’assistant/assistante en soins et santé communautaire et de dessinateur/dessinatrice sont prisées, quel que soit le sexe.

Par rapport à l’année passée, respectivement deux et trois professions sont entrées dans le top 10 chez les jeunes femmes et les jeunes hommes. Elles sont indiquées en caractères gras dans le tableau.

Ce qui reste inchangé, c’est que les jeunes femmes ont tendance à se diriger davantage vers des formations professionnelles initiales dans les domaines de la santé et du social, les jeunes hommes plutôt vers des formations professionnelles initiales techniques et artisanales.

Tableau 2 : Top 10 des professions prisées, par sexe

Rang	Frauen 	Männer 
1	Employée de commerce	Employé de commerce
2	Assistante socio-éducative	Informaticien
3	Assistante en soins et santé communautaire	Polymécanicien
4	Assistante médicale	Installateur-électricien
5	Dessinatrice	Logisticien
6	Assistante en pharmacie	Ébéniste/menuisier
7	Gestionnaire du commerce de détail	Mécanicien en maintenance d'automobiles
8	<b>Coiffeuse</b>	<b>Dessinateur</b>
9	Assistante en promotion de l'activité physique et de la santé	<b>Agent d'exploitation</b>
10	<b>Assistante dentaire</b>	<b>Assistent en soins et santé communautaire</b>

©gfs.bern, Baromètre des transitions, août 2024

Pour les formations d'employé/employée de commerce ou d'informaticien/informaticienne, il a en outre été demandé dans quel secteur la formation professionnelle initiale serait suivie. Au vu du nombre d'apprentissages renseignés sous la catégorie « Autres secteurs » et comme lors des précédentes enquêtes, il semble que la plupart des jeunes ont eu du mal à rattacher leur apprentissage à un secteur NOGA particulier malgré une liste étendue de secteurs à choisir. 13 % ont également répondu à la question par « je ne sais pas ».

Toutefois, beaucoup plus de jeunes que ces deux dernières années déclarent travailler dans le secteur de l'administration publique au premier rang. Vient ensuite le secteur de l'information et de la communication. Le secteur des finances et des assurances s'avère être la troisième branche de formation la plus importante pour les formations professionnelles initiales dans le domaine du commerce ou de l'informatique. Toutefois, pour la deuxième fois consécutive, cette branche compte nettement moins d'apprentis que les années précédentes. Le recul des apprentissages d'employé de commerce, tel qu'il a été constaté dans l'ensemble, est le plus manifeste dans cette branche.

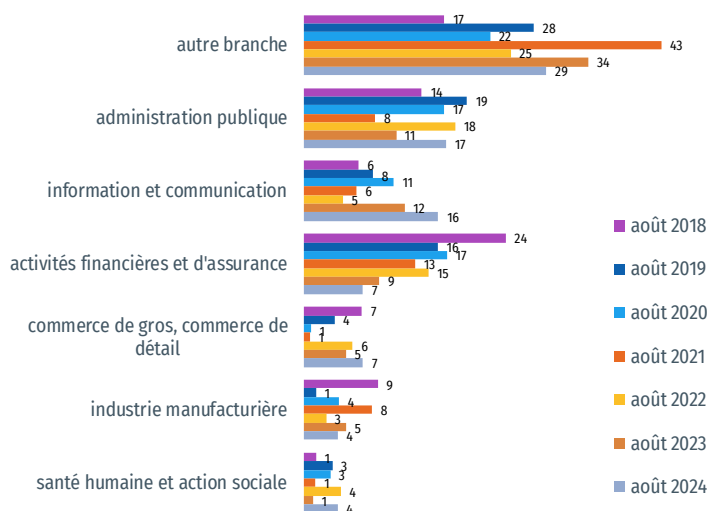
Graphique 18

### domaine de l'apprentissage (1/2)

"Dans quelle secteur fais-tu cet apprentissage? Dans quel domaine travailles-tu?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et ont commencé un apprentissage d'employé(e) de commerce ou d'informatique

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 120)



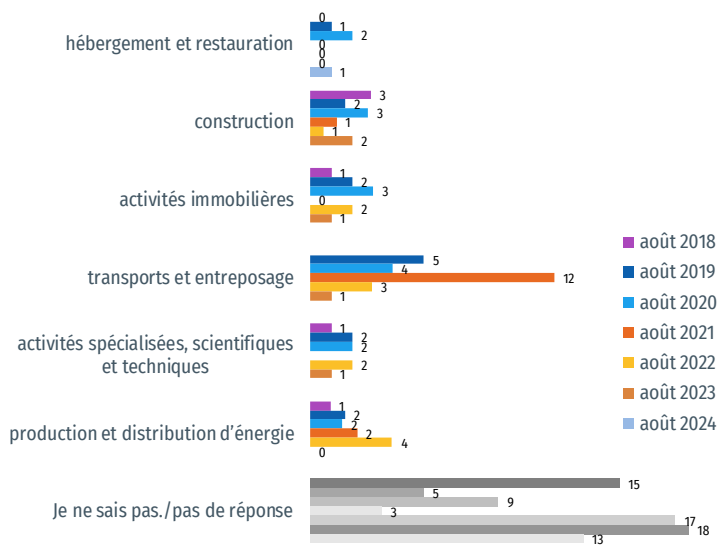
Graphique 19

### domaine de l'apprentissage (2/2)

"Dans quelle secteur fais-tu cet apprentissage? Dans quel domaine travailles-tu?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et ont commencé un apprentissage d'employé(e) de commerce ou d'informatique

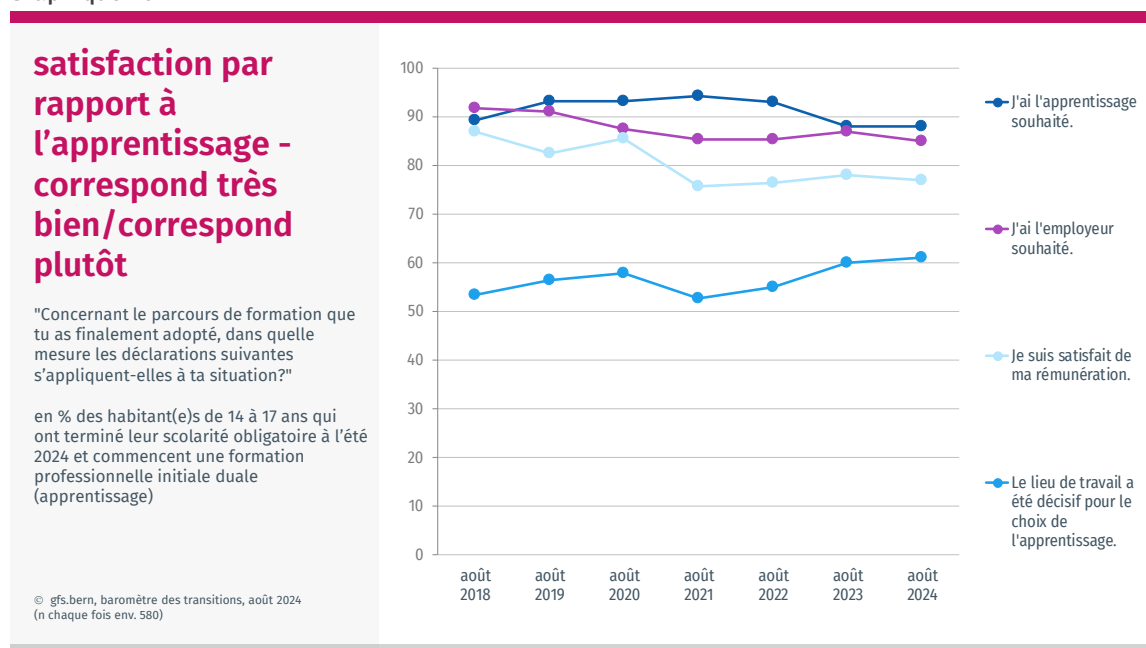
© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 120)



La satisfaction à l'égard de la formation professionnelle initiale choisie et de l'employeur reste élevée, bien que les chiffres soient légèrement inférieurs à ceux des années antérieures à 2023. De nombreux jeunes ont à nouveau pu commencer la formation qu'ils souhaitaient. Quatre sur cinq entament leur apprentissage chez l'employeur de leur choix. En ce qui concerne leur rémunération, les jeunes se sont montrés aussi satisfaits en 2024 qu'en 2023. La valeur reste donc stable depuis août 2021. Le niveau reste toutefois en deçà de celui des trois premières années de l'enquête.

Le lieu de travail s'avère de plus en plus important lors du choix d'un employeur/employeuse pour la formation professionnelle initiale. Un pourcentage record de 61 % des jeunes entamant une formation professionnelle initiale a indiqué que ce critère avait été décisif.

Graphique 20



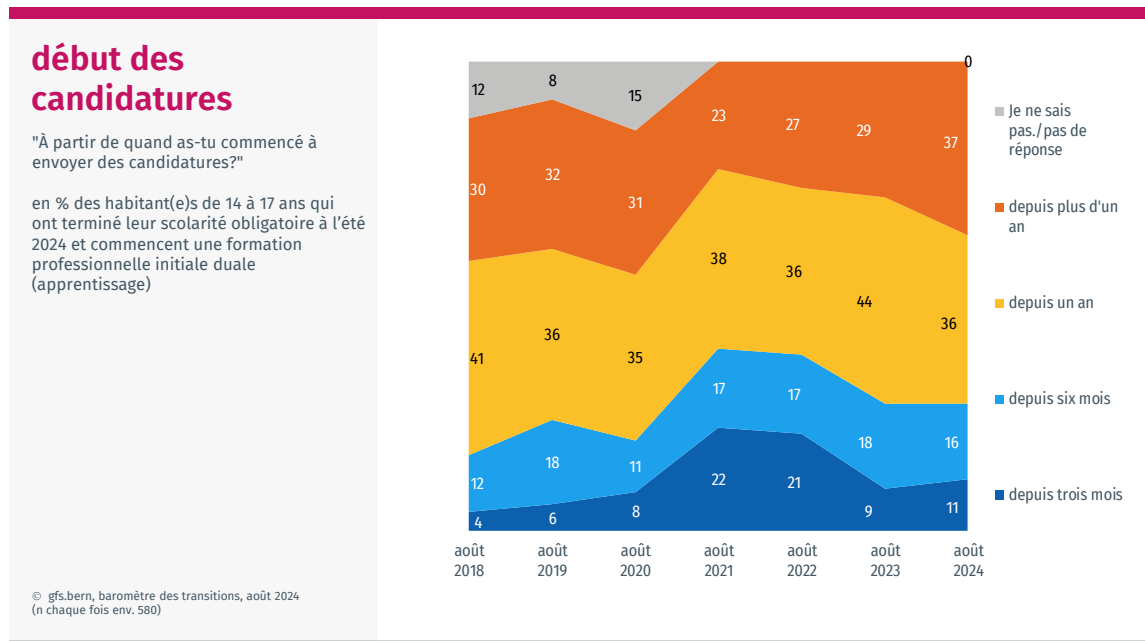
### 2.3.2 Candidatures, stages d'observation et stages pratiques

On constate un retour à la normale du processus de candidature au cours des deux dernières années. Dans le contexte de la pandémie, il avait été clairement plus court. En 2021 et 2022, les jeunes étaient beaucoup plus nombreux que les années précédentes à avoir commencé à envoyer des candidatures seulement trois mois à l'avance (au printemps). Cette valeur reste légèrement supérieure à celles enregistrées avant la pandémie. La majorité des personnes interrogées ont toutefois commencé à postuler il y a un an (36 %), voire avant (37 %).

Les recherches de dernière minute sont plus souvent le fait de jeunes étrangers et de jeunes de Suisse romande ou italienne (Suisse alémanique : 8 %, Suisse romande et italienne : 27 %). Par nature, elles concernent particulièrement les jeunes qui n'avaient pas envisagé d'effectuer une formation professionnelle initiale (selon l'enquête d'avril). 58 % d'entre eux ont indiqué qu'ils n'avaient commencé à envoyer des candidatures qu'il y a trois mois parce que leur projet initial n'avait pas pu se réaliser.

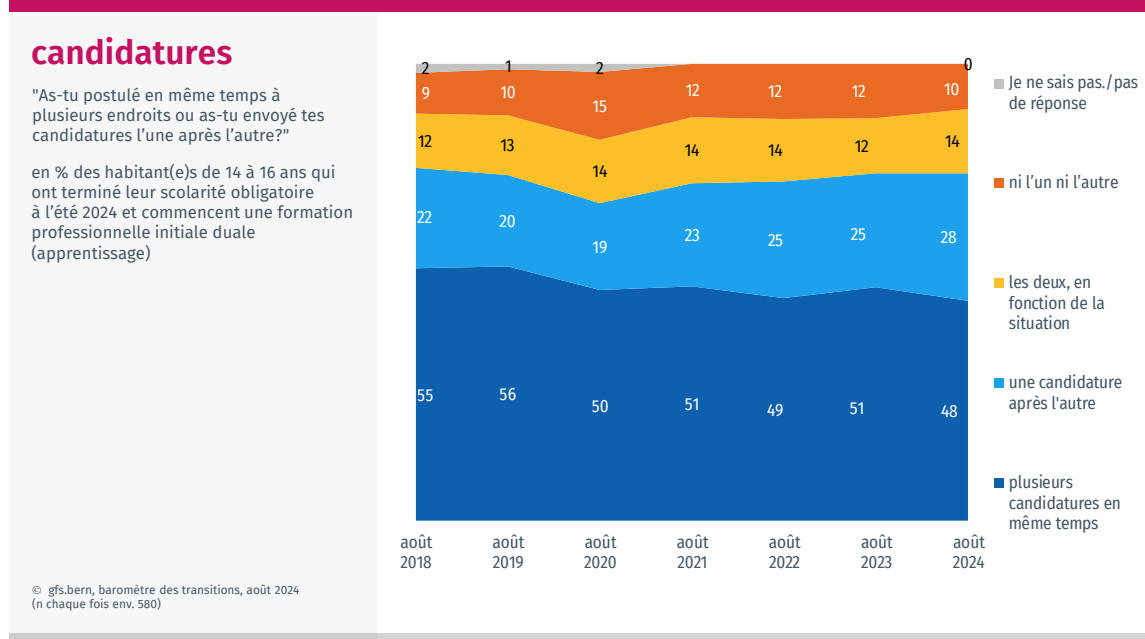


Graphique 21



La plupart des jeunes postulent à plusieurs endroits en même temps. Ce chiffre n'a cessé de diminuer au fil du temps, tandis que l'échelonnement des candidatures devient plus fréquent. Une proportion stable de 14 % a misé sur une combinaison des deux stratégies.

Graphique 22



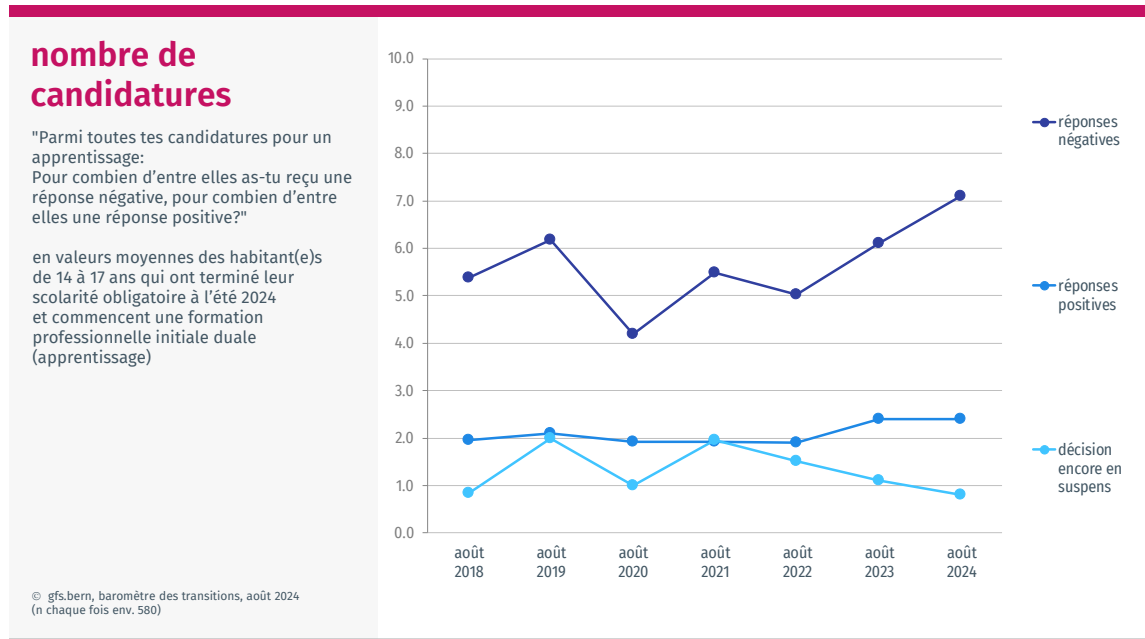
En 2024, les jeunes qui ont commencé une formation professionnelle initiale ont envoyé en moyenne 10.3 candidatures, ce qui marque une légère hausse

En 2024, le nombre de réponses positives à des candidatures a été aussi élevé que l'année précédente et, pour la deuxième fois consécutive, a atteint un nouveau pic depuis le début des enquêtes (2.4). Pour ce qui est des réponses en suspens (0.8), leur nombre a de nouveau diminué par rapport à 2023, tandis que les refus n'ont jamais été aussi nombreux qu'en 2024 (7.1).

Comme jusqu'à présent, les filles ont dû soumettre plus de candidatures que les garçons pour trouver une place (11.3 contre 9.7), mais l'écart s'est légèrement réduit cette année. En 2024, les jeunes femmes ont envoyé environ une candidature et demie de plus pour obtenir une place d'apprentissage.

L'influence de la formation préalable est également manifeste. Tandis que les élèves issus du contexte (pré)gymnasial ont envoyé en moyenne 4.5 candidatures, ceux des écoles secondaires à exigences étendues en ont envoyé 8.7 et ceux des écoles à exigences élémentaires 9.7. Ainsi, plus le niveau de la formation préalable est élevé, moins il faut de candidatures.

Graphique 23



La plupart des jeunes ont trouvé leur place d'apprentissage par le biais de contacts personnels ou par des moteurs de recherche d'emploi.

Pendant les années de pandémie, les moteurs de recherche d'emploi avaient revêtu la même importance que les contacts personnels. 2024 confirme l'importance que gagnent les portails de recrutement sur Internet, par rapport aux deux premières années de la série d'enquêtes, malgré un récent recul.

Les sites Internet des entreprises, la bourse des places d'apprentissage LENA et les services d'orientation professionnelle sont d'autres canaux fréquemment utilisés pour la recherche d'une place d'apprentissage.

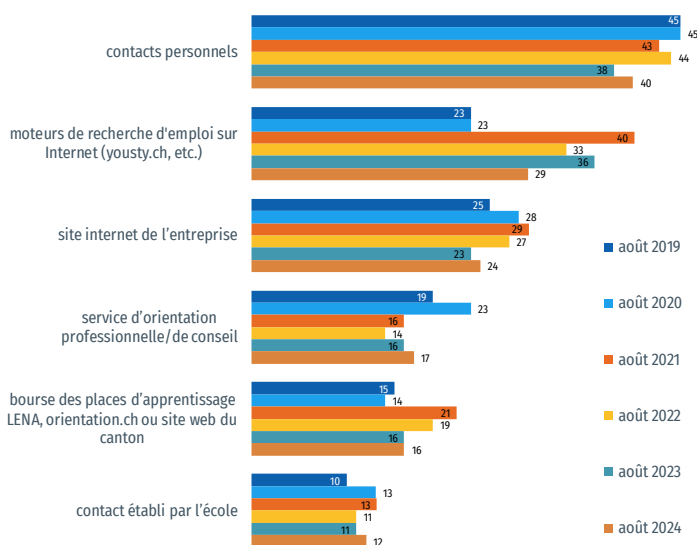
Graphique 24

### canaux utilisés pour trouver un apprentissage (1/2)

"Par quel canal as-tu trouvé ta place d'apprentissage?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et commencent une formation professionnelle initiale duale (apprentissage), plusieurs réponses possibles

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 580)



Les réseaux sociaux, les séances d'information spéciales, les salons ou encore les annonces et les panneaux publicitaires n'ont donné un résultat positif que pour une petite minorité.

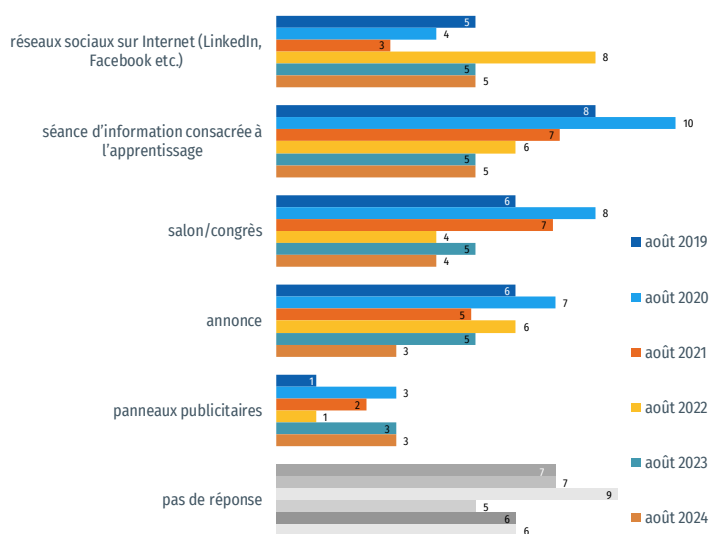
Graphique 25

### canaux utilisés pour trouver un apprentissage (2/2)

"Par quel canal as-tu trouvé ta place d'apprentissage?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et commencent une formation professionnelle initiale duale (apprentissage), plusieurs réponses possibles

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 580)



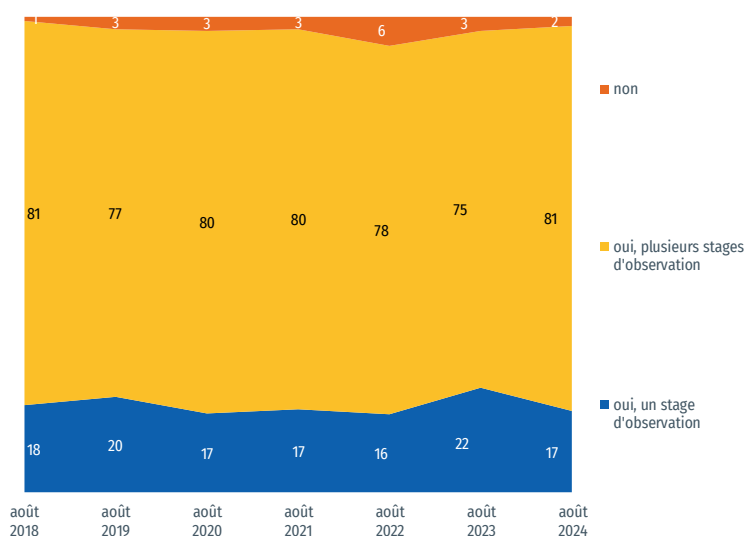
Effectuer (au moins) un stage d'observation avant d'entamer une formation professionnelle initiale est clairement la norme. Quatre jeunes sur cinq effectuent plusieurs stages d'orientation.

Graphique 26

### stages d'observation

"As-tu fait des stages d'observation?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et commencent une formation professionnelle initiale duale (apprentissage)



© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 580)

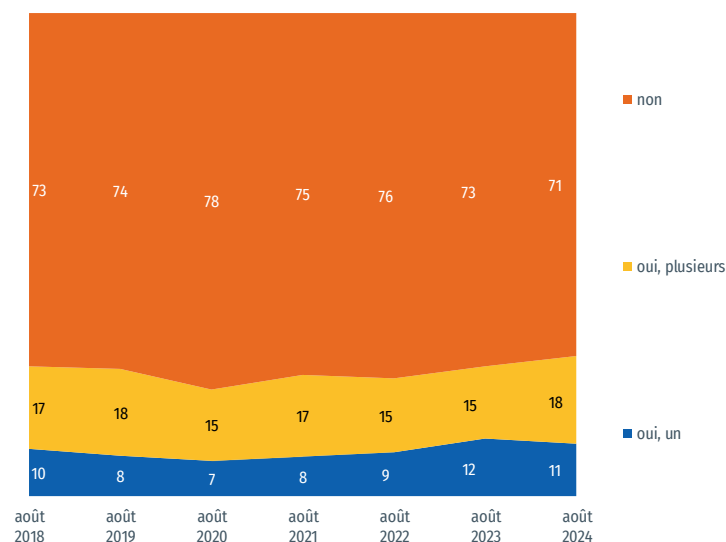
Les stages pratiques sont beaucoup moins répandus : La majorité des apprentis y renoncent. Toutefois, d'importantes disparités régionales se confirment aussi cette année à cet égard : en Suisse alémanique, les stages pratiques sont plutôt l'exception (15 %), alors qu'ils sont la règle en Suisse romande et au Tessin. Toutes les personnes interrogées ont effectué au moins un stage.

Graphique 27

### stage pratique

"As-tu fait un stage?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et commencent une formation professionnelle initiale duale (apprentissage)



© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 580)

Les ruptures de contrat d'apprentissage avant le début de la formation professionnelle initiale restent clairement une exception. Avec une valeur stable de 5 % de jeunes déclarant que leur contrat d'apprentissage a été résilié, les ruptures de contrat ont néanmoins été plus fréquentes en 2023 et en 2024 que les années précédentes. Il n'est pas précisé si ces résiliations du contrat d'apprentissage sont le fait des jeunes ou de leur futur employeur.

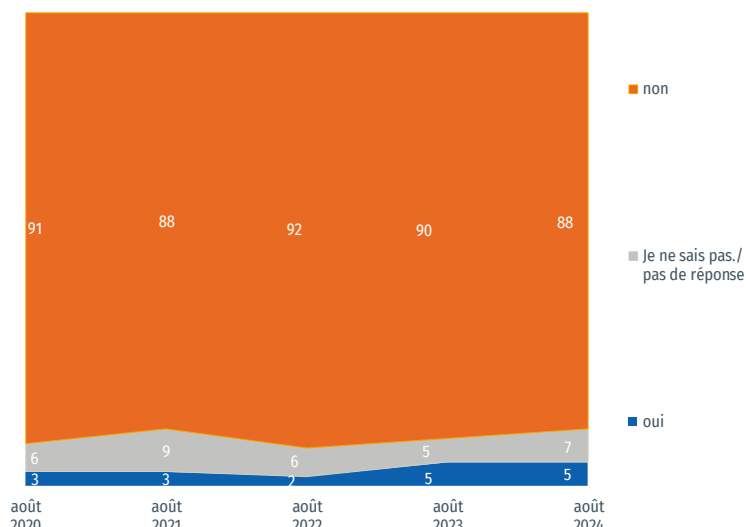
Graphique 28

### résiliation du contrat d'apprentissage

"As-tu été touché par une résiliation du contrat d'apprentissage? Autrement dit, tu avais déjà un contrat d'apprentissage mais il a été annulé."

en % des habitants de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et qui, au printemps, envisageaient un apprentissage

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 700)



## 2.3.3 Préparation de la maturité professionnelle

21 % des jeunes qui ont commencé une formation professionnelle initiale prévoient de passer une maturité professionnelle en parallèle en 2024. Par rapport aux années 2021 et 2022, les intentions sont donc quelque peu revues à la baisse et retrouvent actuellement le niveau des deux premières années de l'enquête. 64 % d'entre eux n'envisagent pas cette option. Une part relativement élevée de jeunes (12 %) se disent toutefois encore incertains à ce sujet.

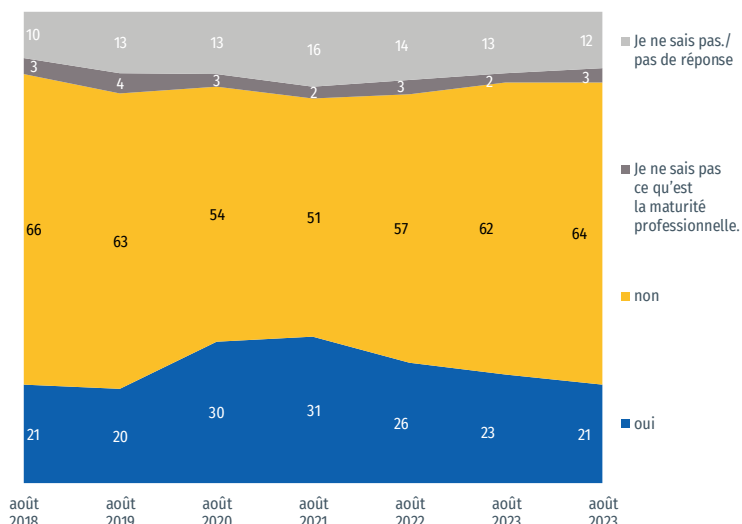
Graphique 29

### maturité professionnelle (MP1)

"Aimerais-tu faire la maturité professionnelle en même temps que l'apprentissage?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et commencent une formation professionnelle initiale duale (apprentissage)

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 580)

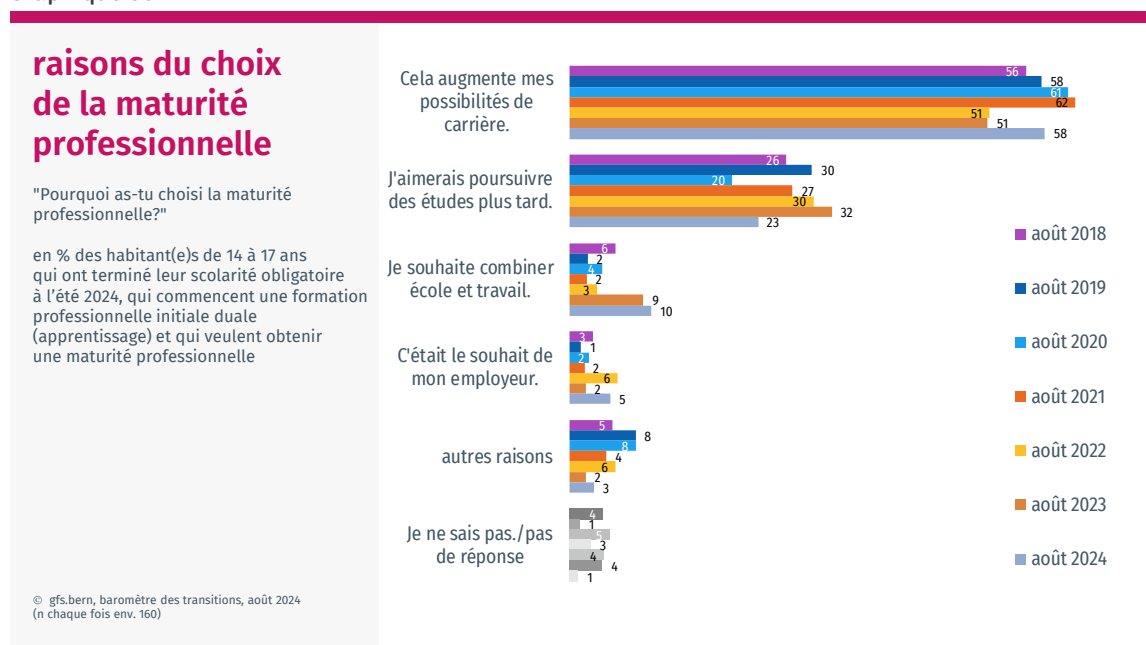


Le plus souvent, les apprentis se décident pour une maturité professionnelle en raison des meilleures opportunités de carrière qu'elle offre. Ce pourcentage est à nouveau nettement supérieur à celui des années 2022/2023. C'est remarquable dans la mesure où le facteur des bonnes perspectives de carrière pèse moins de poids dans le choix de la formation (graphique 10).

La deuxième raison la plus citée pour justifier le choix de la maturité professionnelle est que les apprentis souhaitent faire des études plus tard.

En ce qui concerne la répartition entre les sexes, il apparaît que les garçons mentionnent plus souvent les meilleures opportunités de carrière (garçons : 67 %, filles : 37%) et, inversement, les filles citent plus souvent le souhait de faire des études (filles : 30 %, garçons : 20 %).

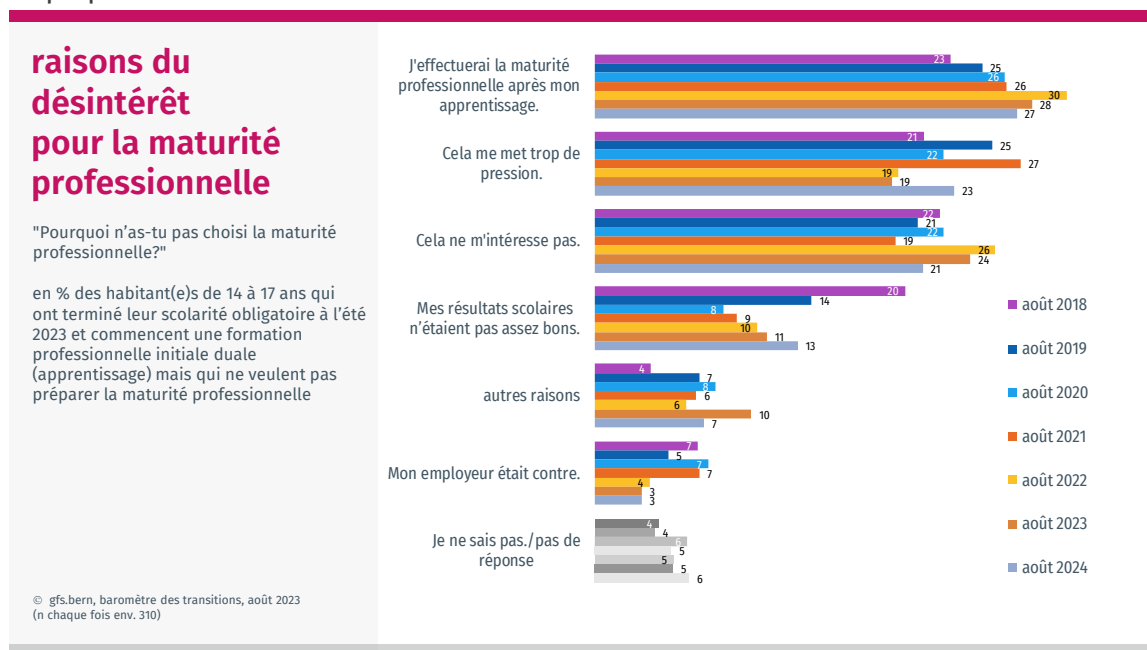
Graphique 30



Les raisons invoquées le plus souvent contre la maturité professionnelle sont l'intention d'obtenir celle-ci à l'issue de la formation professionnelle initiale (27 %), la crainte d'un stress excessif ou le manque d'intérêt général vis-à-vis de celle-ci. La crainte du stress est légèrement en hausse en 2024, tandis que le manque d'intérêt est moins souvent cité par les apprentis.

Les jeunes indiquent rarement que leur employeur s'y opposerait, de sorte que ce sont plutôt eux qui choisissent de renoncer à une maturité professionnelle.

Graphique 31



### 2.3.4 Formation professionnelle initiale en école

3 773 jeunes (4 %) ont emprunté la voie de la formation professionnelle initiale en école durant l'été 2024. Cette année, les filles et les garçons sont quasiment aussi nombreux, le rapport est donc plus équilibré que les années précédentes.

La majorité de ces jeunes aspirent toujours à obtenir un certificat fédéral de capacité avec maturité professionnelle dans le cadre de la formation professionnelle initiale en école. Le pourcentage (57 %) n'est que légèrement inférieur à celui de 2023 et reste donc à un niveau élevé.

La proportion de jeunes suivant une formation professionnelle initiale en école dans le but d'obtenir un certificat fédéral de capacité est en hausse à 22 % en 2024. Mais elle est toutefois encore bien en deçà de son pic de 2021.

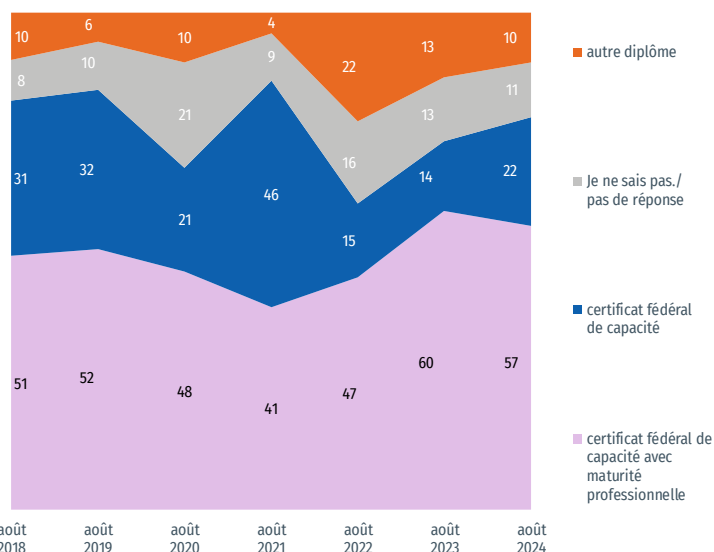
Graphique 32

### fin de la formation professionnelle initiale en école

"Quel diplôme scolaire et professionnel aimerais-tu obtenir?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et commencent une formation professionnelle initiale en école

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 70)



Plus de la moitié des jeunes décident de s'orienter vers une formation professionnelle initiale en école parce qu'ils estiment que la voie scolaire leur convient mieux.

La deuxième raison la plus souvent mentionnée est le fait qu'ils n'ont pas trouvé de place d'apprentissage qui leur convenait.

Les autres raisons, comme des vacances plus longues, l'orientation en fonction des amis ou le souhait des parents, n'ont guère d'influence.

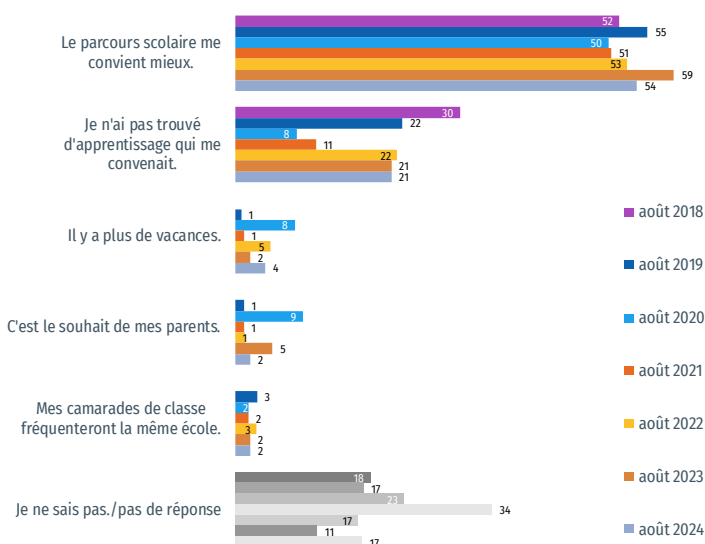
Graphique 33

### raisons du choix de la formation professionnelle initiale en école

"Qu'est-ce qui t'a conduit à choisir la voie de la formation professionnelle initiale en milieu scolaire?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et commencent une formation professionnelle initiale en école

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 70)



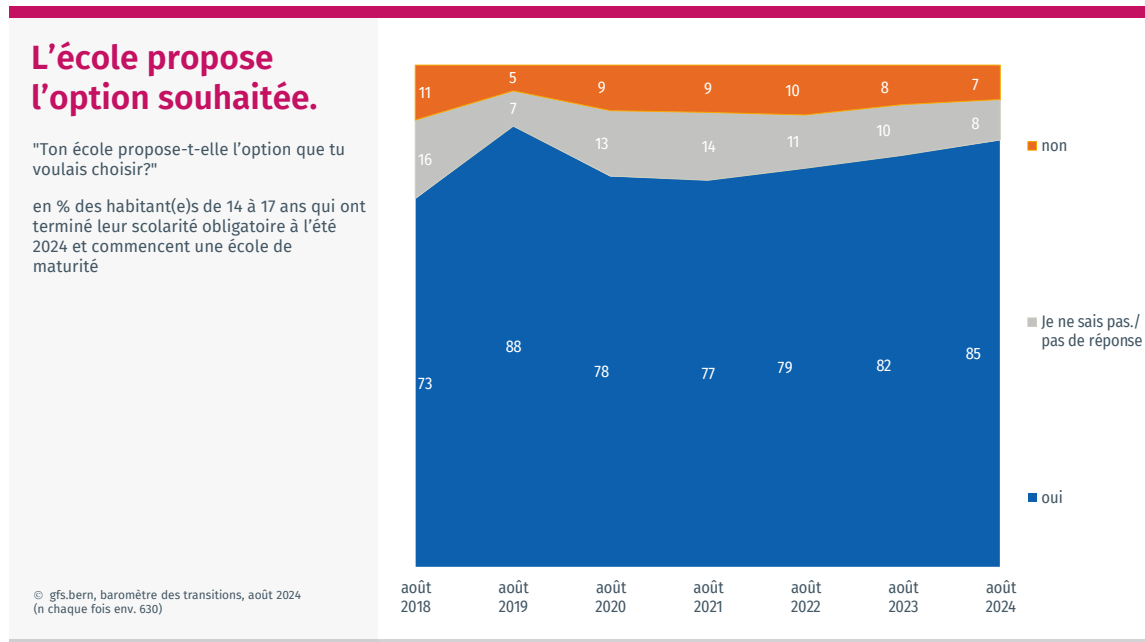


### 2.3.5 Les jeunes dans les voies de formation générale

28 181 jeunes au total (soit 32 %) ont entamé une formation générale après les vacances d'été. 25 883 d'entre eux (soit 78 %) fréquentent une école de maturité gymnasiale, tandis que les 6 180 autres (22 %) suivent l'enseignement d'une école de culture générale. La répartition entre ces deux types d'écoles de formation générale se révèle relativement stable. En 2024, les filles (15 942/57 %) ont de nouveau été plus nombreuses que les garçons (12 239/44 %) à opter pour une voie de formation générale. Ce rapport est connu et reste relativement stable.

La majorité des élèves des écoles de formation générale ont pu trouver l'option spécifique de leur choix dans l'école qu'ils fréquentent (84 %).

Graphique 34



Les options spécifiques choisies par la majorité des gymnasiens et des élèves des écoles de culture générale sont illustrées ci-dessous. En 2024, les gymnasiens ont le plus souvent opté pour l'économie, le commerce et le droit. La biologie et la chimie, les langues modernes ainsi que la physique et les mathématiques appliquées sont également prisées des gymnasiens.

Aucune tendance à long terme ne se dégage en ce qui concerne le choix de l'option spécifique. Les variations d'une année sur l'autre sont plutôt hétérogènes en raison du faible nombre de personnes interrogées.

Par rapport à l'année précédente, on observe toutefois que la biologie et la chimie, les arts visuels ou encore la musique ont perdu du terrain, tandis que l'économie, le commerce et le droit ont été plus souvent choisis.

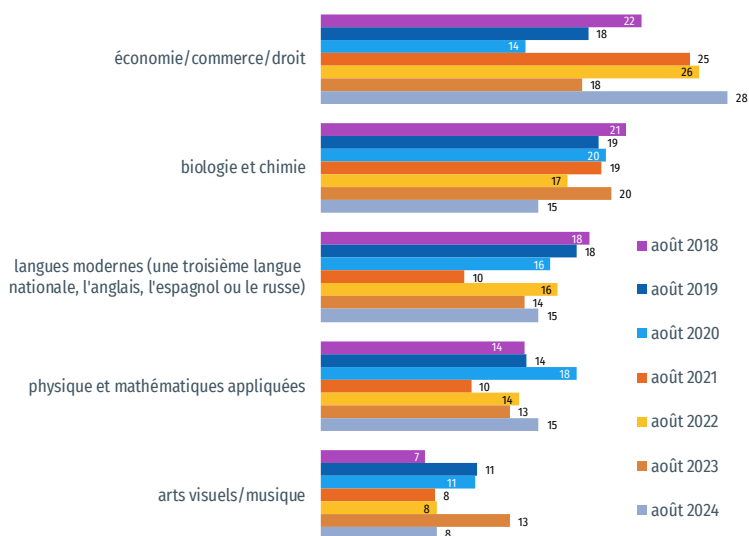
Graphique 35

### option spécifique, gymnase (1/2)

"Quelle option as-tu choisie?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et commencent un gymnase

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 580)



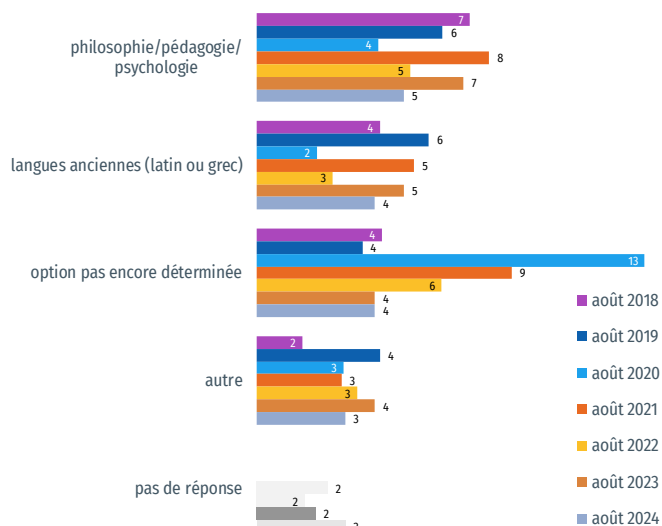
Graphique 36

### option spécifique, gymnase (2/2)

"Quelle option as-tu choisie?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et commencent un gymnase

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 580)



Aucune tendance nette ne se dégage non plus dans le choix de l'option spécifique dans les écoles de culture générale. Il ne faut pas accorder trop d'importance aux écarts dans les séries de données en 2023, car plusieurs réponses ont été autorisées pour cette question à partir de cette date.

Cette année, la santé et les sciences naturelles, jusqu'alors en tête, ont été supplantées par la pédagogie. Au troisième rang, on trouve l'économie, le commerce et le droit. Ces trois options spécifiques occupent les premières places d'une année sur l'autre, mais pas toujours dans le même ordre.

Le travail social ainsi que les arts visuels et les arts appliqués se partagent la quatrième place. En 2024, 8 % des nouvelles et nouveaux élèves de culture générale n’ont pas encore choisi définitivement leur option spécifique, ce qui correspond à la valeur la plus basse enregistrée à ce jour.

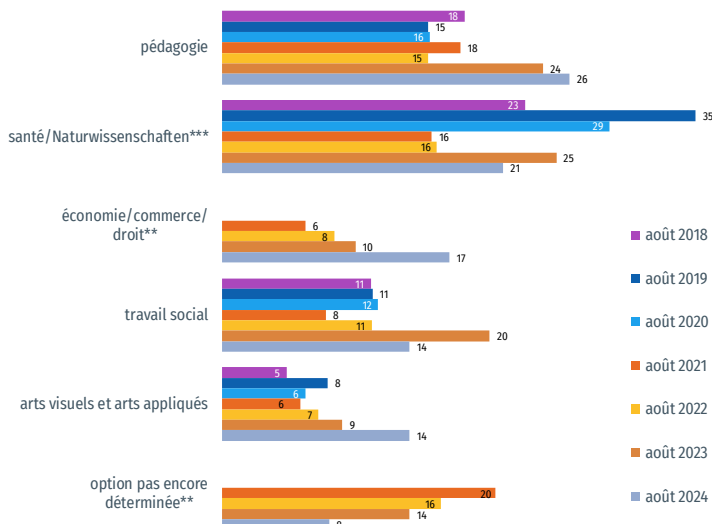
Graphique 37

### option principale, école de culture générale (ECG) (1/2)

"Quelle option as-tu choisie?"

en valeurs moyennes des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et commencent une école de culture générale (ECG) ou une autre école de maturité

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024  
(n chaque fois env. 180)  
\*\* nouvelle catégorie en 2021  
\*\*\* neuer Kategorienname 2024



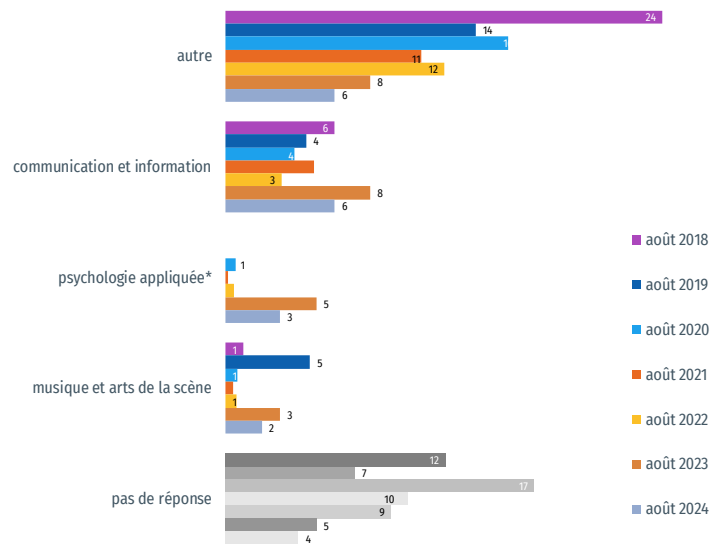
Graphique 38

### option principale, école de culture générale (ECG) (2/2)

"Quelle option as-tu choisie?"

en valeurs moyennes des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et commencent une école de culture générale (ECG) ou une autre école de maturité

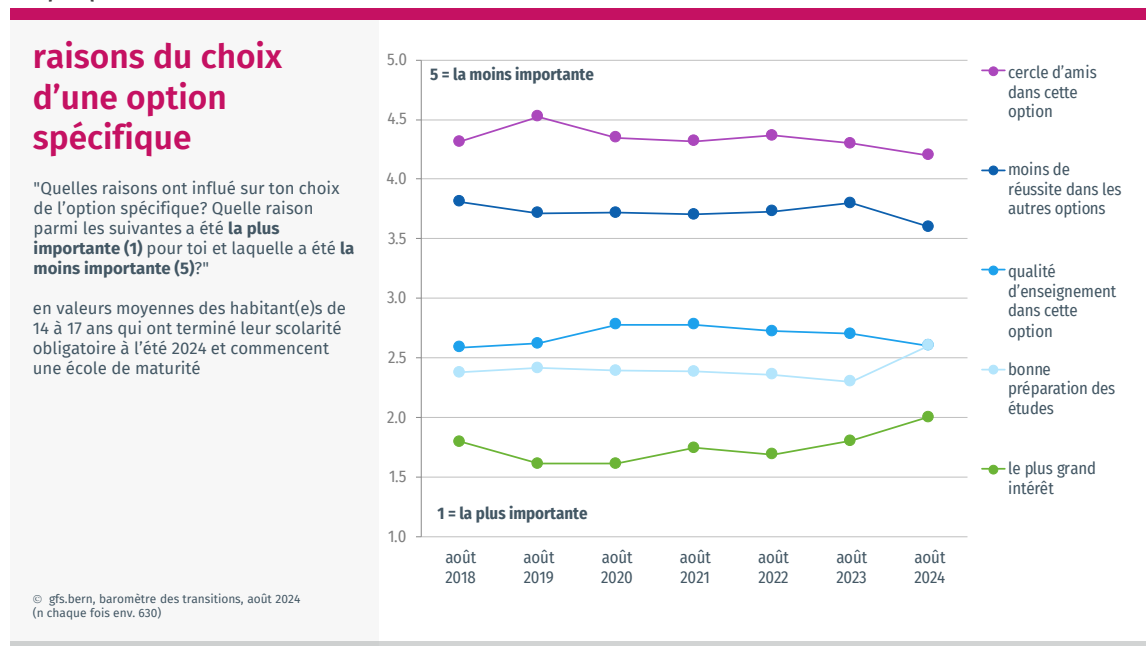
© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024  
(n chaque fois env. 180)  
\* nouvelle catégorie en 2020



Outre l'intérêt pour la matière, l'élément essentiel qui motive les élèves dans le choix d'une option spécifique est le bagage qu'elle peut leur apporter pour de futures études. Ces deux motifs sont toutefois un peu moins mis en avant en 2024 que les années précédentes, tandis que les points forts et les points faibles scolaires ont quelque peu gagné en importance. En revanche, l'élève ne se laisse guère influencer par l'option spécifique que choisit son cercle d'amis.

En 2024, le choix d'une option spécifique est un peu plus lié aux résultats personnels et un peu moins à l'intérêt qu'elle présente.

Graphique 39



### 2.3.6 Jeunes optant pour une offre de formation transitoire

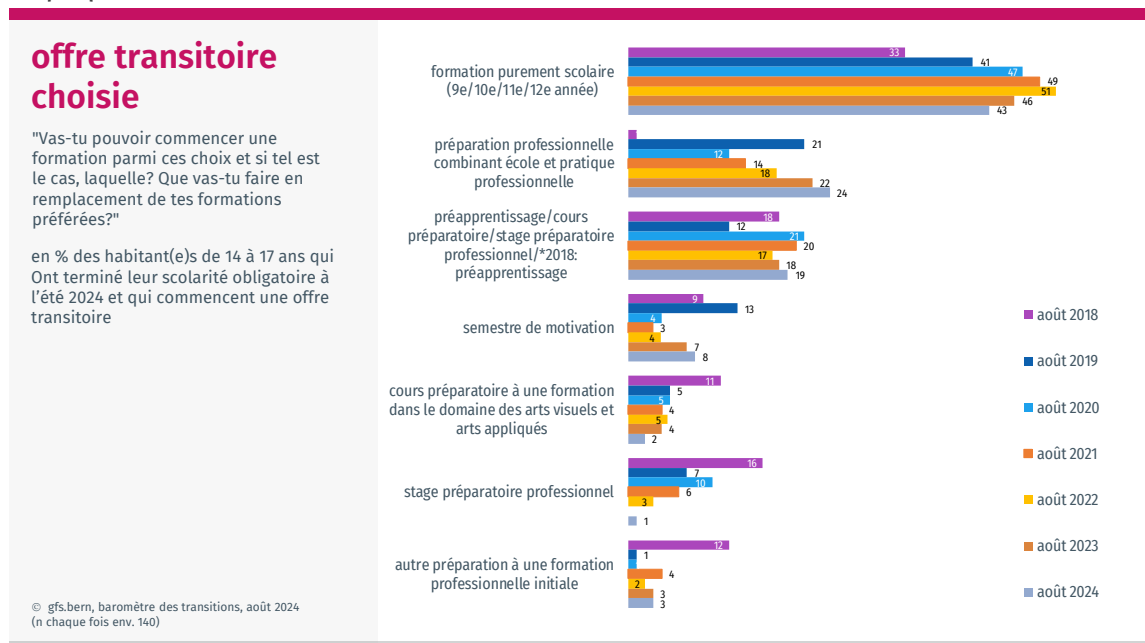
En 2024, 8 314 jeunes, soit un taux stable de 9 %, ont opté pour une offre de formation transitoire à l'issue de la scolarité obligatoire. Parmi eux, on compte en 2024 un peu plus de filles (51 %) que de garçons (49 %). La répartition entre les sexes est donc plus équilibrée que les années précédentes, où les garçons étaient plus nombreux à choisir une offre transitoire.

En 2024, d'un point de vue sociodémographique, les offres de formation transitoire accueillent davantage d'étrangers (Suisse : 8 %, étrangers : 14 %), et de jeunes de Suisse romande ou italienne (Suisse alémanique : 8 %, Suisse romande et italienne : 12 %). Les jeunes de Suisse alémanique optent relativement plus souvent pour une année intermédiaire (voir le chapitre sur les jeunes en année intermédiaire). Sous l'angle du niveau scolaire de la formation préalable, ce sont plutôt des jeunes qui ont terminé le degré secondaire avec un faible niveau ou dans des écoles privées qui optent ensuite pour des offres de formation transitoire (niveau prégymnasial: 4 %, exigences étendues : 8 %, exigences élémentaires : 15 %, classes à effectif réduit/écoles spécialisées, etc. : 12 %, écoles privées : 19 %).

Un peu moins de la moitié des jeunes qui suivent une offre de formation transitoire s’est dirigée vers des offres purement scolaires. En 2024, 23 % des jeunes ont préféré une offre combinant école et pratique professionnelle et 19 % une offre transitoire axée sur la pratique. Ces répartitions se révèlent stables sur la durée.

La proportion de jeunes qui suivent un semestre de motivation reste élevée cette année. En revanche, la tendance à la baisse des stages préparatoires professionnels se confirme. Actuellement, très peu de jeunes choisissent cette option.

Graphique 40



La principale raison pour expliquer le choix d’une offre transitoire reste la recherche infructueuse d’une place d’apprentissage (47 %). En 2024, cette raison est à nouveau plus fréquemment avancée que l’année précédente.

D’autres raisons ne jouent qu’un rôle limité et sont mentionnées dans des proportions similaires : échec aux examens d’admission pour l’école souhaitée, souhait d’améliorer ses notes ou de combler ses lacunes scolaires, offre transitoire nécessaire pour la formation visée par la suite. En 2024, la volonté d’améliorer ses connaissances linguistiques pour justifier le choix d’une offre transitoire est de nouveau beaucoup moins souvent citée qu’en 2023 et la valeur se rapproche de celle des années précédentes.

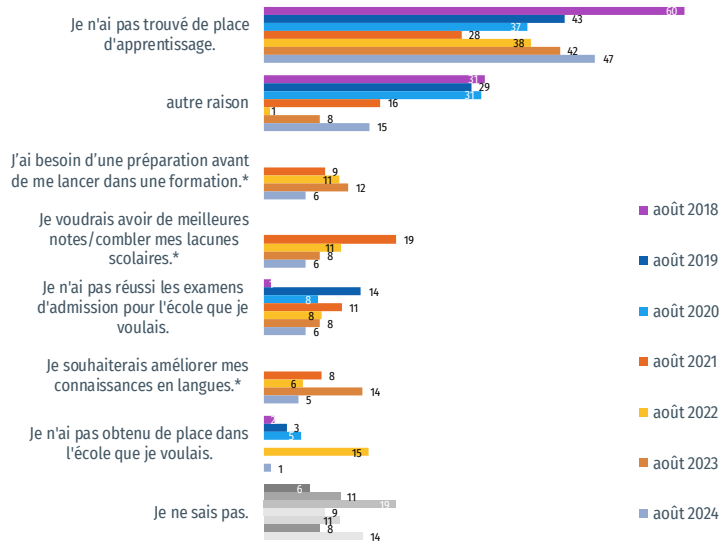
Graphique 41

### raisons du choix d'une offre transitoire

"Pour quelles raisons as-tu décidé de suivre une offre transitoire?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et qui commencent une offre transitoire

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 140)  
\*nouvelle catégorie en 2021



Après une offre transitoire, l'objectif pour la plupart des jeunes reste de commencer une formation professionnelle initiale (63 %). Mais de plus en plus de jeunes participant aux offres transitoires en 2024 ne savent pas (encore) ce qu'ils aimeraient faire ensuite.

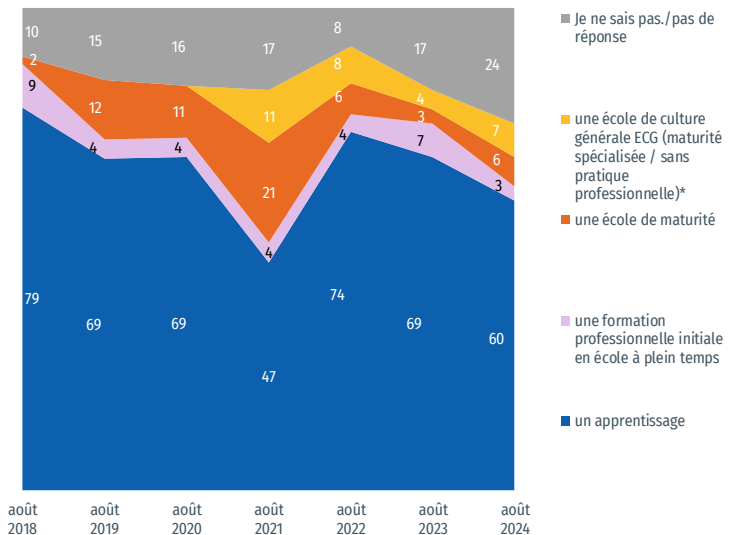
Graphique 42

### souhait après l'offre transitoire

"Qu'aimerais-tu faire après l'offre transitoire?"

en % des habitant(e)s de 14 à 17 ans qui ont terminé leur scolarité obligatoire à l'été 2024 et qui commencent une offre transitoire

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 140)  
\*nouvelle catégorie en 2022



### 2.3.7 Jeunes en années intermédiaires

Le nombre de jeunes ayant déclaré effectuer une année intermédiaire (voyage, séjour linguistique, année d'économie domestique, etc.) après la scolarité obligatoire n'a jamais été aussi élevé qu'en 2024 (2018 : 3 %, 2019 : 3 %, 2020 : 4 %, 2021 : 3 %, 2022 : 3 %, 2023 : 9 %, 2024 : 13 %). Selon les données d'avril 2024, cette orientation était le premier choix de 71 % des jeunes en solution intermédiaire et le deuxième de 16 %. Les 13 % restants voulaient faire autre chose au départ. Pour la majorité d'entre eux, l'année intermédiaire était un choix délibéré, mais pour 29 % d'entre eux, il s'agissait d'un changement par rapport aux plans initiaux.

C'est ce que reflètent les motivations de ces jeunes : dans la même mesure que les autres jeunes, ils indiquent se réjouir de la formation à venir en sachant que leur décision de suivre cette voie est un choix délibéré, voire la solution souhaitée. En ce qui concerne leurs propres perspectives d'avenir, les jeunes optant pour des solutions intermédiaires sont majoritairement dans un état d'esprit positif, comme les autres jeunes, et dans une mesure similaire.

Une fois la scolarité obligatoire terminée, les années intermédiaires sont presque deux fois plus fréquentes en Suisse alémanique qu'en Suisse romande ou italienne (Suisse alémanique : 15 %, Suisse romande et italienne : 8 %).

En 2024, il apparaît que les filles s'engagent plus volontiers dans une année intermédiaire que les garçons. Cependant, la répartition entre les sexes tend à s'équilibrer ces derniers temps (2019 : 66 % : 34 %, 2020 : 61 % : 39 %, 2021 : 66 % : 34 %, 2022 : 66 % : 34 %, 2023 : 57 % : 43 %, 2024 : 54 % : 46 %). Une partie de l'augmentation du nombre de jeunes en année intermédiaire s'explique donc par l'augmentation du nombre de garçons en année intermédiaire.

En outre, dans ces solutions intermédiaires, on trouve plutôt des jeunes qui ont terminé le degré secondaire au niveau exigences élémentaires ou inférieur (niveau pré-gymnasial : 9 %, exigences étendues : 11 %, exigences élémentaires : 15 %, classes à effectif réduit/écoles spécialisées, etc. : 17 %, écoles privées : 13 %). En ce qui concerne le niveau spécifique aux matières, les jeunes ayant opté pour des solutions intermédiaires indiquent très souvent avoir eu des notes insuffisantes en mathématiques (en solution intermédiaire : 13 % de notes insuffisantes, le reste : 6 %), ou dans la langue de scolarisation correspondante (en solution intermédiaire : 4 % de notes insuffisantes, le reste : 2 %).

Les raisons qui motivent le choix d'une solution intermédiaire sont aussi différentes que les solutions intermédiaires elles-mêmes. La catégorie « Autre raison » reflète ce résultat. La réponse « Autre raison » a été moins citée au cours des deux dernières années que les années précédentes, avec en contrepartie un report vers la réponse « Je ne sais pas / pas de réponse ». Au total, ces deux catégories de réponses représentent la majorité des réponses. Sur le plan du contenu, certains jeunes ne décrivent pas leur année intermédiaire comme telle, mais plutôt comme un séjour à l'étranger, une formation linguistique ou un stage. Ils cochent donc année intermédiaire – parce que les autres catégories (formation professionnelle initiale, voies de formation générale, etc.) ne conviennent

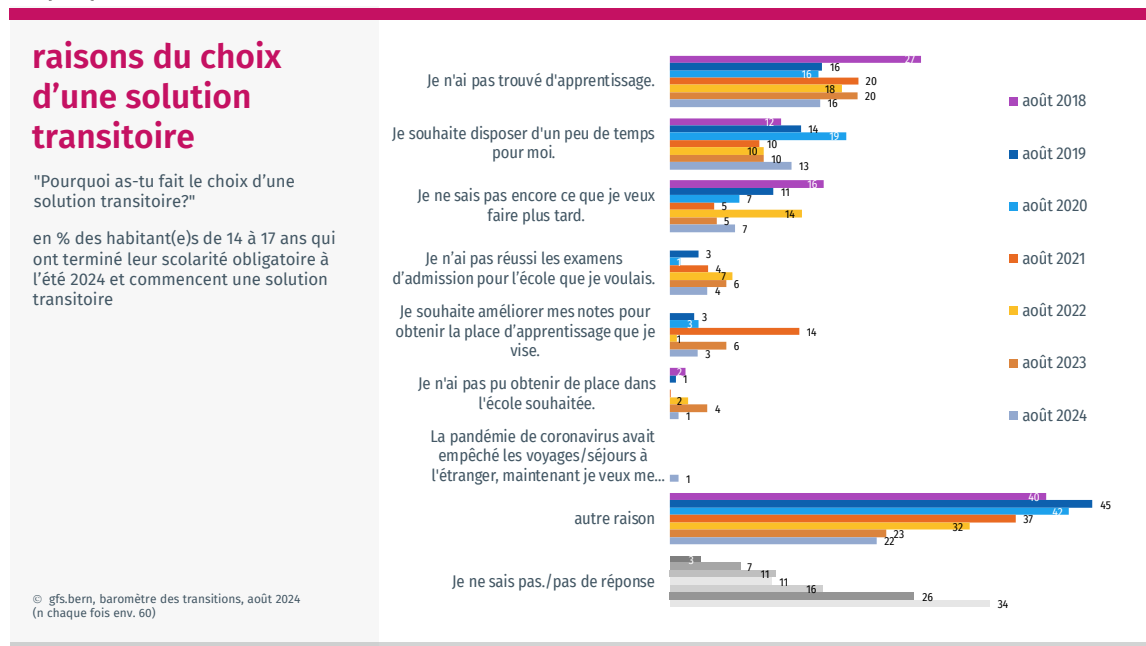
pas à leur situation – mais ils ne considèrent pas cette année comme une année intermédiaire.

Les raisons le plus souvent indiquées et de manière stable pour justifier une année intermédiaire sont la recherche infructueuse d'une place d'apprentissage ou le désir de disposer d'un peu de temps pour soi. Les jeunes mentionnent rarement ne pas avoir réussi les examens d'admission dans une autre école ou ne pas avoir obtenu de place dans l'école de leur choix.

Au total, seuls 21 % des jeunes ayant opté pour des solutions intermédiaires invoquent des raisons à cette décision venant de l'extérieur : 16 % n'ont pas trouvé de place d'apprentissage. 4 % n'ont pas réussi des examens d'admission et 1 % n'ont pas obtenu de place dans l'école qu'ils souhaitaient.

Ils sont également 21 % à avoir opté pour une année intermédiaire pour des raisons plutôt intrinsèques : 13 % souhaitent disposer d'un peu de temps pour eux. 7 % ne savent pas encore ce qu'ils veulent faire et 1 % souhaitent rattraper un séjour à l'étranger qu'ils n'ont pas pu faire.

Graphique 43



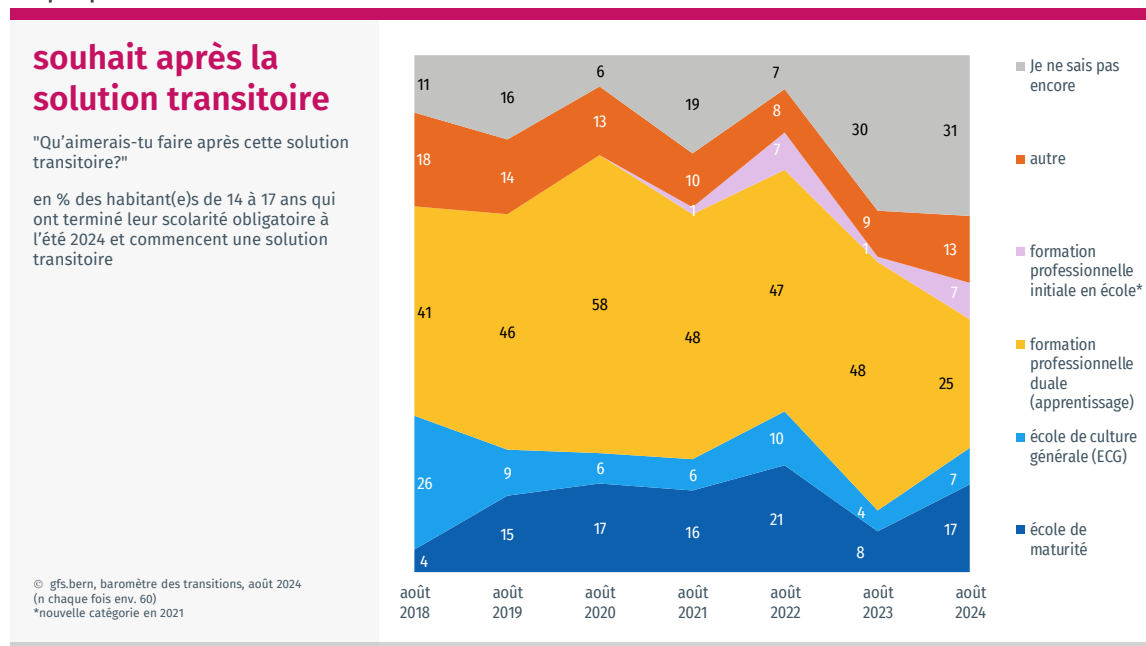
Pour la deuxième fois consécutive, les jeunes sont très indécis quant à la suite qu'ils donneront à cette année intermédiaire. Les jeunes étrangers, en particulier, sont très nombreux à déclarer ne pas savoir ce qu'ils aimeraient faire par la suite (Suisse : 26 %, étrangers : 43 %). Il en va de même pour les jeunes qui ont terminé l'école secondaire au niveau exigences élémentaires ou étendues (niveau pré-gymnasial : 28 %, exigences étendues : 40 %, exigences élémentaires : 33 %, classes à effectif réduit/écoles spécialisées, etc. : 9 %, écoles privées : 12 %).

L'option concrète après l'année intermédiaire la plus fréquemment citée est la formation professionnelle initiale duale (2024 : 25 %). La formation professionnelle initiale en école est appréciée par 7 % des jeunes qui effectuent une année intermédiaire. Par rapport à l'année précédente, l'intention de commencer une école de maturité après l'année



intermédiaire est à nouveau plus fréquemment citée (2019 : 15 %, 2020 : 17 %, 2021 : 16 %, 2022 : 21 %, 2023 : 8 %, 2024 : 18 %). La valeur se rapproche donc des valeurs enregistrées sur la période 2019-2022, l'année 2023 constituant une exception.

Graphique 44



## 2.4 Places d'apprentissage dans les entreprises



54 % des entreprises qui ont participé à l'enquête proposent des places d'apprentissage.

Ce chiffre est à peu près identique à celui de l'année précédente, mais nettement supérieur à celui enregistré lors des enquêtes précédentes, où l'échantillon comportait environ un quart d'entreprises formatrices.

Depuis 2023, il est possible de définir la part d'entreprises formatrices dans l'échantillon brut de la présente enquête, ce qui permet de mieux cibler les entreprises formatrices. Ce mode de fonctionnement explique l'augmentation des chiffres à partir de 2023 et pourrait aussi expliquer certaines fluctuations dans l'offre de places d'apprentissage chez les entreprises interrogées.



L'offre de places d'apprentissage comprend par extrapolation 87 513 formations professionnelles initiales duales, qui ont débuté l'été 2024.

### 2.4.1 Offre de places d'apprentissage

#### 2.4.1.1 Évolution de l'offre de places d'apprentissage par rapport à l'année précédente

La majorité des entreprises indiquent à nouveau avoir maintenu leur offre de places d'apprentissage à un niveau constant par rapport à l'année précédente. De même, la part des entreprises qui ont diminué ou augmenté leur offre n'a presque pas changé. Dans la chronologie, on voit qu'au cours des années de pandémie, davantage d'entreprises avaient exprimé leur inquiétude à ce sujet.

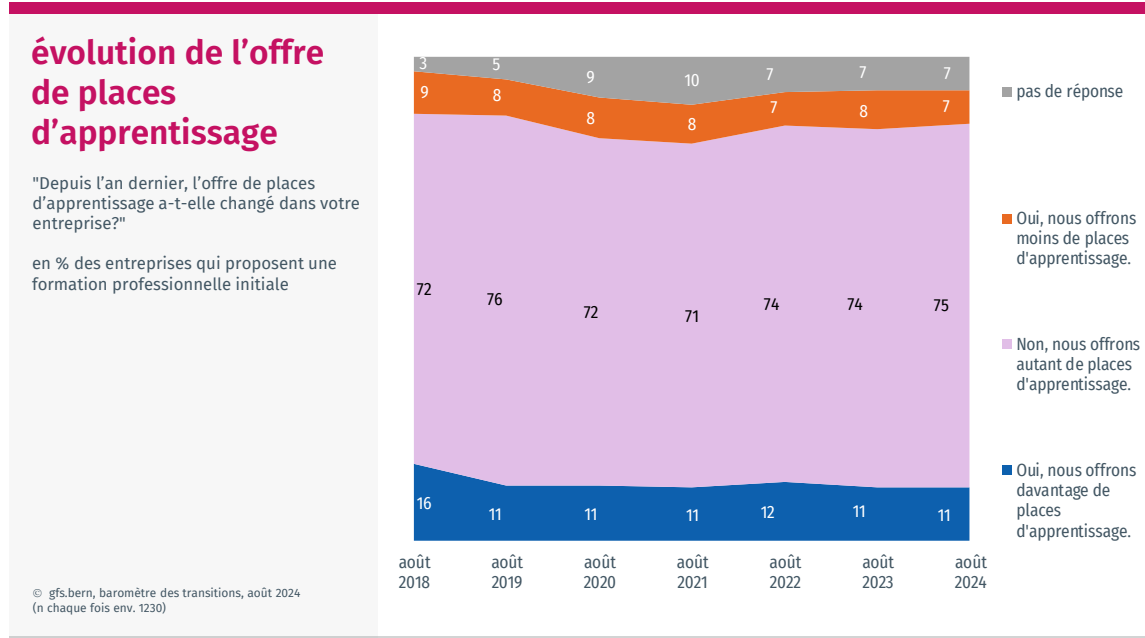
En 2024, les secteurs d'activité Transports (26 % de plus), Activités immobilières (21 %), Santé et action sociale (19 % de plus) et Information et communication (18 % de plus) font partie de ceux qui ont développé leur offre de places d'apprentissage plus que la moyenne.

Si, ces deux dernières années, les entreprises du secteur Hébergement et restauration et du secteur Éducation et enseignement indiquaient, plus souvent que la moyenne, proposer moins de places d'apprentissage, ce n'est plus le cas en 2024. En revanche, selon leurs propres indications, les entreprises des secteurs Autres activités de service (20 %) et Activités spécialisées, scientifiques et techniques (12 %) proposent moins de places d'apprentissage en 2024.

Il est à noter que l'offre en places d'apprentissage dans les entreprises du secteur des Activités immobilières est également souvent bien inférieure à la moyenne. On peut en déduire une situation très hétérogène au sein des entreprises de ces branches. Les secteurs Hébergement et restauration, Éducation et enseignement et Activités immobilières ont manifestement été affectés par des changements de plus grande ampleur que les autres branches au cours de l'année écoulée. Il convient de relativiser en précisant que l'hébergement et la restauration font depuis longtemps partie des branches qui changent le plus.

Des différences apparaissent également en fonction de la taille de l'entreprise : les grandes entreprises de 100 personnes ou plus déclarent bien plus souvent offrir plus de places d'apprentissage qu'en 2023 (2 à 9 salariés : 9 %, 10 à 99 salariés : 15 %, à partir de 100 salariés : 34 % de plus).

Graphique 45



La majeure partie de ces variations de l'offre en places d'apprentissage au cours des cinq dernières années n'est pas liée à un événement particulier. Tant dans le cas d'une réduction que d'une augmentation du nombre de places d'apprentissage, un grand nombre d'entreprises indiquent que l'offre de places d'apprentissage fluctue tout simplement d'une année à l'autre.

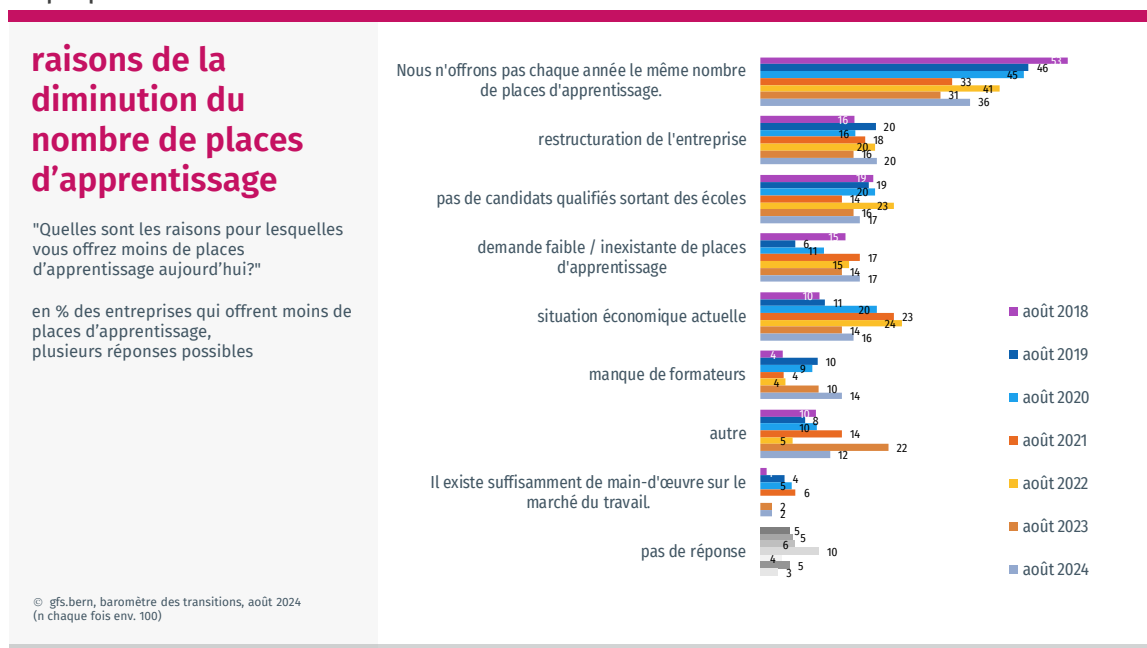
Les entreprises qui proposent *moins* de places d'apprentissage en 2024 qu'en 2023 mentionnent en premier lieu les fluctuations naturelles pour expliquer la réduction de leur offre. Les restructurations au sein de l'entreprise sont la deuxième raison la plus citée, avec une légère augmentation par rapport à l'année précédente.

L'absence de candidats qualifiés et une faible demande ou l'absence de demande de places d'apprentissage arrivent respectivement en troisième et quatrième positions.

En revanche, la réduction de l'offre de places d'apprentissage est plus rarement attribuée à la situation économique que pendant et immédiatement après la pandémie de coronavirus. En 2020, 2021 et 2022, les entreprises justifiaient le recul du nombre de places d'apprentissage par la situation économique. Les chiffres restent toutefois élevés par rapport aux deux premières années de l'enquête et ont légèrement augmenté par rapport à 2023.

En 2024, la baisse du nombre de places s'explique aussi souvent par une demande faible, voire inexistante et par le manque de formateurs.

Graphique 46



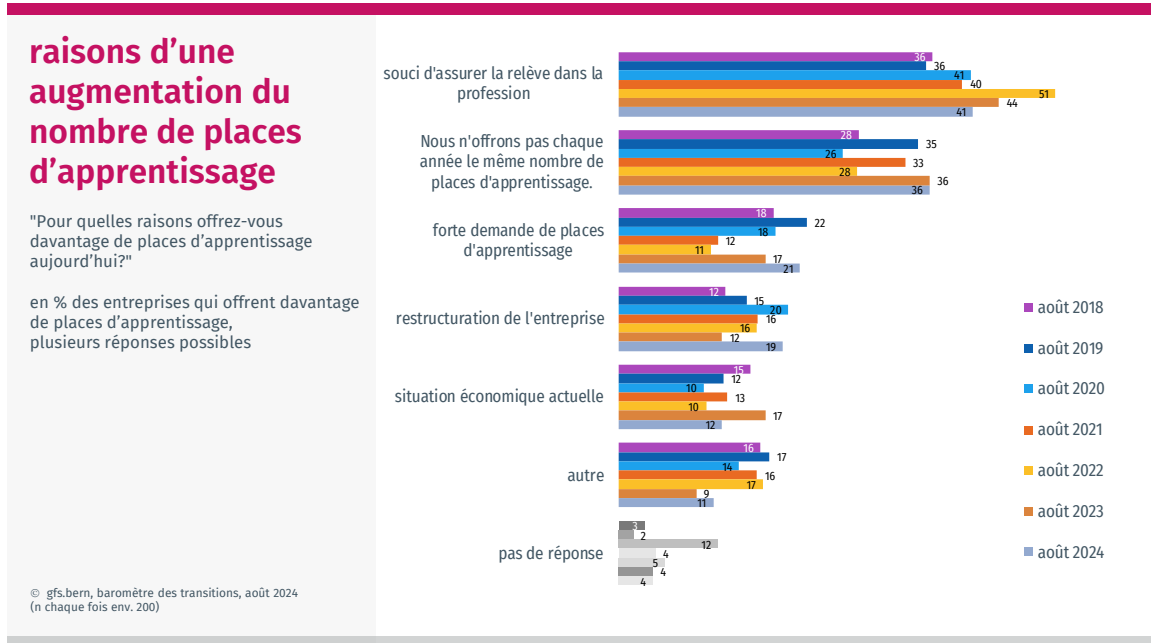
Les entreprises qui proposent *plus* de places d'apprentissage en 2024 qu'en 2023 indiquent le faire avant tout dans un souci d'assurer la relève. Par rapport à l'année précédente, cette raison est moins souvent citée et n'atteint plus le pic de 2022.

En deuxième position, environ un tiers des entreprises invoquent la fluctuation naturelle de l'offre de places d'apprentissage (36%).

Une entreprise sur cinq ayant proposé davantage de places d'apprentissage en 2024 le justifie par la forte demande. Ce chiffre a de nouveau augmenté depuis le creux historique de 2022 et est revenu au niveau des premières années de l'enquête. De même, l'augmentation de l'offre de places d'apprentissage est davantage liée à la restructuration des entreprises (19 %).

La situation économique actuelle est un facteur décisif pour 12 % des entreprises qui proposent davantage de places d'apprentissage. Ainsi, la perception actuelle de la situation économique contribue plutôt à réduire le nombre de places d'apprentissage qu'à en créer (16 % contre 12 %).

Graphique 47



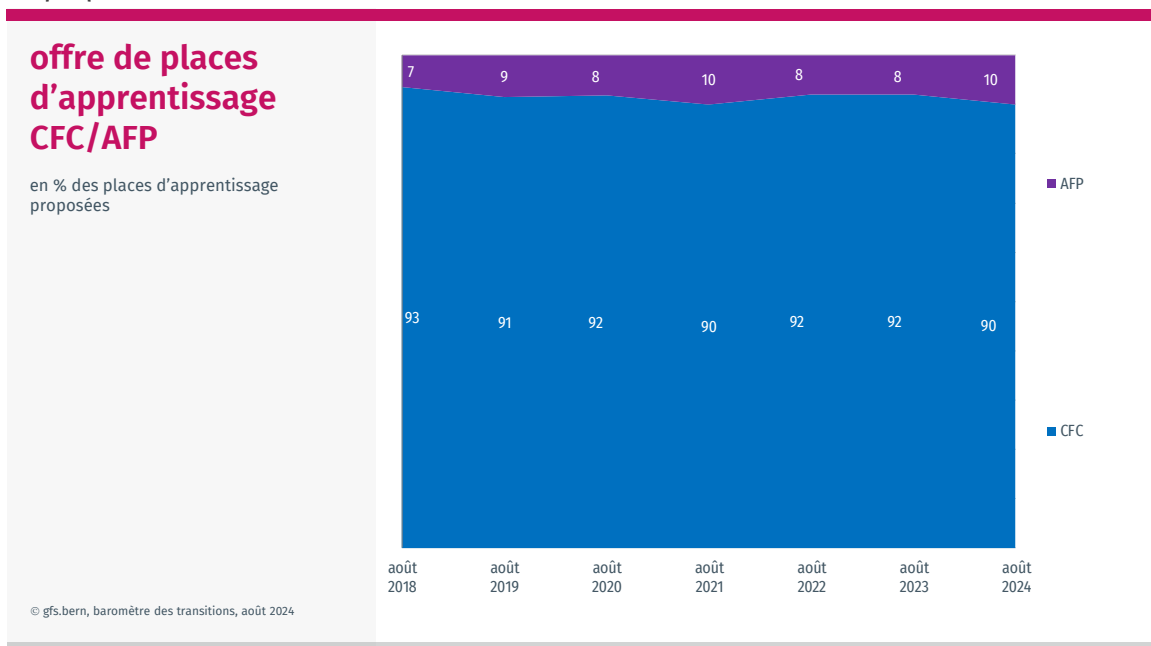
#### 2.4.1.2 Offre de places d'apprentissage 2024



10 % ou 8 636 des places d'apprentissage proposées en 2024 sont des formations professionnelles initiales AFP et 90 % ou 78 877 des formations professionnelles initiales CFC. Ce rapport se révèle stable au fil du temps.

Cette année encore, les entreprises font état d'un plus grand nombre de places d'apprentissage AFP que les jeunes (4 % AFP / 96 % CFC). Cette différence pourrait s'expliquer par le fait que les formations professionnelles initiales avec AFP sont plutôt privilégiées par des jeunes âgés de plus de 16 ans.

Graphique 48

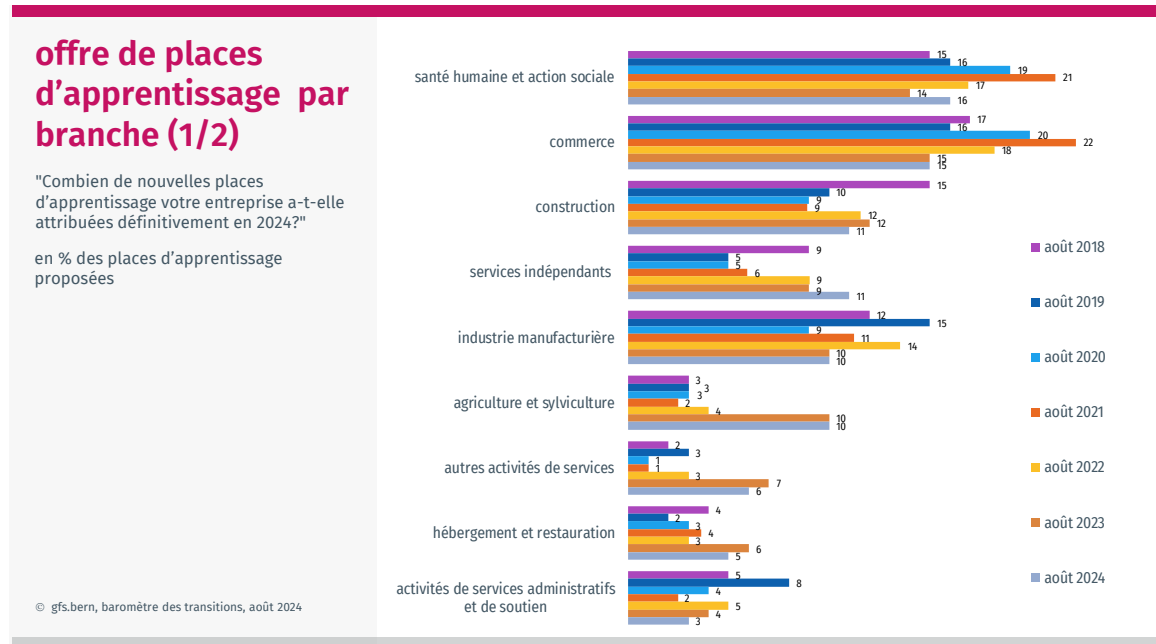


Le graphique ci-dessous illustre l'offre de places d'apprentissage par secteur. Quatre secteurs sur les quinze proposent la moitié des places en 2024 : le commerce, la santé humaine et l'action sociale, la construction et les activités spécialisées, scientifiques et techniques.

Dans l'ensemble, l'offre de places d'apprentissage est stable par rapport à l'année précédente dans la plupart des branches. Dans cinq branches, elle a augmenté à court terme, tandis qu'elle a baissé dans quatre. Après avoir reculé continuellement dans le secteur des transports depuis le début des enquêtes, l'offre de places d'apprentissage y a doublé par rapport à l'année passée. Sinon, de légères variations à court terme sont à enregistrer d'une année sur l'autre.

Après avoir accusé un léger recul dans les secteurs Commerce et Santé humaine et action sociale pour la deuxième année consécutive en 2023, l'offre de places d'apprentissage est de nouveau en hausse dans la santé et l'action sociale, tandis qu'elle stagne pratiquement dans le commerce.

Graphique 49

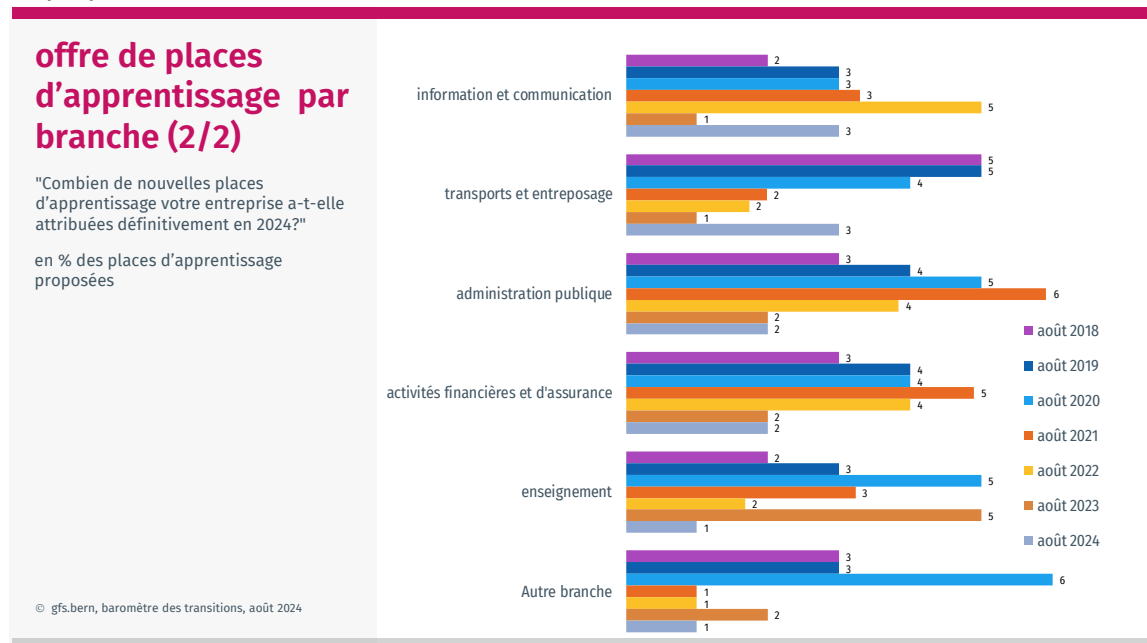


L'offre de places d'apprentissage est aussi largement inchangée dans l'administration publique ainsi que dans le secteur des services financiers et de l'assurance. Dans tous ces secteurs, l'offre de places d'apprentissage avait augmenté pendant la pandémie et était revenue en 2023 au niveau des deux premières années de l'enquête, où elle se stabilise actuellement. Alors que la situation avait été inversée dans le secteur de la construction et de l'industrie manufacturière, c'est-à-dire que l'offre de places d'apprentissage avait reculé en 2020 avant de repartir à la hausse, la construction enregistre une baisse et l'industrie manufacturière une légère progression.

Une hausse de l'offre de places d'apprentissage avait également été observée à la suite de la pandémie de coronavirus dans les secteurs Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Autres activités de services et Hébergement et restauration. En 2024, les secteurs Hébergement et restauration et Autres activités de services enregistrent à nouveau

une baisse, tandis que l'offre de places d'apprentissage repart à la hausse dans le secteur Activités spécialisées, scientifiques et techniques.

Graphique 50



Pour la planification des places d'apprentissage de l'année prochaine, plus de la moitié des entreprises prévoient de maintenir l'offre de places d'apprentissage à un niveau constant. Pour la première fois depuis le début de l'enquête, la proportion d'entreprises souhaitant réduire leur offre de places d'apprentissage avait légèrement augmenté en 2023, mais cette part marque en revanche un léger recul en 2024.

À un niveau accru, des entreprises des secteurs de la distribution d'eau, du traitement des eaux usées et des déchets et de la dépollution, des activités spécialisées, scientifiques et techniques, des activités de services administratifs et de soutien, de l'enseignement ainsi que des autres activités de services prévoient de proposer moins de places d'apprentissage l'année prochaine qu'actuellement.

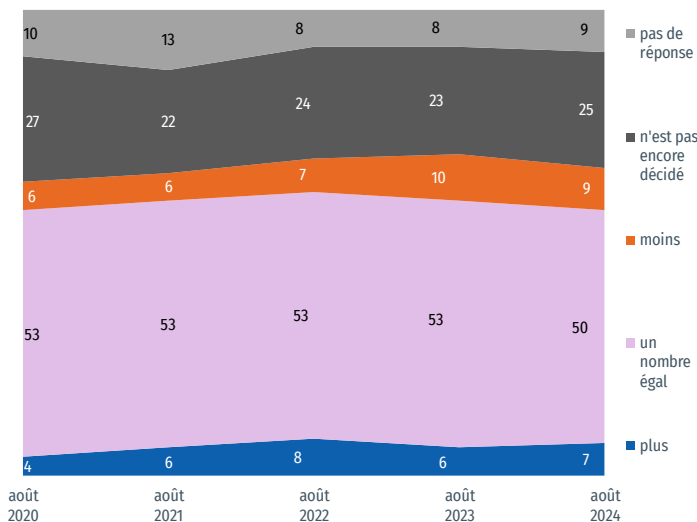
Graphique 51

### planification des places d'apprentissage pour l'an prochain

"En raison de la situation économique actuelle: prévoyez-vous d'annoncer le même nombre de places d'apprentissage en 2025 qu'un 2024?"

en % des entreprises qui proposent une formation professionnelle initiale

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 1000)



La planification est également influencée par d'autres facteurs, tels que l'offre de postes à temps partiel : la majorité des entreprises se disent neutres (33 %) ou favorables (31 %) à l'apprentissage à temps partiel. Seul un quart se prononce contre une réduction du taux d'occupation et l'allongement de la durée de l'apprentissage qui en découle. Les moyennes et grandes entreprises ont tendance à être favorables à l'apprentissage à temps partiel, et les petites entreprises moins.

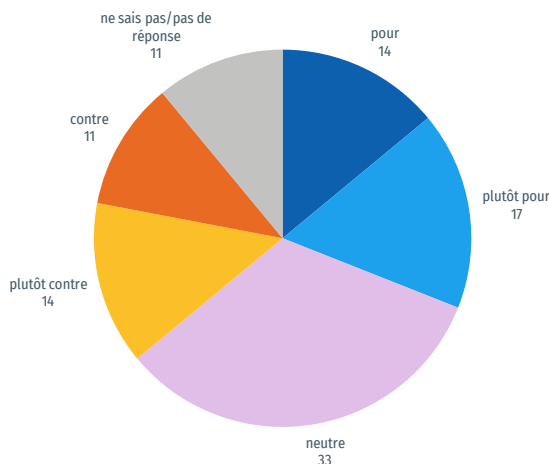
Graphique 52

### Attitude Apprentissage à temps partiel

"Pour différentes raisons, certaines personnes ont la nécessité absolue de faire un apprentissage à temps partiel, p. ex. les personnes souffrant d'un handicap de santé, celles devant faire l'objet d'un suivi, ou les sportif-ives. La présence dans l'entreprise ou à l'école professionnelle pourrait dans l'ensemble être ramenée à 80 % par exemple, ce qui augmenterait d'un an la durée de la formation. Quelle est votre attitude envers ce modèle?"

en % des entreprises qui proposent une formation professionnelle initiale

© gfs.bern, baromètre des transition, août 2024





## 2.4.2 Attribution des places d'apprentissage

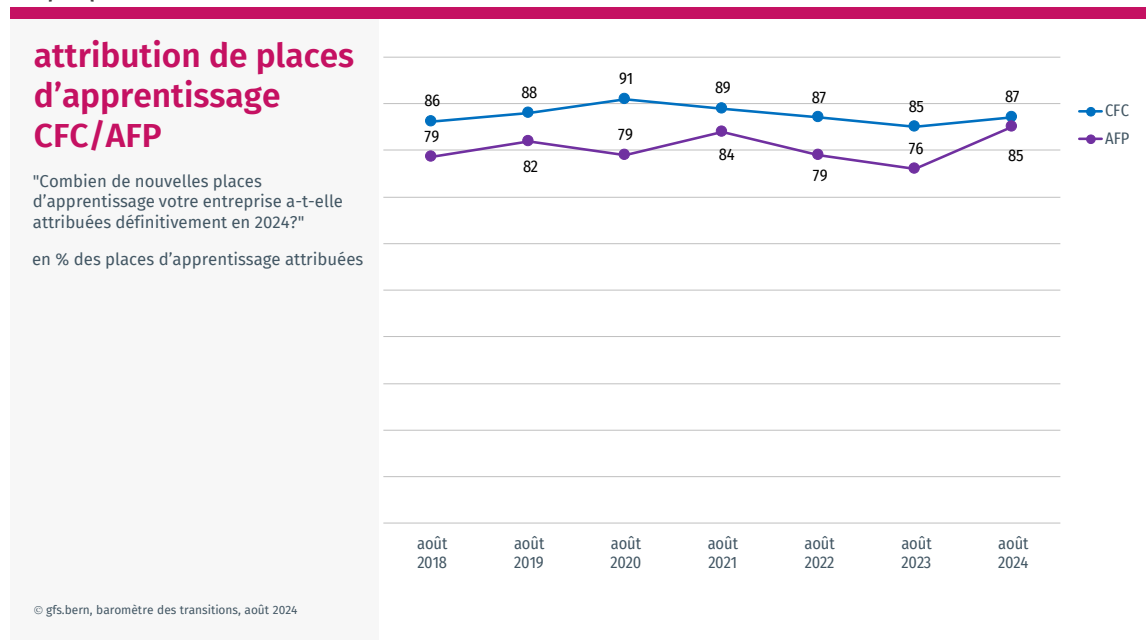


87 % ou 76 261 des places d'apprentissage proposées ont pu être pourvues (état août 2024). Cette proportion est similaire à celle enregistrée à la même période les années précédentes. À l'échelle nationale, l'attribution des places d'apprentissage reste régulière en 2024. 11 252 des 2024 places d'apprentissage proposées n'ont pas pu être pourvues

Cette année, le nombre de places d'apprentissage AFP attribuées est légèrement inférieur à celui des places CFC. L'écart s'est donc à nouveau réduit au cours de l'année d'enquête en cours.

Après une légère tendance négative observée ces derniers temps pour les deux apprentissages (AFP et CFC), l'attribution des places d'apprentissage augmente à nouveau en 2024. Le pourcentage d'attribution des places d'apprentissage AFP a atteint un niveau record à 85 %.

Graphique 53



Le graphique ci-dessous illustre l'offre de places d'apprentissage par secteur. Le secteur Activités de services administratifs et de soutien connaît des difficultés accrues dans l'attribution des places d'apprentissage ; en août, un quart des places d'apprentissage proposées n'étaient pas pourvues. Si c'est nettement moins qu'en 2023 pour une offre relativement stable, la part reste malgré tout supérieure à celle des années précédentes.

Dans le secteur de la construction, une place sur quatre proposée en 2024 est restée vacante.

Cette valeur retrouve ainsi le niveau constaté lors des premières années de l'enquête. Dans le commerce, dans l'hébergement et la restauration et dans l'industrie manufacturière, les valeurs atteignent de nouveau un niveau élevé. Dans le secteur éducation et enseignement, plus de places d'apprentissage sont restées vacantes en 2024, alors le nombre de places d'apprentissage proposées a diminué.

La situation est relativement stable dans les secteurs Activités de services administratifs et de soutien et Santé et action sociale. Bien que l'offre ait augmenté dans la santé et l'action sociale, le même nombre de places d'apprentissage sont restées vacantes. L'augmentation de l'offre dans le secteur de la santé et de l'action sociale semble donc répondre à la demande.

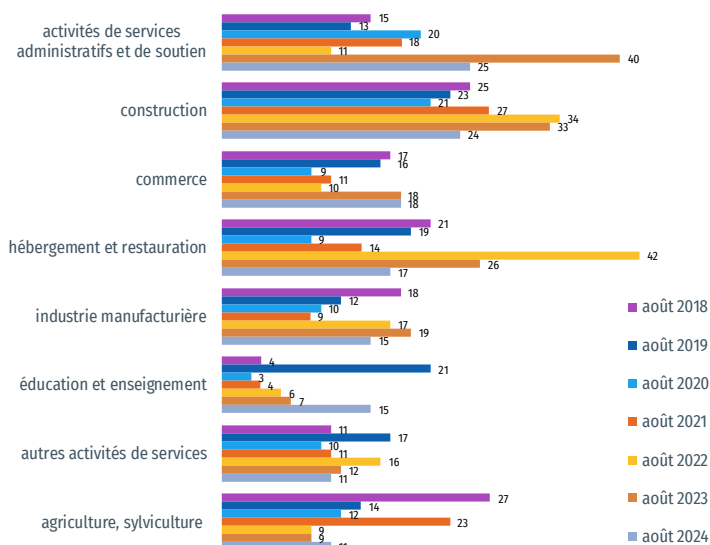
Dans l'agriculture et la sylviculture, le nombre de places d'apprentissage vacantes en 2024 est le même qu'au cours des deux années précédentes, alors que l'offre de places d'apprentissage a nettement augmenté.

Graphique 54

### places d'apprentissage restées vacantes par branche (1/2)

"Combien de places d'apprentissage sont restées vacantes dans votre entreprise? C'est-à-dire, combien de places d'apprentissage n'avez-vous pas pu pourvoir en 2024, bien que vous les ayez annoncées?"

en % des places d'apprentissage par branche



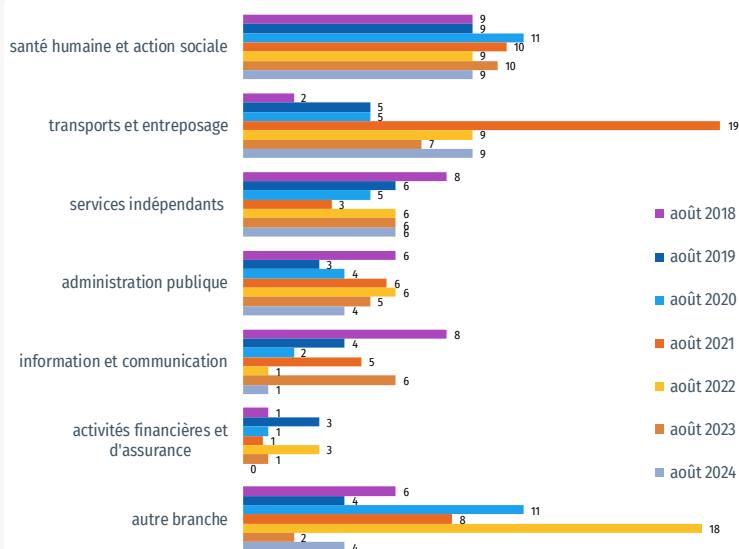
© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024

Graphique 55

### places d'apprentissage restées vacantes par branche (2/2)

"Combien de places d'apprentissage sont restées vacantes dans votre entreprise? C'est-à-dire, combien de places d'apprentissage n'avez-vous pas pu pourvoir en 2024, bien que vous les ayez annoncées?"

en % des places d'apprentissage par branche



© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024

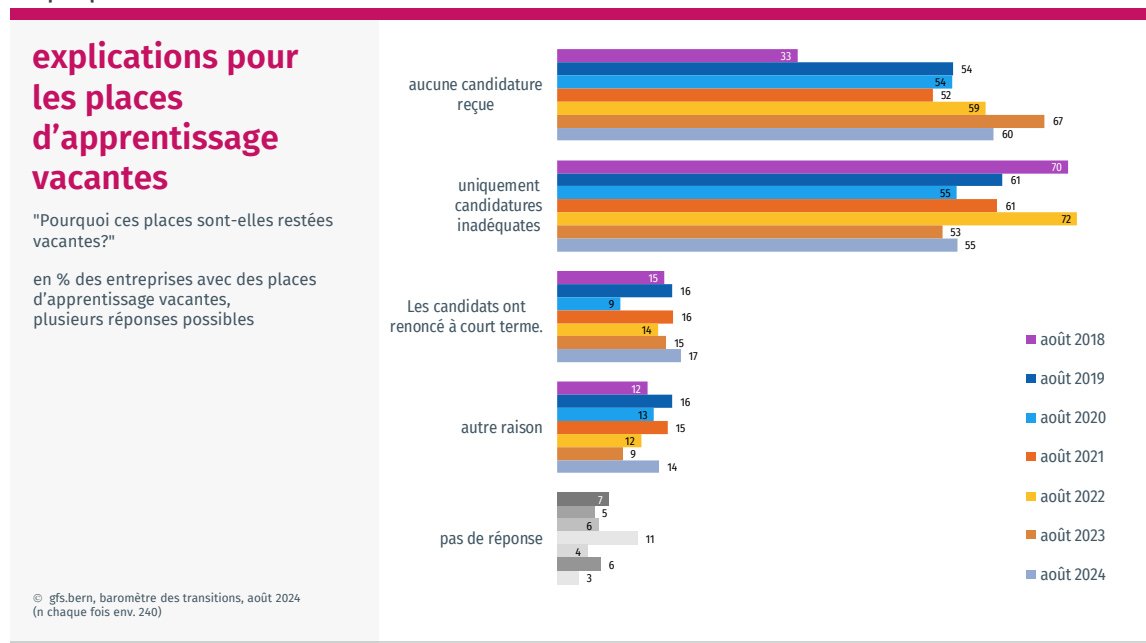
### 2.4.3 Explications pour les places d'apprentissage non pourvues

L'absence de candidatures est la principale raison qui explique les places d'apprentissage restées vacantes en 2024, comme l'année précédente (60 %). Ce phénomène observé l'année passée s'est confirmé cette année, car auparavant depuis le début de ces enquêtes, les places d'apprentissage vacantes s'expliquaient principalement par l'inadéquation des candidatures. Dans l'ensemble, le problème de l'absence de candidatures n'a jamais été aussi marqué que depuis 2022.

De plus, les candidatures inadéquates sont invoquées presque aussi souvent qu'en 2023 et la valeur reste stable à 55 %.

En 2024, 17 % des entreprises citent les désistements de dernière minute comme la troisième raison la plus courante.

Graphique 56

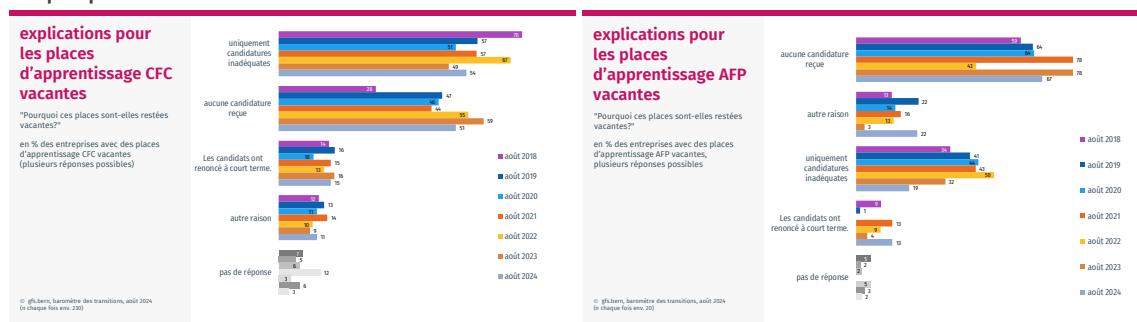


À l'exception de 2022, l'absence de candidatures a toujours été la cause la plus fréquemment invoquée pour les places d'apprentissage AFP. Pour les places d'apprentissage CFC, ce sont les candidatures inadéquates qui sont le plus fréquemment citées, alors qu'elles arrivaient encore après l'absence de candidatures l'année passée.

Cette raison est en recul pour les places d'apprentissage AFP et en hausse pour les places d'apprentissage CFC.

La raison du refus de dernière minute est invoquée par les entreprises avec la même fréquence quelle que soit l'année de l'enquête, de manière générale comme pour les places d'apprentissage CFC, ce qui est moins le cas pour les places d'apprentissage AFP dans toutes les enquêtes jusqu'à présent. En 2024, les désistements de dernière minute redevennent toutefois plus fréquents.

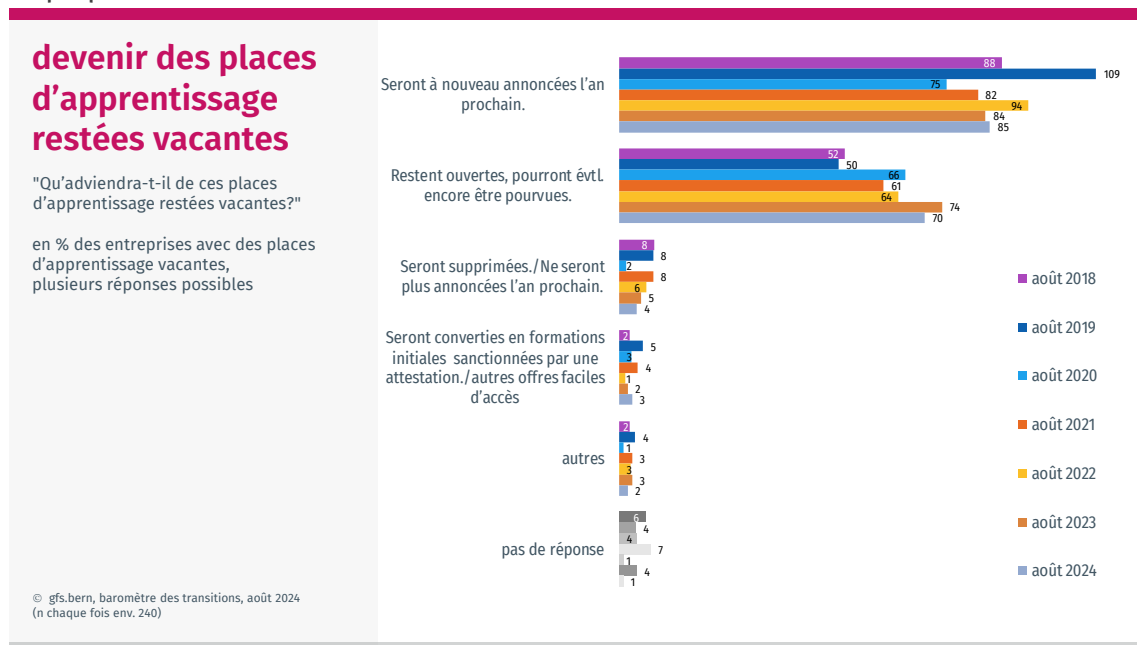
Graphique 57



La décision prise par certaines entreprises de supprimer les places d'apprentissage restées vacantes ou de ne plus les publier constitue une exception. La plupart des places non pourvues seront à nouveau proposées l'année prochaine.

Le pourcentage des entreprises ayant l'intention de laisser ouvertes les places d'apprentissage non pourvues pour les attribuer éventuellement durant l'année en cours reste élevé depuis le début de la pandémie. Alors que le nombre d'entreprises ayant manifesté cette intention n'avait jamais été aussi élevé en 2023, on observe un léger recul en 2024.

Graphique 58



La concurrence entre formation professionnelle en école à plein temps et formation duale n'est pas une raison majeure qui permettrait d'expliquer pourquoi les places d'apprentissage n'ont pas été pourvues. Dans l'ensemble, un taux stable de 13 % des entreprises estime que la concurrence est plutôt forte à très forte en 2024. Mais la majorité des entreprises ne sont pas en mesure de se prononcer sur le sujet. Cependant, si un avis est émis, on constate une grande incertitude ou des opinions qui penchent en faveur d'une concurrence (plutôt) faible. Toutefois, les entreprises des régions francophones et italo-phones ont tendance à davantage évoquer la concurrence entre formation en école à plein temps et formation duale, alors que les entreprises de Suisse alémanique l'estiment plutôt faible.

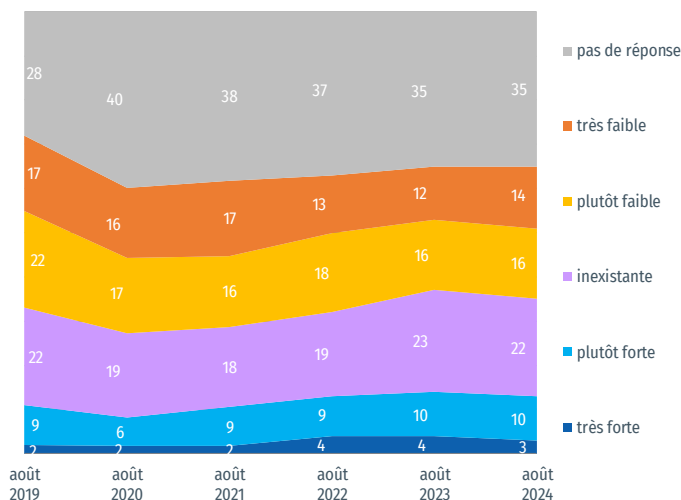
Graphique 59

### situation de concurrence entre la formation professionnelle en école à plein temps et la formation duale

"Comment évaluez-vous dans votre branche et dans les professions qu'elle couvre la situation de concurrence entre la formation professionnelle en école à plein temps et la formation duale?  
Dans les professions pour lesquelles nous proposons une formation, nous constatons que la concurrence entre la formation professionnelle en école à plein temps et apprentissage est ..."

en % des entreprises qui proposent une formation professionnelle initiale

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024  
(n chaque fois env. 1100)



## 2.4.4 Profil des apprentis

Parmi les 76 261 nouveaux apprentis, c'est-à-dire les personnes qui ont commencé une formation professionnelle initiale duale à l'été 2024, les garçons sont plus nombreux que les filles (garçons : 54 %, filles : 46 %). Cette répartition entre les sexes s'avère relativement stable au fil du temps.

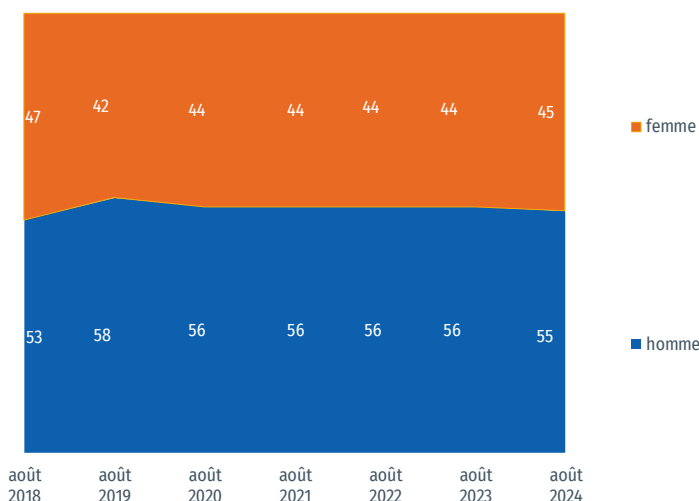
Graphique 60

### nouveaux apprentis selon le sexe

"Combien de nouvelles places d'apprentissage votre entreprise a-t-elle attribuées définitivement?  
Combien de places d'apprentissage sont restées vacantes dans votre entreprise?"

en % des apprentis qui commencent leur apprentissage

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024



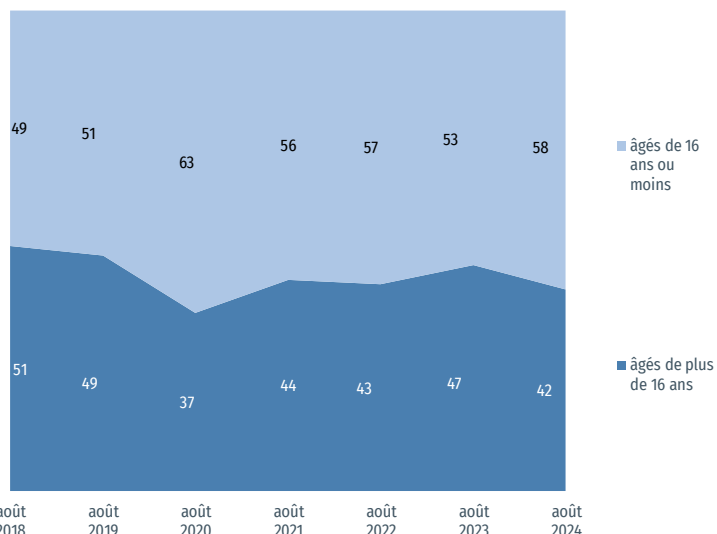
En 2024, 42 % des nouveaux apprentis ont plus de 16 ans, ce qui est légèrement inférieur à la valeur moyenne depuis le début des enquêtes. Mais toutes les formations professionnelles initiales duales ne commencent pas immédiatement après l'école obligatoire, loin de là.

Graphique 61

### nouveaux apprentis selon la classe d'âge

"Parmi tous les nouveaux apprentis qui commencent un apprentissage dans votre entreprise, combien sont âgés de plus de 16 ans?"

en % des apprentis qui commencent leur apprentissage



© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024

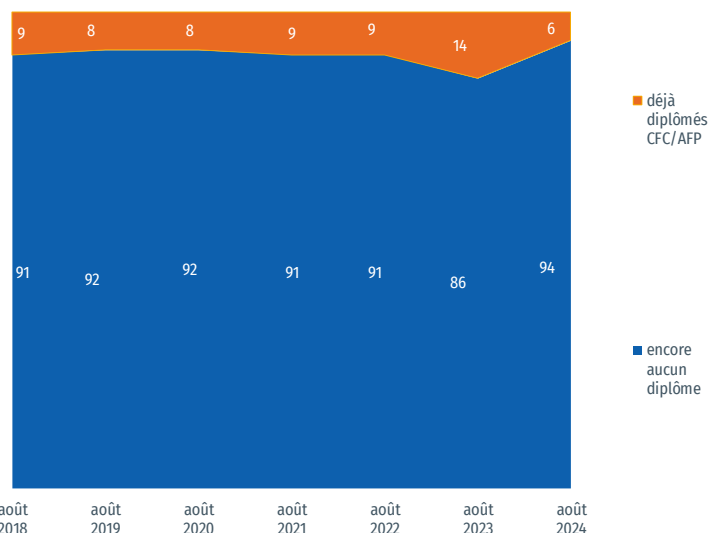
Ce constat est soutenu par l'affirmation des entreprises selon laquelle un pourcentage de 6 % des apprentis qui ont entamé un apprentissage en été 2024 possède déjà un CFC ou une AFP. Toutefois, ces deux indicateurs évoluent momentanément plutôt en faveur des plus jeunes qui entament une formation professionnelle initiale.

Graphique 62

### nouveaux apprentis déjà titulaires d'un CFC ou d'une AFP

"Parmi tous les apprentis commençant un nouvel apprentissage dans votre entreprise, combien sont déjà titulaires d'un certificat fédéral de capacité (CFC) ou d'une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP)?"

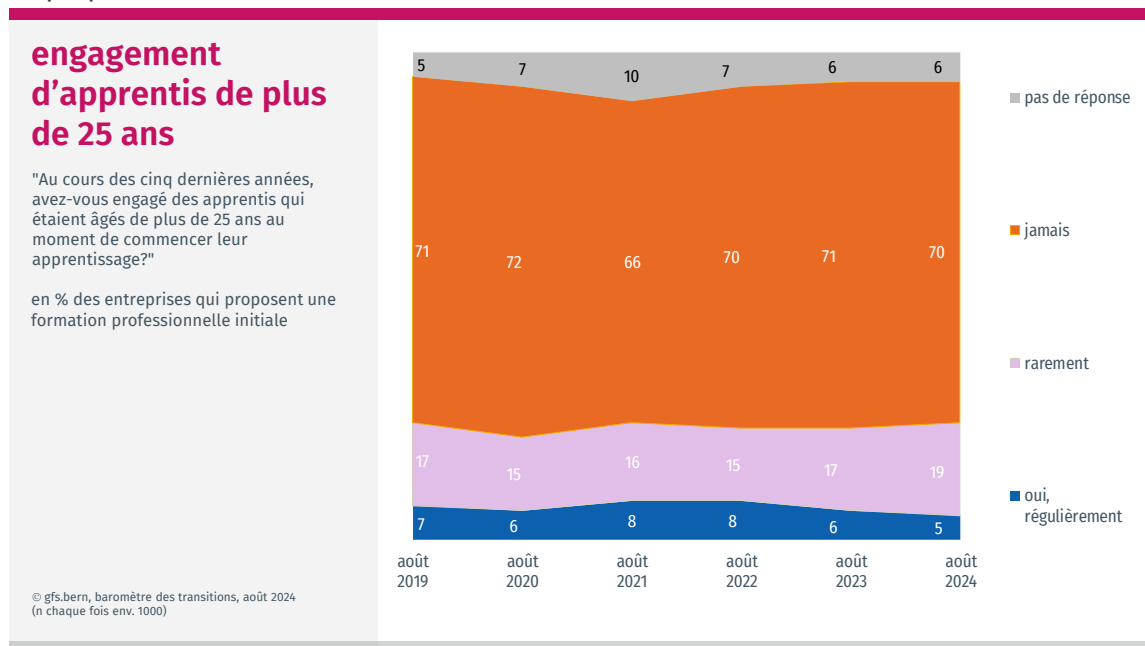
en % des apprentis qui commencent leur apprentissage



© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024

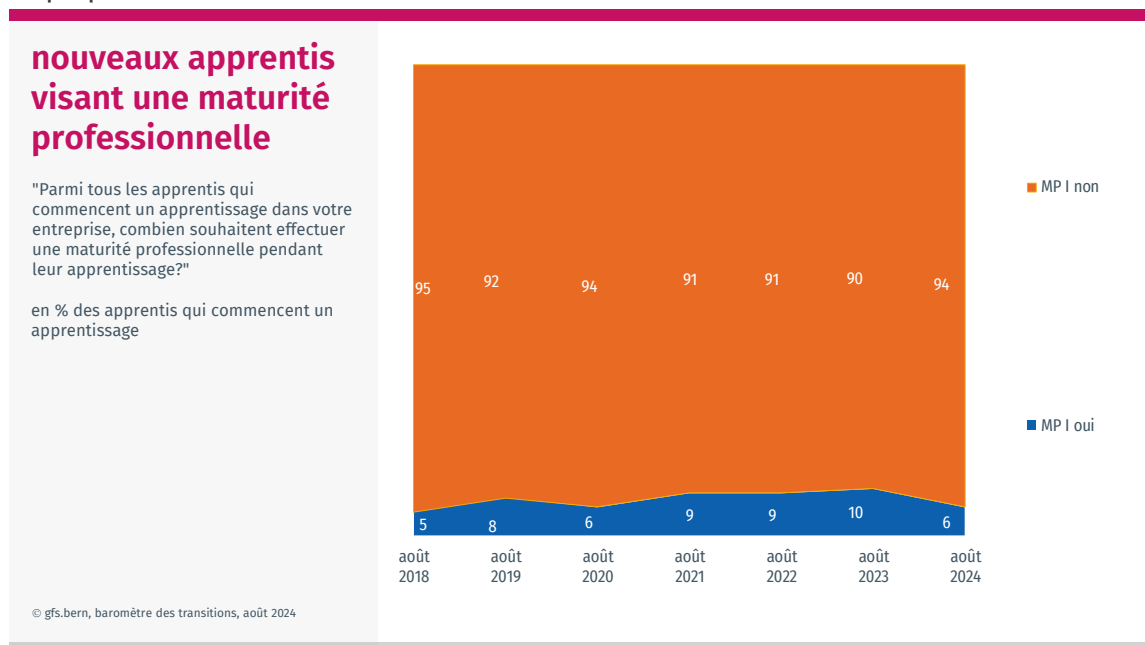
Le fait que, depuis le début de l'enquête, 5 à 8 % des entreprises formatrices emploient régulièrement des apprentis de plus de 25 ans et que 15 à 17 % en emploient occasionnellement corrobore aussi ce constat. Depuis 2022, on constate que les apprentis de plus de 25 ans sont de moins en moins embauchés de façon régulière. Pareils cas sont plutôt exceptionnels. La grande majorité des entreprises n'ont plus engagé d'apprentis de plus de 25 ans au cours des cinq dernières années.

Graphique 63



Selon les indications des entreprises, 6 % des nouveaux apprentis préparent une maturité professionnelle parallèlement à leur formation professionnelle initiale duale. Cette valeur se situe dans la plage inférieure des valeurs mesurées jusqu'à présent. On verra au plus tôt l'année prochaine s'il s'agit d'une tendance ou d'une exception.

Graphique 64

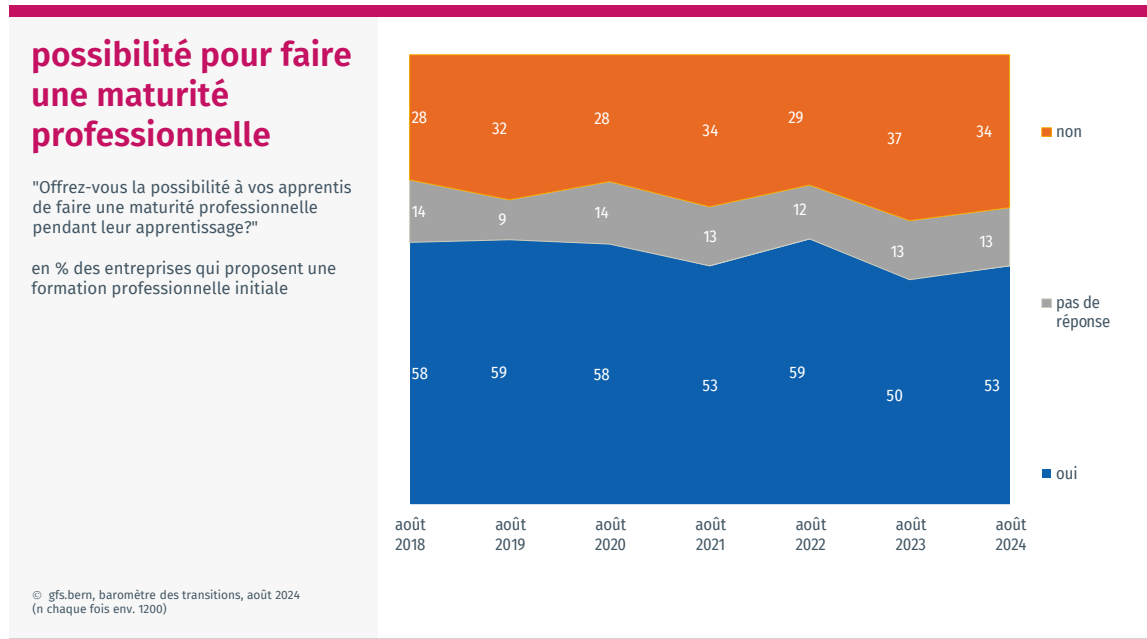


Cette valeur varie considérablement d'un secteur à l'autre. 23 % des nouveaux apprentis visent une maturité professionnelle dans le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques et 16 % dans l'industrie manufacturière. Ces secteurs caracolent en tête de classement en 2024. Par ailleurs, les secteurs du commerce (10 %), des activités financières et d'assurance (9 %), de la santé et de l'action sociale (9 %), de l'information et de la communication (8 %) ainsi que de l'agriculture et de la sylviculture (7 %) se situent au-dessus de la valeur de 6 % mesurée dans toutes les entreprises.

En 2024, de nouveau plus de la moitié des entreprises formatrices offrent la possibilité de préparer la maturité professionnelle parallèlement à l'apprentissage. La valeur relevée l'année passée doit donc être considérée comme une baisse exceptionnelle (2020 : 58 %, 2021 : 53 %, 2022 : 59 %, 2023 : 50 %, 2024 : 54 %).

Jusqu'à présent, les entreprises n'étaient plutôt pas à blâmer si les nouveaux apprentis ne souhaitaient plus préparer une maturité professionnelle en parallèle à leur formation professionnelle initiale. En effet, en 2024, plus de la moitié des entreprises formatrices proposent à nouveau cette possibilité. 2023 doit donc être considérée comme une baisse exceptionnelle.

Graphique 65

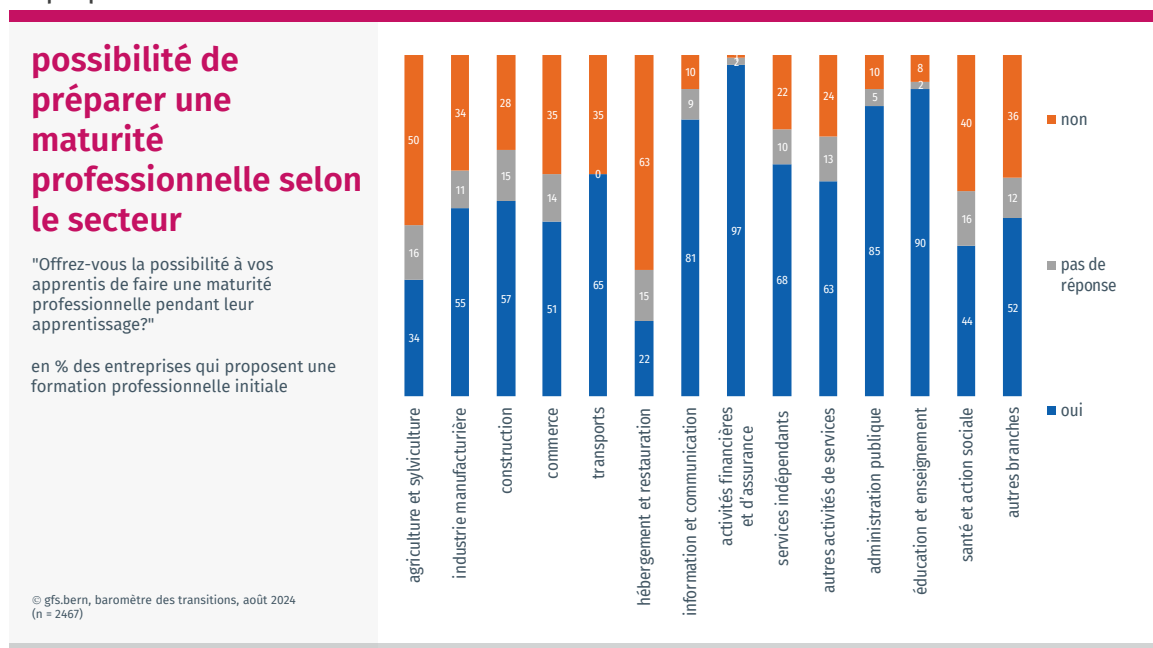


Les entreprises des secteurs Activités financières et d'assurance, Éducation et enseignement, Administration publique et Information et communication proposent relativement souvent de préparer une maturité professionnelle.

En revanche, les entreprises des secteurs Hébergement et restauration et Agriculture et sylviculture sont une minorité à proposer activement cette possibilité.



Graphique 66



Les entreprises qui ne proposent pas de maturité professionnelle justifient leur choix principalement par le fait que les apprentis ne seraient pas suffisamment présents dans l'entreprise. Actuellement, environ la moitié des entreprises qui ne proposent pas de maturité professionnelle sont de cet avis. Ce chiffre qui n'avait jamais été aussi élevé se rapproche de celui des deux premières années de l'enquête. Alors qu'elles étaient 43 % et 47 % à citer cet argument en 2018 et 2019, les entreprises interrogées n'étaient plus que 36 % en 2020 et 34 % en 2021 à l'avancer, ce qui s'explique peut-être par la charge de travail croissante qui pesait sur les employés en lien avec la pandémie de coronavirus et la généralisation du télétravail.

Graphique 67

### arguments contre la maturité professionnelle

"Pour quelles raisons ne proposez-vous pas cette possibilité?"

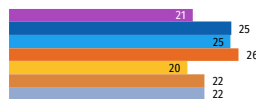
en % des entreprises qui ne proposent pas de maturité professionnelle, plusieurs réponses possibles

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 260)

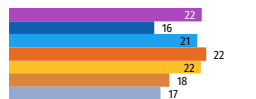
Les apprentis seraient trop souvent à l'école et moins présents dans l'entreprise.



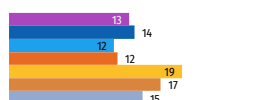
Nos apprentis ne remplissent pas les conditions requises pour la maturité professionnelle.



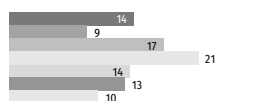
Le profil requis pour nos places d'apprentissage ne correspond pas à des jeunes ayant cette ambition.



autres



pas de réponse



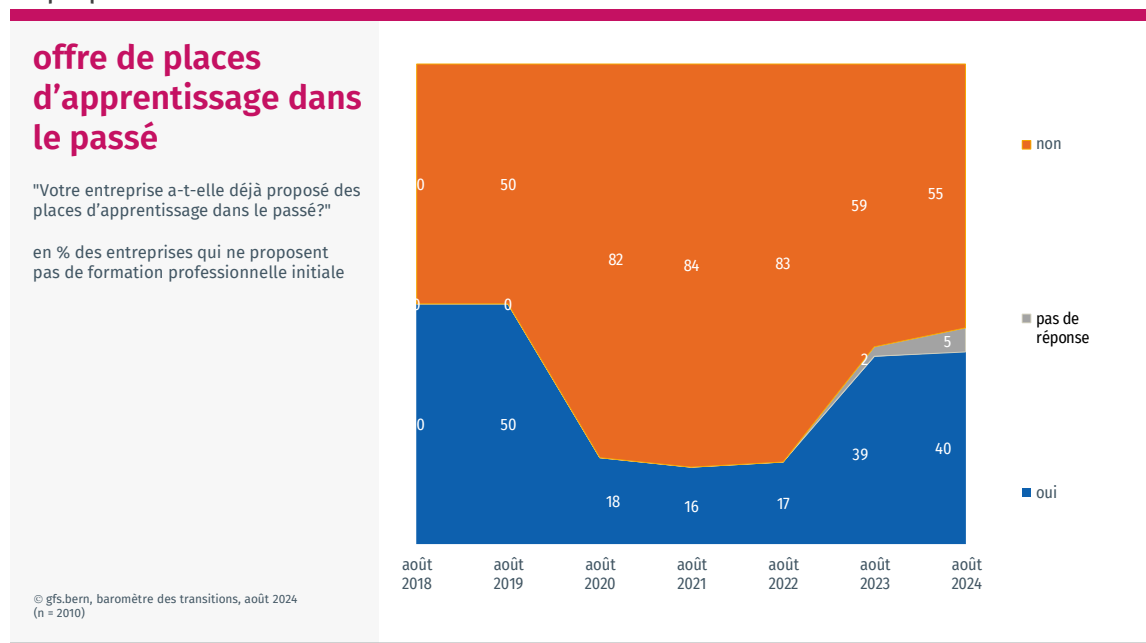
■ août 2018  
■ août 2019  
■ août 2020  
■ août 2021  
■ août 2022  
■ août 2023  
■ août 2024

Comme en 2023, les entreprises indiquent aussi souvent que leurs apprentis ne remplissent pas les conditions requises pour une maturité professionnelle et que leurs places d'apprentissage ne correspondent pas au profil d'exigences de la maturité professionnelle. Ces deux raisons, invoquées par environ un cinquième des entreprises, restent relativement stables au fil du temps.

## 2.4.5 Entreprises qui ne proposent pas de formation professionnelle initiale

Les 46 % d'entreprises interrogées qui *ne forment pas d'apprentis* en 2024 ont indiqué avoir proposé des places d'apprentissage par le passé. Ce chiffre est en nette hausse à 40 %. Cette proportion reste donc au niveau élevé de l'année précédente, ce qui s'explique par la nouvelle composition de l'échantillon. Depuis 2023, la proportion d'entreprises formatrices est fixée avant le tirage de l'échantillon et elle a été augmentée. En conséquence, parmi les entreprises interrogées en 2023, on trouve également davantage d'anciennes entreprises formatrices.

Graphique 68



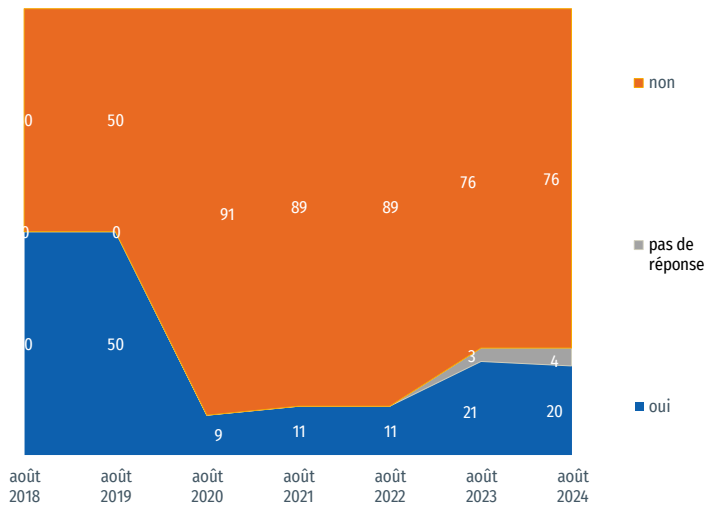
Il est donc plausible que la proportion d'entreprises non formatrices qui pourraient envisager d'offrir (à nouveau) des places d'apprentissage ait pratiquement doublé depuis 2022.

Graphique 69

### planification de l'offre de places d'apprentissage

"Votre entreprise proposera-t-elle le cas échéant des apprentissages à l'avenir?"

en % des entreprises qui ne proposent pas de formation professionnelle initiale



© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n = 2010)

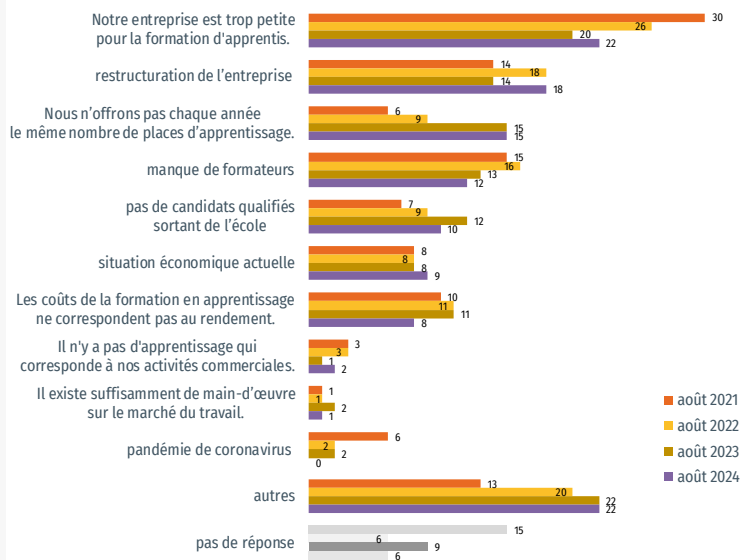
La principale raison invoquée par les entreprises interrogées pour ne pas former d'apprentis est la taille de l'entreprise qui est insuffisante. Mais cette raison est de moins en moins avancée. Les établissements justifient aussi leur décision de ne pas proposer d'apprentissage par le fait que le nombre de places d'apprentissage proposées n'est pas le même chaque année, qu'ils sont en restructuration et qu'il leur manque des formateurs adéquats. Plus de la moitié des refus des entreprises sont motivés par l'une de ces quatre raisons.

Graphique 70

### raison pour laquelle aucun apprentissage n'est proposé

"Quelle est la raison pour laquelle vous ne formez pas d'apprentis actuellement?"

en % des entreprises qui ne proposent pas de formation professionnelle initiale mais qui ont proposé des apprentissages dans le passé, plusieurs réponses possibles



© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024 (n chaque fois env. 400)

Les arguments économiques et les motifs côté offre – comme le fait qu'il n'y a pas (suffisamment) de candidats qualifiés quittant l'école – arrivent loin derrière. L'absence de candidats qualifiés sortant de l'école souvent invoquée dernièrement retrouve les niveaux de 2021 et 2022.

## 2.4.6 Apprentis ayant terminé leur apprentissage



Au total, 47 878 jeunes ont terminé leur apprentissage dans les entreprises formatrices en 2024. Comme l'année passée, la plupart d'entre eux ont effectué leur apprentissage dans de petites entreprises comptant entre deux et neuf personnes (43 %) ou dans des entreprises comptant entre 10 et 99 personnes (29 %).

Les secteurs Santé humaine et action sociale et Commerce concentrent une nouvelle fois les plus grandes proportions de diplômés, le secteur du commerce ayant perdu la tête du classement en 2024. L'industrie manufacturière et les activités spécialisées, scientifiques et techniques arrivent en troisième et quatrième positions. L'agriculture passe derrière ces deux secteurs en 2024.

Au fil des années, les secteurs qui ont longtemps été considérés comme des branches de formation en croissance (commerce, activités financières et d'assurance, administration publique) ne progressent plus depuis plus ou moins longtemps. Cela se traduit par une stagnation, voire un recul du nombre de diplômés.

Le secteur du commerce se maintient au niveau de 14 % de l'année précédente. Dans le secteur Santé humaine et action sociale, la part de jeunes diplômés n'a cessé de diminuer jusqu'en 2023 après le pic atteint en 2020.

Dans le secteur Santé humaine et action sociale, la part de jeunes diplômés a cependant augmenté par rapport à 2023, stoppant la tendance à la baisse, du moins pour le moment. Il reste à savoir si cette évolution se confirmera à long terme. Dans l'administration publique et dans le secteur Activités financières et d'assurance, la part des apprentis diplômés n'a cessé d'augmenter jusqu'en 2021. La tendance s'est ensuite inversée dans les deux secteurs.

La situation est relativement stable dans l'industrie manufacturière et dans la construction. On observe en revanche une augmentation constante dans le secteur Activités spécialisées, scientifiques et techniques. La situation dans le secteur de l'hébergement et de la restauration et dans les autres activités de services est remarquable : après avoir enregistré une hausse l'année passée, les deux secteurs comptent actuellement de nouveau moins de diplômés.

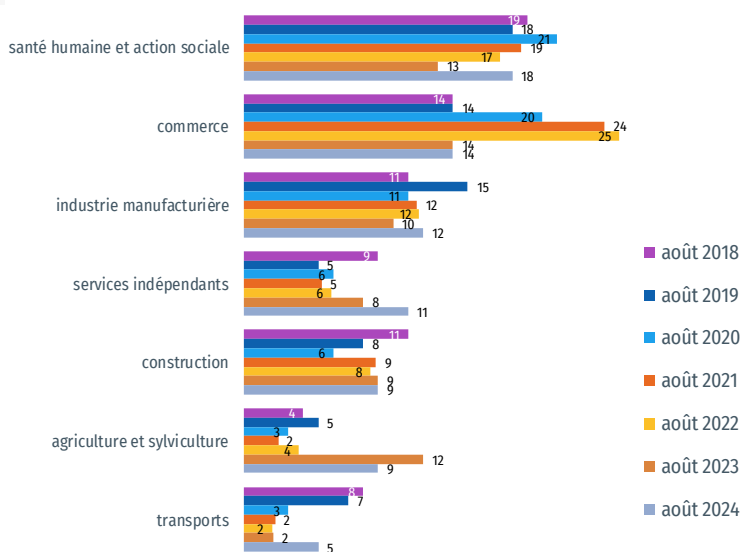
Le secteur des transports et le secteur de l'information et de la communication marquent une légère hausse par rapport à l'année précédente. On peut donc considérer que la baisse du nombre de diplômés observée l'an passé dans le secteur de l'information et de la communication était une exception. Les prochaines années diront si l'évolution que connaît le secteur des transports se confirmera.

Graphique 71

### les personnes en fin d'apprentissage par branche (1/2)

"Pour conclure, nous nous intéressons aux apprentis qui ont terminé leur formation professionnelle au sein de votre entreprise en été 2024."

en % des apprentis ayant terminé leur apprentissage



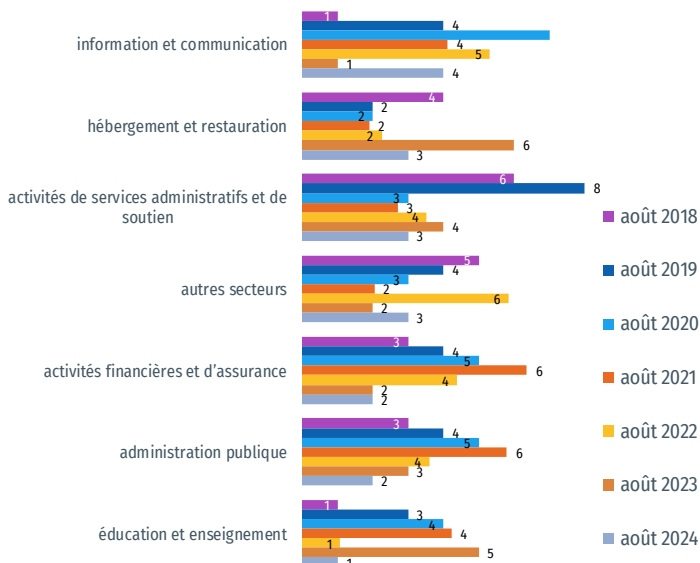
© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024

Graphique 72

### les personnes en fin d'apprentissage par branche (2/2)

"Pour conclure, nous nous intéressons aux apprentis qui ont terminé leur formation professionnelle au sein de votre entreprise en été 2024."

en % des apprentis ayant terminé leur apprentissage



© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024

Avant 2022, la plupart des diplômés quittaient leur entreprise formatrice à la fin de leur formation. Cela avait temporairement changé en 2022. Pour la deuxième année consécutive, ce sont désormais à nouveau près de la moitié des jeunes diplômés qui quittent leur entreprise formatrice à l'issue de leur apprentissage.

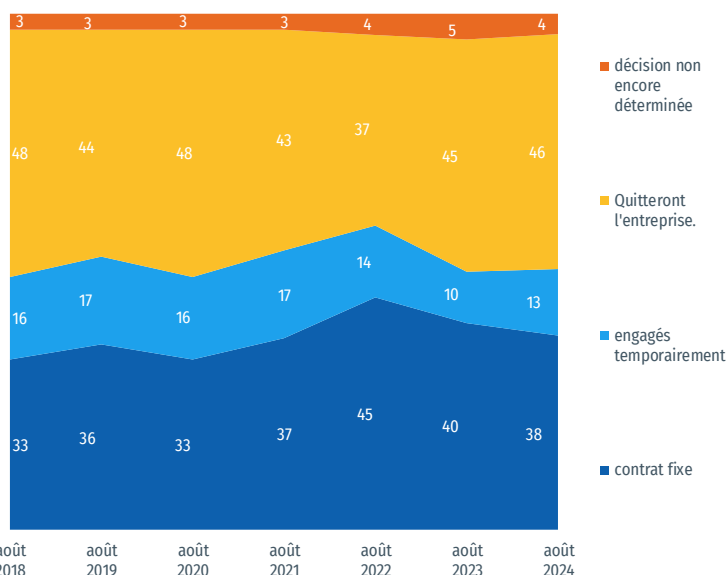
L'année 2022 était donc une situation exceptionnelle, possiblement causée par les incertitudes liées à la pandémie de coronavirus. Quant aux apprentis se voyant offrir un emploi temporaire et aux diplômés n'ayant pas encore de solution déterminée, les proportions demeurent stables.

Graphique 73

### situation des apprentis en fin d'apprentissage

"Pour conclure, nous nous intéressons aux apprentis qui ont terminé leur formation professionnelle au sein de votre entreprise. Veuillez indiquer ci-dessous combien de personnes seront engagées par votre entreprise, combien seront engagées de manière temporaire et combien quitteront l'entreprise."

en % des apprentis ayant terminé leur apprentissage



© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024

Le caractère exceptionnel de l'année 2022 est confirmé dans les secteurs de la construction, du commerce, de l'agriculture et de la sylviculture, de même que dans l'hébergement et la restauration, comme le montre le graphique suivant. On observe une évolution vers davantage d'emplois fixes dans les secteurs Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Industrie manufacturière, Santé et action sociale, Administration publique ainsi que dans les professions regroupées dans la catégorie « Autres secteurs ».

En 2024, le recul du nombre de diplômés embauchés définitivement dans les secteurs Activités financières et d'assurance, Information et communication, Construction et Enseignement est remarquable.

On trouve la plupart de ces jeunes diplômés embauchés définitivement dans les très petites et moyennes entreprises (2-9 collaborateurs : 41 %, 10-99 collaborateurs : 29 %, plus de 100 collaborateurs : 30 %).

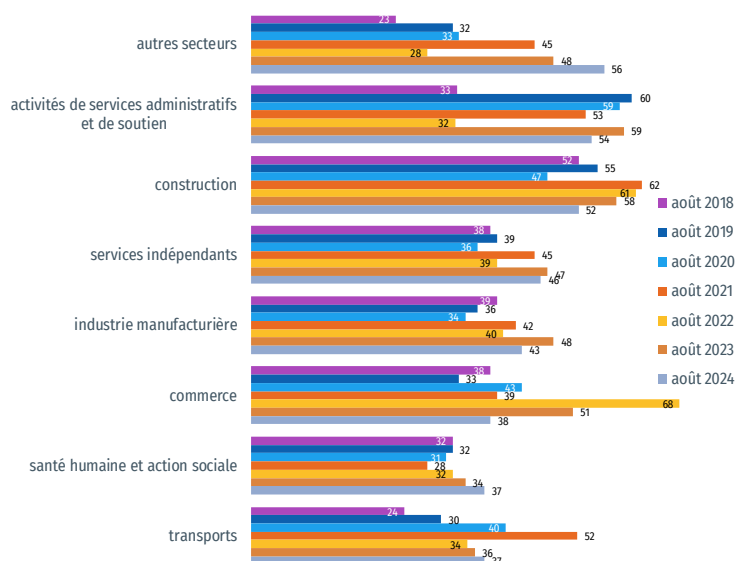
Graphique 74

### apprentis avec en emploi fixe en fin d'apprentissage par secteur (1/2)

"Pour conclure, nous nous intéressons aux apprentis qui ont terminé leur formation professionnelle au sein de votre entreprise en été 2024. Veuillez indiquer ci-dessous combien de personnes seront engagées par votre entreprise, combien seront engagées de manière temporaire et combien quitteront l'entreprise?"

en % des apprentis ayant terminé leur Apprentissage par secteur

© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024



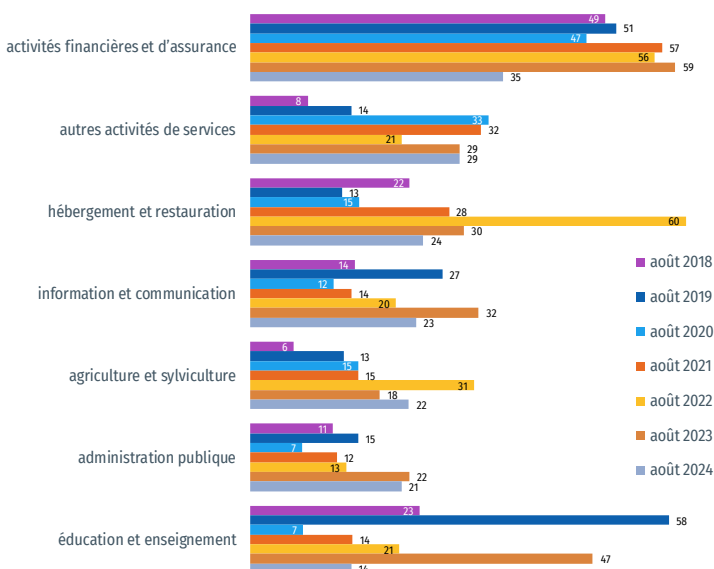
Graphique 75

### apprentis avec en emploi fixe en fin d'apprentissage par secteur (2/2)

"Pour conclure, nous nous intéressons aux apprentis qui ont terminé leur formation professionnelle au sein de votre entreprise en été 2024. Veuillez indiquer ci-dessous combien de personnes seront engagées par votre entreprise, combien seront engagées de manière temporaire et combien quitteront l'entreprise?"

en % des apprentis ayant terminé leur Apprentissage par secteur

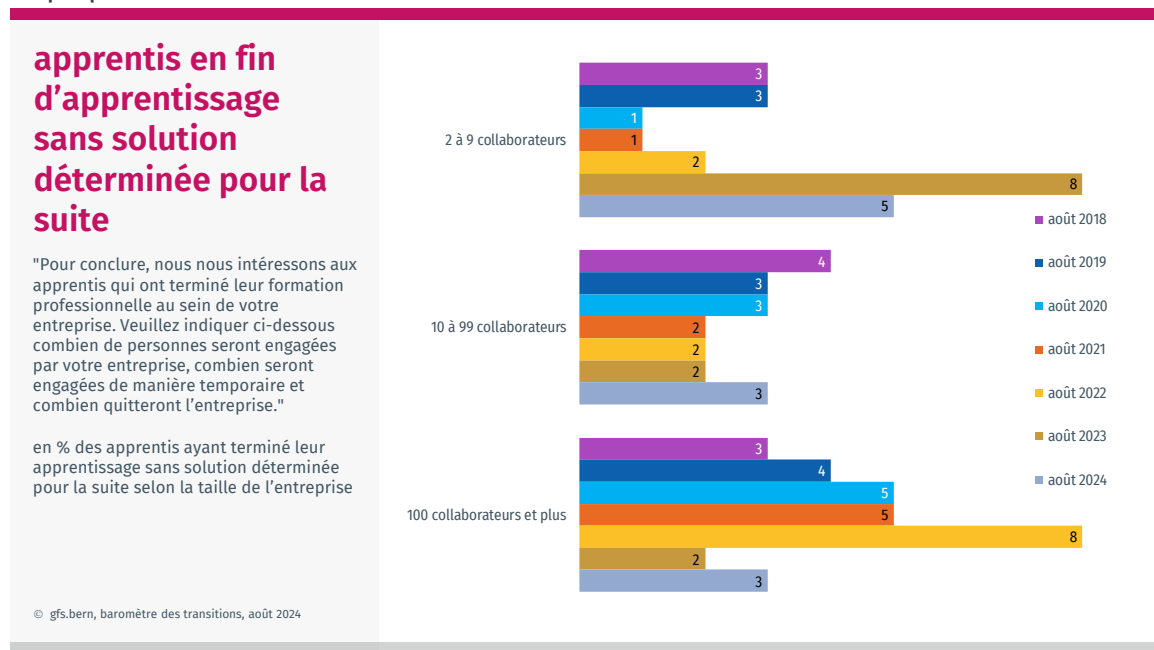
© gfs.bern, baromètre des transitions, août 2024





Un coup d’œil sur le cas des jeunes en fin d’apprentissage qui n’ont pas de solution déterminée pour la suite révèle que la situation s’est normalisée au sein des très petites entreprises. Après la forte hausse de l’année précédente, le pourcentage de diplômés formés par des entreprises comptant 2 à 9 personnes qui n’ont actuellement pas de solution déterminée à la fin de leur formation professionnelle initiale a baissé à 5 %. Les jeunes accueillis par des entreprises de 10 à 99 salariés et par des entreprises de 100 personnes et plus ne sont que 3 % dans cette situation.

Graphique 76



## 3 Synthèse

### 3.1 Vue d'ensemble de la transition I et du marché des places d'apprentissage en 2024



Pour **les JEUNES** qui ont à choisir une formation, la transition I représente une période décisive qui peut être gérée de manière satisfaisante, même si elle est actuellement un peu plus marquée par les solutions de compromis. 77 % des jeunes ont commencé une formation du degré secondaire II (formation professionnelle initiale ou voies de formation générale). C'est un peu moins que les années précédentes car, en 2024, les jeunes sont plus nombreux que jamais, depuis que ces enquêtes existent, à effectuer une année intermédiaire et moins nombreux à opter pour la voie de formation générale.

86 % des jeunes ont toutefois pu commencer la formation qu'ils souhaitent à l'été 2024. 14 % se sont tournés vers des alternatives qui ne correspondaient ni à leur premier choix ni au deuxième. Cette évolution témoigne d'un peu plus de flexibilité dans la prise de décision, ce que révèle également la popularité croissante des années intermédiaires – un choix fait par 13 % des jeunes qui est motivé non pas par un manque de places de formation, mais par une volonté délibérée de réorientation. La formation professionnelle initiale reste la voie de formation privilégiée après l'école obligatoire, suivie par la voie de formation générale. Même les jeunes qui se sont tournés vers des offres de formation transitoire et des années intermédiaires préféreraient ensuite s'orienter vers une formation professionnelle initiale.

Obtenir une place d'apprentissage exige un certain investissement : des stages d'observation, des stages pratiques, de la persévérance et 10.3 candidatures en moyenne mènent généralement à la réussite. C'est un chiffre élevé par rapport aux années précédentes. Il était étonnant de constater que le processus de candidature s'amorçait à plus court terme en période de pandémie. Ce résultat ne s'est pas confirmé en 2023 et 2024

Pour la plupart des jeunes, la sécurité de l'emploi reste le critère le plus important dans le choix de la formation, suivi par de bons revenus. Cependant, des aspects sociaux, comme le désir d'aider d'autres personnes ou d'acquérir une réputation sociale, gagnent en importance.

Les jeunes sont principalement soutenus par leurs parents, qui restent leurs principaux interlocuteurs, et dans une moindre mesure par les enseignants et le cercle d'amis. Les services d'orientation professionnelle sont moins consultés, ce qui est particulièrement marqué en Suisse alémanique.

Les jeunes sont majoritairement confiants quant à leurs chances sur le marché du travail et considèrent la numérisation comme une opportunité, bien qu'environ 42 % d'entre eux redoutent que les évolutions techniques rendent obsolètes les compétences acquises. En revanche, les jeunes se montrent plutôt sceptiques quant à l'avenir de la société et sont plus pessimistes que par le passé. Malgré ces réserves, les jeunes ont majoritairement confiance en eux, même s'ils considèrent plus souvent que par le passé leur formation comme un compromis, et que l'on constate globalement une légère baisse de leur satisfaction générale.



**Pour les ENTREPRISES**, le défi est de maintenir une offre stable de places d'apprentissage, alors qu'elles ont de plus en plus de difficultés à pourvoir les places d'apprentissage proposées. À l'été 2024, 87 % des places ont pu être pourvues, un pourcentage similaire à celui des années précédentes. Il reste toutefois quelque 11 000 places d'apprentissage vacantes, ce que les entreprises attribuent de plus en plus à un manque et à une inadéquation des candidatures. Cette problématique touche particulièrement les places d'apprentissage sanctionnées par une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP), où les candidatures font souvent défaut, alors que pour les places d'apprentissage sanctionnées par un certificat fédéral de capacité (CFC), c'est plutôt l'aptitude des candidats qui est en cause.

L'offre en places d'apprentissage est restée globalement constante dans tous les secteurs et s'est étoffée dans certains domaines comme les transports et la santé en 2024. Les grandes entreprises de plus de 100 personnes proposent très souvent des places d'apprentissage supplémentaires, tandis que les petites entreprises maintiennent une offre plutôt stable. De nombreuses entreprises indiquent avoir augmenté le nombre de places d'apprentissage proposées dans le but d'assurer la relève professionnelle. En outre, les fluctuations naturelles et les restructurations influencent souvent l'offre en places d'apprentissage.

En ce qui concerne la maturité professionnelle, plus de la moitié des entreprises formatrices proposent cette possibilité parallèlement à la formation duale, notamment dans les secteurs Activités spécialisées, Activités financières et d'assurance et dans la fonction publique. Les petites entreprises sont plus réticentes, car elles craignent que les apprentis soient trop souvent absents de l'entreprise. Une minorité d'entreprises considère que la concurrence entre la formation duale et la formation en école à plein temps a un impact, bien que dans l'ensemble, peu d'entreprises considèrent cette concurrence comme un facteur déterminant qui expliquerait les postes vacants.

La plupart des entreprises prévoient de maintenir leur offre pour la planification des places d'apprentissage de l'année prochaine. Une partie des entreprises, notamment dans les domaines du traitement des déchets, de la science et des autres activités de service, signale toutefois une possible

réduction du nombre de places de formation. Pour de nombreuses entreprises, la situation économique reste un facteur d'incertitude qui peut entraîner aussi bien une réduction qu'une augmentation des places d'apprentissage qu'elles proposent.



En 2024, le **MARCHÉ SUISSE DES PLACES D'APPRENTISSAGE** est fondamentalement équilibré. 86 % des places d'apprentissage proposées ont été attribuées au plus tard en août 2024. Ce pourcentage est proche des chiffres des années précédentes et renvoie globalement à une attribution régulière des places d'apprentissage. Dans l'ensemble, le marché des places d'apprentissage est donc globalement stable et la formation professionnelle duale reste une option de choix pour les jeunes et les entreprises.

Pour la deuxième fois consécutive, un léger déséquilibre entre l'offre et la demande se dessine en 2024. Avec une offre de places d'apprentissage constamment élevée, la raison la plus fréquemment invoquée par les entreprises pour expliquer les places d'apprentissage vacantes était l'absence de candidatures. L'offre était donc supérieure à la demande. En revanche, les jeunes déclarent un peu moins souvent que leur métier d'apprentissage correspond à l'apprentissage qu'ils souhaitaient. Du côté de la demande, des compromis ont donc été faits dans le choix du métier.

À noter cependant que le Baromètre des places d'apprentissage ne tient pas compte des jeunes âgés de plus de 17 ans qui entrent sur le marché du travail plus tardivement que les 14-16 ans interrogés. Il n'est par conséquent pas possible de procéder à une évaluation complète de la situation sur le marché des places d'apprentissage en Suisse. Le pourcentage de jeunes âgés de plus de 16 ans qui commencent une formation professionnelle initiale en 2024 est quant à lui considérable et s'élève à 42 % selon les données fournies par les entreprises.

## 3.2 Thèses de gfs.bern

Les résultats du Baromètre des transitions sont synthétisés ci-après sous forme de thèses qui, établies en août 2019, ont été adaptées le cas échéant en fonction des résultats des enquêtes des années suivantes.



### THESE 1

La plupart des jeunes en fin de scolarité obligatoire peuvent compter sur le soutien de leur famille, de leurs enseignants et de leurs amis. Ils ont le choix entre plusieurs possibilités, que ce soit au niveau de la formation professionnelle initiale, des écoles d'enseignement général ou des solutions transitoires. La plupart des jeunes peuvent commencer directement la formation de leur choix et sont ravis de l'orientation qu'ils ont prise. Il arrive de plus en plus souvent que les jeunes choisissent des voies alternatives (offre de formation transitoire et notamment année intermédiaire) pour accéder directement à la formation professionnelle ou générale.



### THESE 2

Au moment de la première transition, près de la moitié des jeunes s'orientent vers la formation professionnelle initiale, qui reste ainsi – notamment pour les garçons – la voie préférée en Suisse.

Les jeunes de Suisse latine ciblent le plus souvent la maturité gymnasiale et l'école de culture générale qui, à l'échelle suisse, ne suscitent pas davantage d'intérêt. Bien au contraire : après plusieurs années d'augmentation du nombre de jeunes en formation générale, les chiffres actuels reculent pour la deuxième fois consécutive



### THESE 3

Les filles sont toujours plus nombreuses que les garçons à choisir les voies de formation générale.

Les filles qui s'engagent dans une formation professionnelle initiale choisissent souvent des professions « féminines » classiques dans les secteurs de la santé et du social, tandis que les garçons optent plutôt pour les professions techniques.

Ainsi, les effets de genre sont donc toujours très sensibles dans les choix de formation, malgré certains reports. Dans le même temps, les résultats de l'enquête indiquent que la majorité des jeunes considèrent le choix professionnel comme une décision libre et que la grande majorité des personnes interrogées ont pu commencer la formation souhaitée.



#### THESE 4

La situation économique incertaine relève du défi pour le monde entier. La tournure qu'elle prend dans le contexte de la guerre en Ukraine et les problèmes politiques qui en résultent sont de plus en plus préoccupants pour la Suisse. Il est donc d'autant plus important de suivre de près la transition I. En effet, la situation économique du moment influence les offres de places d'apprentissage proposées par les entreprises : elle est invoquée pour justifier tant une réduction qu'une augmentation de celles-ci.

Ces dernières années ont montré que le marché des places d'apprentissage se distingue par une stabilité remarquable. Il s'est montré plutôt résilient face à la pandémie. L'attachement à la formation professionnelle initiale même en temps de crise pourrait être lié au risque de pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui plane sur les entreprises et contre lequel elles veulent agir.



#### THESE 5 - NOUVEAUTÉ

La numérisation croissante représente à la fois une opportunité et un défi pour les jeunes. Si la majorité d'entre eux considèrent les nouvelles technologies comme une compétence clé pour leur avenir professionnel et les intègrent activement dans leur quotidien, beaucoup s'inquiètent de la pertinence à long terme des compétences acquises

## 4 Annexe

### 4.1 Équipe gfs.bern

---

#### LUKAS GOLDER



Co-directeur et président du conseil d'administration de gfs.bern, politologue et spécialiste des médias, MAS HES en Communication Management, EPD ES Chief Digital Officer, chargé de cours à la Haute école de Lucerne et au Kompetenzzentrum für Public Management de l'université de Berne.

✉ [lukas.golder@gfsbern.ch](mailto:lukas.golder@gfsbern.ch)

Domaines principaux : analyse intégrée de la communication et des campagnes, analyse de l'image et de la réputation, analyses des médias / analyse de l'impact des médias, recherche sur les jeunes et les changements sociaux, votes, élections, modernisation de l'État, réformes de la politique de santé

Publications dans des recueils, des revues spécialisées, dans la presse quotidienne et sur Internet

---

#### MARTINA MOUSSON



Cheffe de projet, politologue

✉ [martina.mousson@gfsbern.ch](mailto:martina.mousson@gfsbern.ch)

Domaines principaux : analyse de thèmes et d'enjeux politiques, votations et élections nationales (tendances SRG, analyses VOX, baromètre électoral), analyses de l'image et de la réputation, analyses intégrées de la communication, analyses de contenu médiatique, méthodes qualitatives, thèmes sociaux (recherche sur les jeunes, la formation, le racisme, les familles, la classe moyenne)

---



**ADRIANA PEPE**

Cheffe de projet, politologue

✉ [adriana.pepe@gfsbern.ch](mailto:adriana.pepe@gfsbern.ch)

Domaines principaux :  
société, Issue Monitoring, démocratie directe,  
votes, politique énergétique, jeunesse

---



**ALESSANDRO PAGANI**

Collaborateur scientifique, politologue

✉ [alessandro.pagani@gfsbern.ch](mailto:alessandro.pagani@gfsbern.ch)

Domaines principaux :  
élections, votations,  
analyse des données, programmations, visualisations,  
recherches, méthodes quantitatives et qualitatives

---



**ROLAND REY**

Collaborateur de projet / administration

✉ [roland.rey@gfsbern.ch](mailto:roland.rey@gfsbern.ch)

Domaines principaux :  
publication assistée par ordinateur, visualisations,  
administration de projets, administration d'exposés

---



gfs.bern ag  
Effingerstrasse 14  
CH – 3011 Bern  
+41 31 311 08 06  
info@gfsbern.ch  
www.gfsbern.ch

Das Forschungsinstitut gfs.bern ist Mitglied des Verbands Schweizer Markt- und Sozialforschung und garantiert, dass keine Interviews mit offenen oder verdeckten Werbe-, Verkaufs- oder Bestellabsichten durchgeführt werden.

Mehr Infos unter [www.schweizermarktforschung.ch](http://www.schweizermarktforschung.ch)

**SWISS INSIGHTS**  
Corporate Member

**gfs.bern** 